

Société archéologique, scientifique et littéraire du Vendômois. Bulletin de la Société archéologique, scientifique et littéraire du Vendômois. 1976.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

\*La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.

\*La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer [ici pour accéder aux tarifs et à la licence](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

\*des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés sauf dans le cadre de la copie privée sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

\*des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source Gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue par un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter [reutilisation@bnf.fr](mailto:reutilisation@bnf.fr).

**BULLETIN**  
DE LA  
**SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE**  
SCIENTIFIQUE ET LITTÉRAIRE  
DU  
**VENDOMOIS**

---

**ANNÉE 1976**

---



////////////////////////////////////  
IMPRIMERIE TYPO-IMPRESS - BLOIS  
— 11, rue André-Boulle —  
////////////////////////////////////

## **AVIS IMPORTANTS**

---

— L'adresse exacte de la Société est « Société Archéologique, Scientifique et Littéraire du Vendomois. Cloître de l'Abbaye. 41100 Vendôme ».

— Compte chèque postal : La Source 665-33 J.

— La cotisation annuelle, donnant droit au Bulletin de la même année est actuellement de **20 F minimum**. A nos amis hors Vendôme, dont les cotisations ne sont pas recueillies à domicile, nous conseillons de s'acquitter chaque année le jour même où ils reçoivent le Bulletin. Nous souhaitons que chacun prenne conscience du service qu'il nous rend en évitant de coûteux frais de rappel et de recouvrement postal.

— Pour compléter ses collections, la Société accepterait avec reconnaissance le don d'exemplaires anciens du Bulletin (depuis 1862).

— Les opinions émises au cours des communications ou publiées dans le Bulletin n'engagent que la seule responsabilité de leurs auteurs.

— Tout article est strictement la propriété de l'auteur et de la Société. Tous droits de reproduction partielle ou totale sont formellement réservés.

— Tout travail remis à la Société pour être publié au Bulletin doit être dactylographié et porter indication des paragraphes, des sous-titres et de la ponctuation. En bref, être définitif.

— Tout auteur d'article peut demander un tiré à part à ses frais. Dans ce cas, il sera de son intérêt de s'entendre directement avec l'imprimeur dès la première correction d'épreuves.

— Nul ne peut, individuellement ou collectivement, se réclamer de la Société archéologique sans autorisation préalable.

— Toute demande de renseignements doit être accompagnée d'une enveloppe affranchie pour la réponse.

**BULLETIN**  
DE LA  
**SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE**  
SCIENTIFIQUE ET LITTÉRAIRE  
DU  
**VENDOMOIS**

*Reconnue d'utilité publique par décret du 15 mars 1877*

**ANNÉE 1976**

SOMMAIRE

310 <sup>e</sup> et 311 <sup>e</sup> assemblées générales .....	3
La Société Archéologique à Morée .....	4
Admissions nouvelles : année 1976 .....	5
Sortie annuelle du 9 mai 1976 .....	6
Compte financier pour l'année 1976 .....	9
Chronique de l'année 1976 .....	10
Dons au Musée .....	12
De l'état de nos archives communales, de la législation qui les concerne .....	13
Bibliothèque de la Société .....	14
<b>Communications et études :</b>	
— Le Fief-Corbin, quatre siècles d'histoire, par M. Jean Arnould .....	17
— En Touraine, un hommage original à Ronsard : le pin de Bourgueil, par M. Raymond Dreulle .....	33
— La Tour de Poitiers, du château de Vendôme (fiche signalétique), par M. Bernard Diry .....	37
— L'hypogée des Roches-l'Evêque (L.-et-C.), par M. André Motheron ....	39
— Société et fiscalité à Vendôme à la fin de l'ancien régime, par M. Daniel Viaud .....	43
— Contribution archéologique à l'étude du château de Lavardin (L.-et-C.) : la cuisine troglodytique de la « basse-cour » et son four (XIV <sup>e</sup> -XV <sup>e</sup> s.), par Daniel et Arlette Schweitz .....	63
— Glane. Directives données par le Préfet ultra Bacot à son Sous-Préfet de Vendôme pour priver de sa profession l'avocat Ballyer fils (21-1-1816), par M. Régis Bouis .....	75
— Un village nommé Rochambeau, à Chinon, par M. Raymond Dreulle ....	78



# **SOCIÉTÉ**

## **ARCHÉOLOGIQUE**

### **SCIENTIFIQUE ET LITTÉRAIRE**

## **du VENDOMOIS**

---

115<sup>e</sup> ANNÉE — 1976

### **310<sup>e</sup> Assemblée Générale**

#### **Séance publique du 28 Avril 1976**

Après avoir salué M. Laugier, sous-préfet, M. Lasneau, maire, M. Girond, conseiller général et toute l'assistance venue comme à l'accoutumée nombreuse et vivante, le président, chanoine Gaulandau, a rapidement fait écouter et approuver les actes de la Société, particulièrement le rapport financier présenté par M. Lavige.

L'abbé Boulay, ancien aumônier du lycée Ronsard et Vendomois de souche avait choisi comme titre à sa communication : « Du collège de l'Oratoire au lycée Ronsard : quelques professeurs, leur enseignement ». Parmi les professeurs de philosophie que l'administration dépêcha vers Vendôme la quête fut rapide : Fouché, qui enseigna la logique de 1785 à 1787 ; Gabriel Marcel, tout jeune débutant en 1910 ; Louis Lavelle (1909-1910), plus tard professeur au Collège de France. Mais ce fut prétexte à une conférence éblouissante où philosophie, métaphysique firent passer à l'auditoire des instants passionnants tout au long d'une trame tissée au travers des siècles, de la réforme de l'enseignement de Henri IV à Jean-Paul Sartre, en passant par Descartes ou Vaugelas... sans oublier, bien sûr, congrégations, jésuites et nos oratoriens.

Tous ont regretté que le charme fut soudain rompu ! Mais Descartes mourant, n'a-t-il pas murmuré dans ce cruel moment : « ça, mon âme, il faut partir ».

### **311<sup>e</sup> Assemblée Générale**

#### **Séance publique du 1<sup>er</sup> décembre 1976**

Assisté du Dr Dattin et de M. Arnould, vice-présidents, de M. Lavige, trésorier, le chanoine Gaulandau a présenté ses compliments à M. de Roquancourt, sous-préfet, M. Lasneau, maire, M. Girond, conseiller général. En saluant l'assistance il a constaté « l'incalculable prix du réseau d'intérêt, de confiance et d'amitié qui entoure notre société et ses activités ».

#### *LE RAPPORT D'ACTIVITÉ*

Celui-ci se concrétisant tout au long de ce bulletin, nous n'en extrairons que quelques passages d'une portée plus générale :

« Un signe de santé, a déclaré M. Arnould, c'est la constatation réconfortante que des concours nous viennent. A la longue liste de ceux qui ont œuvré depuis 1862 s'ajoute la cohorte des archéologues et des historiens rompus aux méthodes modernes. Voilà un heureux et véritable renouvellement pour le contenu de ce bulletin dont on ne peut contester le sérieux. Et ces hommes sont de notre coin de terre : la province vit ».

Et il conclut : « Notre action est donc continue, sans éclat, mais persévérante. C'est à nos yeux plus valable que multiplier les projets pour les voir s'éparpiller derrière soi, avec l'espoir que peut-être quelqu'un s'en chargera. Du moins, c'est ainsi que nos aînés ont travaillé 115 ans durant et ils n'ont pas si mal réussi puisque nous sommes devant vous ce soir ».

### *RENOUVELLEMENT DU BUREAU*

L'assemblée a renouvelé les mandats de M. le docteur Dattin, vice-président, M. Jeulin, bibliothécaire et désigné MM. Mésange, de Villiers et Pelicier, principal du C.E.S. de Montoire en remplacement de MM. Leymarios et Touzeau, membres sortants, non-rééligibles.

### *L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE EN VENDOMOIS PENDANT LA RÉVOLUTION*

Agrégé d'histoire, professeur au C.E.S. de Montoire, M. Jean Vassort avait choisi un sujet original : « Les problèmes d'enseignement primaire dans le Vendomois pendant la Révolution : un témoignage sur les mentalités des habitants à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle ».

Avec une parfaite aisance, un sens pédagogique très sûr, M. Vassort a donné une communication dense autant que claire.

Faute de temps, de réalisme et d'argent, la Révolution n'a pu œuvrer utilement. L'alphabétisation n'a pratiquement pas progressé. L'absence de formation des maîtres, les mauvais chemins, l'utilisation des enfants dans tous les secteurs de l'économie ont freiné l'effort. Surtout, la population n'a pas admis l'école de la République, ses livres. Véhiculant une culture inconnue des paysans, cette école est restée étrangère aux ruraux.

Ainsi l'école de la République a échoué dans l'immédiat. Mais cette expérience, à terme, un siècle plus tard réussira. Pourquoi ? a interrogé le conférencier. Souhaitons qu'il nous donne bientôt une réponse.

## **La Société Archéologique à MORÉE**

*Le 27 Octobre 1976*

Poursuivant une expérience couronnée de succès la Société archéologique s'est transportée à Morée, salle du C.E.G., aimablement prêtée.

Les membres du bureau ont été accueillis par MM. Redouin, maire de Morée, Couic, adjoint, Le Goff, directeur du C.E.G., Mme Coyau, secrétaire de mairie.

Au premier rang du public, on notait la présence de M. de Roquancourt, sous-préfet de Vendôme et de M. Moreau, maire de Fréteval.

C'était presque un retour aux sources puisque, le président Gaulandau l'a rappelé, la Société est née au pied du donjon de Fréteval, donjon qui veille toujours sur les travaux des équipes archéologiques chères à M. Leymarios.

M. Jean Coyau, directeur d'école à Morée, a finement conté la vie d'un enfant du pays qui multiplia ses bienfaits pour sa petite patrie : Hilaire Noyer. Nous relirons ces pages pleines d'un humour délicat avec un grand intérêt et un vif plaisir dans une prochaine livraison.

M. Leymarios, agréant son propos de projections de diapositives, a traité d'un sujet qu'il possède parfaitement : le peuplement dans la vallée du Loir, de Brévainville à Fréteval, de la préhistoire au moyen-âge.

## **ADMISSIONS NOUVELLES**

(Année 1976)

M. de Talancé William, 4 bis, boulevard de Trémault, 41100 Vendôme.

M. Jouveau René, 13, rue du 11-Novembre, 41100 Vendôme.

Mlle Launay Monique, résidence « Les Cèdres », 41100 Vendôme.

M. Huppenoire Claude, Ternay, 41800 Montoire.

Mme Chappée Gervais, Les Sables, Gy-en-Sologne, 41230 Mur-de-Sologne.

M. Laurent-Deleuze Henri, La Coudanerie, Fontaine-les-Coteaux, 41800 Montoire.

M. Lescure Daniel, Trôo, 41800 Montoire.

Mme Maulny, 52, avenue de l'Ile-de-France, 41100 Vendôme.

M. Ragot Gilbert, 22, rue de Vauquois, 41000 Blois.

M. Sardon, 216, avenue Jean-Jaurès, 75019 Paris.

M. Vernes, 25, place Clémenceau, 41800 Montoire.

M. Guériteau, 18, place Marcel-Bour, 41200 Romorantin.

M. Cousin Bernard, 10, rue du 8-Mai, 41100 Vendôme.

M. Héry Jean-Claude, rue de la Poterie, 41310 St-Amand-Longpré.

Mme Motheron, 14, rue de Huchepie, Courtiras, 41100 Vendôme.

Mme Eymard Ginette, 36, rue Maurice-Gunsbourg, 91200 Athis-Mons.

M. Adams Robert, 4, boulevard de Trémault, 41100 Vendôme.

M. Scheublé Jean, 3, rue Antoine, 57000 Metz.

Mme Sommier Dominique, Conservateur du Musée de Vendôme.

M. Sommier Jean-Pierre, 59 bis, faubourg Chartrain, 41100 Vendôme.

Mme Johnson Pénélope, 395, St Ronan, New-Haven, C<sup>t</sup> 06511, U.S.A.

Mlle Lemann-Verret, Les Ursules, rue St-Denis, 41100 Vendômes.

M. Aussourd Roger, 1, rue Clément-V, 45000 Orléans.

Mme Aussourd, 1, rue Clément-V, 45000 Orléans.



## SORTIE ANNUELLE

### *du 9 Mai 1976*

Cette année, la Société archéologique avait choisi comme lieux d'excursion : Tours, Ste-Radegonde, St-Cosme. Elle s'était assurée, pour la réussite de cette journée, le précieux concours de deux éminents professeurs : MM. Leveel et Lelong.

\*  
\* \*

Donc, ce dimanche 9 mai, à 9 h 30, plus d'une centaine de membres adhérents, fidèles et ponctuels, s'assemblent en la cour d'honneur de l'Hôtel Gouin.

C'est dans le cadre prestigieux de cet hôtel admirablement restauré après la catastrophe de juin 1940, siège de la Société archéologique de Touraine et de son musée, que M. Leveel, le président de ladite société nous accueille.

Il nous en fera les honneurs mais auparavant, après avoir remercié M. le chanoine Gaulandeau d'avoir choisi Tours pour sa sortie de printemps, c'est le professeur qui parle et dans un raccourci vigoureux évoque l'évolution et l'histoire de sa ville, de Caesarodunum au grand Tours.

\*  
\* \*

Après la visite du Musée archéologique, un peu trop rapide, à notre gré, — ce qui invite à revenir —, c'est à une promenade guidée à travers le Vieux Tours, dans le quartier des Carmes et celui de Châteauneuf, que nous sommes conviés.

Nous apprécions la beauté des hôtels des XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles ainsi que l'effort accompli par la ville de Tours et la Société d'Economie mixte, pour la restauration de ces demeures.

C'est ainsi que nous avons pu admirer, 10, rue Paul-Louis-Courier, dans la cour intérieure de l'hôtel Binet, une curieuse galerie à balustres, desservie par deux escaliers en spirale ; Place Plumereau, le bel ensemble de maisons gothiques à colombages.

Notre attention est attirée par celle qui est située à l'angle de la rue de la Monnaie et de la rue du Change : deux étages en encorbellement et poteaux corniers ornés de belles sculptures : une sainte famille, un roi enlevant sa couronne.

Rue Briçonnet, c'est la maison de Tristan dite aussi maison à la Cordelière : emblème des veuves, précise M. Leveel et non celui de Tristan l'Hermite.

Nous arrivons à l'îlot St-Pierre-le-Puellier devenu « site archéologique » où s'effectue la mise au jour des restes d'un couvent fondé en 512 par la reine Clotilde, femme de Clovis. Et la visite s'achève, place de Châteauneuf, avec deux demeures du XV<sup>e</sup> : l'ancien palais des ducs de Touraine (Hôtel de la Croix-Blanche) et l'hôtel de Jean Briçonnet, premier maire élu de Tours.

Vers midi, nous nous retrouvons à l'abbaye de Marmoutier, sur les lieux où l'Institut d'histoire de l'Art de l'Université de Tours poursuit depuis plusieurs années des fouilles archéologiques sous la haute direction du professeur Charles Lelong.

Grâce à des documents et gravures anciens, le professeur Lelong a pu reconstituer le plan de l'église abbatiale (XIII<sup>e</sup> s.). Il nous situe l'emplacement de la façade où se trouvaient représentés le jugement dernier, le songe de Saint Martin et l'épisode classique du partage du manteau, de la nef et du transept.

Les sondages ont confirmé ses déductions et il est apparu que cet édifice avait des dimensions bien supérieures à celles de St-Gatien de Tours.

Pour retrouver les belles substructions des quatre chapelles côté droit du déambulatoire et la première des chapelles rayonnantes il a fallu deux années à l'équipe bénévole pour enlever une couche de gravats, épaisse de deux mètres et ce, sur une superficie d'environ neuf-cents mètres carrés.

Ils ont été grandement récompensés de leurs efforts en découvrant le carrelage vernissé et historié de cette chapelle. Les carreaux sont ornés de motifs variés : lions, aigles, fleurs de lys, feuilles de chêne, motifs géométriques... Seule, la partie centrale a souffert. « Nous sommes en présence, précise le professeur Lelong, de l'un des plus beaux ensembles qui soit parvenu jusqu'à nous ».

A ce bilan provisoire s'ajoute la découverte d'un vaste caveau funéraire avec corps en place, tissus et orfrois, crosse, croix pectorale, anneau d'or et enfin, — ce qui serait unique —, une lampe de verre sur pied de fer.

Par la suite, une seconde sépulture a été mise au jour. Nous apprenons que l'identification a été possible grâce d'une part, au blason fleurdelisé entouré d'un collier de l'ordre du St-Esprit, retrouvé sur le cercueil de plomb ainsi qu'une date : en 1610. juin 15. D'autre part, l'un des nombreux graffiti de la paroi du caveau donne le nom d'un témoin : Jacques Delavigne, secrétaire de monseigneur Charles de Bourbon, abbé de Marmoutier, enterré cy-dedans le XXX d'octobre 1610.

Il s'agit bien là de la sépulture de Charles de Bourbon, demi-frère d'Henri IV, fils naturel d'Antoine de Bourbon.

\*  
\* \*

Pour respecter l'horaire, on s'arrache à regret... et la caravane met le cap sur Vouvray où nous allons faire bonne chère.

Aux plaisirs de la table vont s'ajouter ceux de la conversation avec des amis qu'on retrouve ou avec ceux qu'on découvre...

Et, l'après-midi, c'est avec une inlassable bonne grâce que M. Leveel guide les Vendomois à travers les rues pittoresques du vieux Tours, côté Est.

La place Foire-le-Roi est le point de départ de notre promenade. Là se tenaient les foires franches ; là, se jouaient les Mystères ; là aussi, se faisaient les exécutions capitales.

Quelques belles demeures l'entourent dont celle du surintendant des finances Philibert Babou de la Bourdaisière, une célèbre famille tourangelle.

Viennent deux rues étroites aux noms énigmatiques. Le « Passage du Cœur navré » ; s'agit-il d'une enseigne représentant un cœur percé d'une épée ou du passage emprunté par les condamnés ? La « Rue de la Moquerie » par contre livre son mystère à qui sait que les comédiens de passage y jouaient moqueries et farces dans une salle de jeu de paume, sise dans cette rue.

Pour atteindre le « Carroi de Beaune » où s'achèvera notre visite du vieux Tours, nous prenons le passage des Jacobins où notre guide nous fera découvrir, au fond d'une impasse un charmant hôtel dit « Hôtel de Ronsard ». Nouvelle énigme car le blason représenté n'est pas celui de Ronsard.

Nous gagnons la rue Colbert où subsistent trois maisons jumelles du XV<sup>e</sup> et la « Maison de la Pucelle armée » qui portait enseigne et où Colas de Montbazon aurait fabriqué l'armure de Jeanne d'Arc.

Au carroi de Beaune nous sommes très agréablement surpris. M. Leveel nous fait remarquer que même les vestiges du bel hôtel de Jacques de Beaune-Semblançay, une façade du XVI<sup>e</sup>, ont été mis en valeur au milieu d'un îlot reconstruit. On a transporté devant, la fontaine de Beaune qui s'élevait autrefois sur la place du Grand-Marché. Elle a été exécutée en 1510, d'après les dessins de Michel Colombe, par ses deux neveux, Bastien et Martin François.

\*  
\* \*

Nous roulons vers St-Cosme...

Le Prieuré de St-Cosme (XII<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles) fut gravement endommagé pendant la dernière guerre. La Sauvegarde de l'Art français propriétaire des ruines du prieuré, depuis 1926, assure la restauration et l'entretien de ces ruines. Ceux qui, autrefois, ont connu Saint-Cosme peuvent apprécier l'effort de mise en valeur des lieux depuis cette date.

Et nous suivons notre guide...

Près de la tribune élevée dans le réfectoire des moines, notre attention est appelée sur une colonnette au chapiteau de laquelle figure un personnage mythologique celtique : la fée Mélusine représentée sous la forme d'une sirène à queue de serpent.

Les fouilles de 1932 et 1933 ont permis de préciser certains détails architecturaux de l'église du prieuré et de découvrir dans la travée du chœur les restes de Ronsard, le plus illustre des prieurs de ce lieu.

En 1934, ils reçurent une sépulture digne d'eux et sur la dalle de marbre les Vendomois peuvent lire non sans une certaine émotion : « Ici reposent les restes de Pierre de Ronsard qui, découverts en cet endroit, le 10 mai 1933, y ont été replacés avec honneur le 10 juin 1934 ».

Puis ce fut la visite commentée du musée et du logis du prieur par petits groupes. Les plus curieux et aussi les plus sportifs poussèrent leur investigation jusqu'aux combles pour y admirer et la charpente en forme de carène renversée, et le site... Effort bien récompensé !

\*  
\* \*

L'heure de la séparation est arrivée. Chacun est enchanté de sa journée et s'empresse autour de M. Leveel pour le féliciter, le remercier d'une si agréable et si enrichissante journée.

Mlle GARNIER.

## COMPTE FINANCIER

(Année 1976)

### RECETTES

Cotisations .....	8 870,00
Dons (1) .....	422,80
Subvention de la Ville de Vendôme .....	1 400,00
Vente d'ouvrages .....	769,27
Intérêts de la Caisse d'Epargne .....	487,67
Sortie annuelle : encaissements pour participation .....	4 164,00
Total des recettes .....	16 113,74

### DÉPENSES

Bulletin : impression .....	9 027,00
expédition et distribution .....	928,00
Abonnements à diverses publications .....	600,00
Sortie annuelle : paiement des dépenses .....	3 978,15
Frais de bureau et imprimés .....	371,66
Divers .....	77,00
Total des dépenses .....	15 981,81

### BALANCE

Recettes .....	16 113,74
Dépenses .....	15 981,81
Excédent de recettes .....	131,93
Reliquat de l'exercice précédent .....	12 305,81
Avoir de la Société au 31-12-1976 .....	12 437,74
se décomposant comme suit :	
Avoir au compte courant postal .....	3 654,44
Livret de Caisse d'épargne .....	8 381,83
Espèces .....	401,47
Total .....	12 437,74

Le Trésorier,  
H. LAVIGE.

(1) Le trésorier et les membres du bureau remercient ceux de nos membres qui en majorant leur cotisation joignent la générosité à l'exactitude.

## CHRONIQUE DE L'ANNÉE 1976

### DEUILS

Nous avons appris avec peine le décès de : M. Voisin, à Sceaux ; M. Gravereau, à Courtiras ; M. Châtelus, à Oucques ; M. Dupuy, à Sérís.

Aux familles et aux amis de ces membres disparus, le Président exprime les condoléances de la Société.

### M. JEAN DUPUY

On ne peut laisser nous quitter ce collègue sans redire à tous la contribution importante apportée par M. Jean Dupuy à la connaissance du Loir-et-Cher. Il nous donna, salle St-Georges et au bulletin de très précises et intéressantes études sur les élections municipales, cantonales et législatives en Vendomois. C'est à juste titre qu'un hommage lui fut rendu en juillet dernier par M. Martin-Demezil, directeur du Service des Archives départementales.

### M. LE CHANOINE EDMOND PILTÉ

Il fut longtemps des nôtres, avant de décéder à l'âge de 92 ans. On lui doit deux études publiées au Bulletin en 1909 et en 1911 : le prieuré de St-Genest à Lavardin et les Peintures murales de l'église du même lieu. Il a contribué pour une très grande part à la découverte et la mise au jour de ces peintures. Il publia en 1931 un Petit répertoire archéologique des édifices religieux et des monuments civils du département de Loir-et-Cher, qui sous son titre modeste, constitue un monument d'érudition.

### DISTINCTIONS

Sont promus dans l'ordre du mérite agricole, au grade de chevalier : M. Paul de Brantes, à Authon ; M. Jean-Claude Mercier, à Artins.

Se sont vu décerner la médaille d'honneur départementale et communale : M. Marcel Guiard, (médaille de vermeil) ; M. le chanoine Gaulandeau, (médaille d'argent).

Nos chaleureuses félicitations.

### ÉLECTIONS

Notre éminent confrère, M. Louis Leygue, membre de l'Institut, a été élu Président de l'Académie des Beaux-Arts, pour l'année 1976.

M. Lasneau, maire de Vendôme, a été réélu, en mars, conseiller régional.

Nos compliments à ces deux membres de la Société à laquelle ils ont toujours marqué la plus bienveillante attention.

### DÉPARTS... ET ARRIVÉES

Nos vœux respectueux vont à M. Laugier, sous-préfet et à Mme Laugier, pour une agréable et longue retraite. La Société archéologique n'oubliera pas que, durant dix années, elle a toujours trouvé auprès d'eux un appui sûr et des marques d'un intérêt jamais démenti.

A M. de Roquancourt, qui succède à M. Laugier, nos vœux déférents de bienvenue et notre merci pour les marques de sympathie qu'il nous a déjà manifestées depuis son arrivée. C'est pour nous un encouragement précieux.

Le départ de M. Chevalier, inspecteur d'académie, lequel s'intéressait à nos travaux, nous conduit à saluer la nomination de M. Maxime Cunin, au même poste, à Blois. Nous avons toujours voulu rester en contact avec le représentant de l'Université dans le département. Dans ce but nous avons maintenu l'article de nos statuts (datant du second Empire) qui nous plaçait alors sous sa tutelle. Nous devons trop au corps enseignant tout entier pour l'oublier.

### *AU MUSÉE*

Ayant pris la décision de limiter ses activités pour raison de santé, M. le chanoine Gaulandau a demandé à être déchargé de la Conservation du Musée de Vendôme, qu'il assure depuis 25 ans.

Afin de lui exprimer ses regrets pour son départ, et sa reconnaissance, pour le service rendu à la ville de Vendôme, la municipalité, entourée des autorités civiles, militaire, religieuses, de personnalités venues de tous les horizons, d'amis nombreux, lui a rendu un sympathique et élogieux hommage, le 17 juin, dans la salle d'honneur de la Porte St-Georges.

Au nom de la ville, M. Lasneau, après une allocution où, à chaque ligne, se mêlaient la reconnaissance d'une cité et l'émotion d'un ami, a remis au chanoine Gaulandau, avec un cadeau bien choisi, la grande médaille Pierre de Ronsard, et dit ses vœux de longue et heureuse retraite dans ce Vendomois qu'il a si noblement servi.

M. le maire n'oublia pas d'avoir un mot aimable pour les regrettés MM. Valin et Jean Turquet, pour M. le professeur Denizot qui apportèrent les concours les plus sérieux et empressés à la réinstallation du musée dans ses locaux actuels.

Et il eut un propos aimable envers M. Guiard, préposé à la surveillance et à l'entretien des collections « dont nous apprécions la constance dans l'effort pour une toujours plus grande renommée de notre Musée et que nous voyons partir, lui aussi, avec infiniment de regrets ».

Depuis le 15 septembre dernier, Mme Dominique Sommier, nouveau Conservateur, a pris ses fonctions. Nous lui souhaitons non seulement la bienvenue dans notre ville, mais aussi une pleine réussite dans son nouveau poste.

### *QUELQUES NOUVELLES*

C'est avec une peine profonde que nous devons faire mention ici d'un vol important qui a été commis au Musée de Vendôme dans la nuit du 5 au 6 mars 1976. Les malfaiteurs ont pu s'introduire dans les salles grâce à l'un d'eux qui s'était laissé enfermer. Ils ont pu opérer tranquillement. Le butin est considérable : des toiles de maître, dont, parmi les plus précieuses, un « Paysage d'Italie » de Nicolas Poussin, un portrait d'homme, de Van Eckout, élève de Rembrandt, des toiles d'Hubert-Robert, de Boudin, de Henner et des écoles hollandaise, italienne et française, quatre eaux-fortes de Dunoyer de Segonzac, dédicacées par l'auteur. De nombreux autres objets d'art ont disparu, notamment une pendule de Saxe, des reliquaires, des statuettes, etc.

La Société archéologique, qui, comme on sait, a fondé le Musée en 1862, ressent très vivement la perte subie. Bien entendu une plainte a été portée, et nous souhaitons tous qu'elle ait une suite tôt ou tard.

Dans l'esprit de la célébration du bicentenaire de l'Indépendance américaine une présentation de documents a eu lieu au Musée du 19 au 25 juin 1976. La Société archéologique pouvait d'autant moins ignorer cet événement que M. Achille de Rochambeau fut son président et que cette famille a toujours marqué pour nos activités un intérêt éminent.

Quoique hors de notre compétence, disons que nous avons vu avec faveur un nombre important de nos sociétaires participer au voyage Vendôme-Hampton. Ils ont pu s'arrêter un instant devant la statue de Rochambeau, signée Hamard, à Washington et plusieurs ont participé à la commémoration de la victoire de Yorktown sur les lieux même de la bataille (10-22 octobre).

Comme l'an passé, notre Président a collaboré au succès mérité du concert estival de l'Harmonie municipale que dirige M. Jean-Pierre Bressan (26 juin).

Les liens ont été entretenus qui nous unissent à l'Association des anciens élèves du Lycée Ronsard (bourses de voyage). Le 14 mai nous étions représentés à la Société dunoise et le 11 juillet, à la Bonaventure, nous avons salué la Société archéologique de Touraine et son Président, M. le professeur Leveel, le principal artisan de la réussite de notre journée en Touraine, le 9 mai.

Nous avons répondu à l'invitation à assister à la journée dite « Pentecôte architecturale 1976, au château de Blois » et aux journées archéologiques du Centre. (Antiquités historiques).

A la demande des jeunes sociétés culturelles nées ces dernières années nous avons poursuivi la tenue de réunions bi-annuelles, lesquelles, tout en laissant à chacun ses responsabilités et ses activités propres, ne peuvent qu'aider à une mutuelle approche.

Membre du Comité départemental pour la Protection de la Nature et de l'Environnement, la société a enregistré avec satisfaction la sauvegarde promise du lieu-dit « La Pierre Cochée », à Droué et de ses polissoirs.

Avec les autres sociétés savantes de Loir-et-Cher réunies dans le Comité archéologique départemental nous poursuivons l'action entreprise et particulièrement sur Fréteval où travaille l'équipe dirigée par M. Leymarios. La prospection archéologique par photographie aérienne réalisée cette année sur plusieurs régions de notre département est à signaler car elle est instructive et riche de conséquences scientifiques à plus ou moins long terme.

Au moment de clore cette chronique nous apprenons la naissance, à Onzain, d'un « Groupe d'études locales » dont les premières initiatives et les réunions sont très prometteuses. Nous nous félicitons d'y trouver déjà des membres de notre vieille société. A eux, à tout ce groupe plein d'ardeur, nous souhaitons succès et longue carrière.

## DONS AU MUSÉE 1976

— de Mlle Colas-Vibert, à Vendôme.

- une toile : la nativité ; une autre toile : Portrait de Fra Bartolomeo (1472-1517).
- deux pastels, (école anglaise, 18<sup>e</sup> siècle) achetés le 20 avril 1792, l'an 3 de la Liberté.
- quelques silex taillés ou polis. (coll. Colas).

— de M. Baroux, à Vendôme.

- un dessin : bataille de Châteaudun, 18 octobre 1870.
- reproduction au crayon du tableau de Detaille : le Rêve.
- portrait du Prince Impérial portant sa signature, rapporté par M. Dugué de la Fauconnerie.

— de M. Lebert, à Vendôme.

- paléolithique (acheuléen) : un biface lagéniforme. - silex du Grand Pressigny, trouvé à Coussay-les-Bois (I.-et-L.).
- nucleus sur une plaquette à enlèvement bifaciaux parallèles trouvé à Coussay-les-Bois.
- néolithique : ateliers de taille des coteaux du Loir sur Chicheray (Pezou) : 3 grosses ébauches ; un beau pic ; un beau taraud ; un très grand racloir en pointe moustéroïde ; un rognon avec traces de débitage.
- sur Danzé, (Le Boulay) : un éclat large grand.

— de Mme veuve Simon, née Berard, au Gué-du-Loir.

- onze tableaux peints par M. Simon, représentant des paysages des environs de Vendôme : Le Coudray (n° 7) ; Moulin (11) ; La Bonne Aventure (13) ; La Mézière (15) ; La Mézière (17) ; La Mézière (19) ; Le Coudray (23) ; Moulin (25) ; Pisciculture (27) ; Moulin (29) ; Lavardin (33).

— de M. Alluard, de Huisseau-sur-Mauves (45130 Meung-sur-Loire).

- une carte à matelas et une machine à piquer le cuir.



## DE L'ÉTAT DE NOS ARCHIVES COMMUNALES DE LA LÉGISLATION QUI LES CONCERNE

Les résultats de l'enquête exécutée par la Direction des Archives de France sur nos archives communales à l'échelle nationale, en 1965, expliquent combien la tâche des chercheurs, démographes ou spécialistes de l'histoire économique et sociale est chose trop souvent aléatoire, sinon impossible.

Nous nous bornerons à reprendre quelques constatations chiffrées de cette récente enquête.

« Une commune de moins de 5 000 habitants sur quatre a perdu tout ou partie de ses documents les plus importants : registres paroissiaux ou d'état civil, registres des délibérations du conseil municipal, documents cadastraux ou comptables. Il ne s'agit pas là de pertes par faits de guerre mais uniquement dues aux mauvaises conditions de conservation ou de la négligence. Dans une commune française de moins de 5 000 habitants sur deux les archives apparaissent en danger immédiat. La proportion des fonds en péril croît, si l'on ne considère que les communes de moins de 1 000 habitants : elle se rapproche de deux sur trois ». Nous n'insisterons pas sur ces pénibles constatations.

Sans doute, dans l'état de la législation (antérieure à la loi du 21-12-1970) l'archiviste pouvait-il obtenir des maires le dépôt amiable de leurs documents aux archives départementales. C'est ce à quoi nos plus récents archivistes, MM. Bergé, Blanchet et Martin-Demézil se sont efforcés de parvenir, à partir de 1927, en ce qui concerne surtout les registres paroissiaux.

Nous voudrions insister sur l'initiative de Mlle T. Burel conservateur aux A.D. de Loir-et-Cher qui s'est appliquée d'une manière systématique et suivie de 1965 à 1970 à faire verser ces documents fiscaux si précieux relatifs à la propriété foncière : états de sections de 1791, 1799 et suivantes, matrices et rôles qui pouvaient subsister pour ces mêmes années, relégués le plus souvent dans quelque arrière-grenier dont on devine l'abandon et l'état. Il nous est agréable de signaler aux lecteurs de ce Bulletin que Mlle Burel a su obtenir qu'on joigne à ces versements celui des registres municipaux de l'époque révolutionnaire pour un certain nombre de communes où ces registres pouvaient encore exister, celui également entre autres, des très précieux Cahiers de Doléances du Bailliage de Mondoubleau, ce qui les mettra d'une manière définitive à l'abri. Et nous ne pouvons que nous réjouir d'apprendre que M. Arnould, notre actif vice-président, publiera bientôt ces Cahiers inédits. L'étude critique lui en sera grandement facilitée par ses travaux antérieurs et son long séjour en tant que directeur d'école à Sargé-sur-Braye l'une des paroisses de ce Bailliage.

Il n'est pas superflu, pensons-nous, d'indiquer enfin les dispositions essentielles de la loi promulguée au lendemain des constatations révélées par l'enquête des Archives de France en 1965 et qui régit actuellement nos dépôts communaux :

« Les documents de l'état civil ayant plus de 150 ans, les plans et registres cadastraux ayant cessé d'être en service depuis au moins trente ans et les autres documents ayant plus de cent ans de date dans les archives des communes de moins de 2 000 habitants sont obligatoirement déposés aux archives du département sauf dérogation accordée par le préfet et après avis du directeur des archives... en ce qui concerne les documents conservés dans les communes de plus de 2 000 habitants le dépôt est prescrit lorsque le directeur des services d'archives du département a établi que la conservation des archives d'une commune n'est pas convenablement assurée... en outre lorsqu'il s'agit de documents présentant un intérêt historique certain le préfet peut prescrire le dépôt d'office quelle que soit l'importance de la commune et la date du document... mais les documents déposés restent la propriété de la commune ».

R. BOUIS,

Professeur honoraire d'histoire et de géographie  
au lycée Augustin-Thierry de Blois.



## BIBLIOTHÈQUE DE LA SOCIÉTÉ

Liste des ouvrages entrés à la bibliothèque en 1976

### I. — DONS D'AUTEURS

— Du D<sup>r</sup> J. ALLAIN, directeur des Antiquités préhistoriques, Circonscription du Centre, Dieux indigènes et cultes à Mystères à **Argentomagus**.

— De notre confrère, M. R. BOUIS, une lettre du 30 floréal, an IV, relative au **complot Babeuf** et divers documents lyonnais concernant la **descendance de Babeuf**.

— De notre confrère, J. DESPRIÉE, le **casse-tête de Binas** (41) (tiré à part, bulletin 1975).

— De notre confrère, D. PUSSOT, Président de l'Association pour la protection du Vieux Blois et de ses environs, l'opuscule **Blois, la ville, les hommes**.

— Editée par l'Association Résurgence, la notice sur **Longpré**.

— De notre confrère A. MICHEL, une reproduction grand format du **plan** restitué du **château de Montoire**, avec état des fouilles actuelles (voir bulletin 1975, page 37).

— De notre confrère Cl. LEYMARIOS, Président de la Société des Sciences et Lettres de Loir-et-Cher, Rapport sur les **fouilles archéologiques** entreprises sur le **château féodal**, commune de **Fréteval** - 41. (Suite depuis 1973).

### II. — AUTRES DONS

— De notre ancien président, M. G. DENIZOT, professeur honoraire à la Faculté des Sciences de Montpellier, bulletins de la **S.P.F.**

— De notre président, M. le Chanoine GAULANDEAU,

- **Le Maine**, histoire économique et sociale du XIV<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle, par André Bouton, en 2 forts volumes.

- Un colon niortais à St-Domingue : **Jean Barré de St-Venant** (1737-1810) par Mme Fr. Thésée et M. G. Debien.

- L'histoire de **Prunay** de M. Motheron.

— De M. LASNEAU, **maire de Vendôme**, le numéro 3, année 1972, de la **Revue historique de l'Armée**, intitulé **Psychose collective et vérité historique : les attaques aériennes italiennes sur la Loire et le centre de la France en juin 1940**.

— De M. BAILLY, à Melun,

- **Ronsard**, les Amours (2 tomes).

- **Henri IV**, par P. de Vaissière, 1928.

- **Blois et le Loir-et-Cher**, juillet 43 - mars 47.

- P. Leveel, etc., **Visages de la Touraine**, Horizons de France.

- P. Vitry, **Tours et les châteaux de Touraine**, 1905.

- L. de la Saussaye, **histoire du château de Blois**, 1866 ; **le château du Moulin**, 1877.

- Marcel Mayer, **le château d'Anet**, 1952.

- Edm. Stapfer, **le château de Talcy**, 1887.

- Ch. Terrasse, **L'Art des châteaux de la Loire**, 1927.

- L. D. Coudray, **histoire du château de Châteaudun**, 1871.

- Boudier, architecte, une série de **planches** sur le **château de Châteaudun**, 1881-85.

- Paul Chauvallon, **St-Aignan** et ses environs, 1927.

- A. de Salies, monographie de la **ville de Trôo**, 1878.

- Gabriel Plat, **l'église de la Trinité de Vendôme**, 1934.

- Ch. Yriarte, **Paris**, coup d'œil sur son histoire et ses transformations successives, 1872.
- J. Gallerand, l'érection de l'évêché de **Blois**, 1858.
- de la Roque et Barthélémy, catalogue des gentilshommes de **Touraine et Berry**, 1864.
- Tableau général de la noblesse des bailliages de **Blois et Romorantin** en MDCC LXXXIX.
- F. Regnard, les maîtres musiciens de la Renaissance (sur des poésies de **Ronsard**), 1802.
- Paul Laumonier, **Ronsard**, poète lyrique, 1909.
- G. Chaffard, les orages de **Mai**, 1968.

Nous prions les généreux donateurs d'agréer nos vifs remerciements.

### III. — ENVOIS DES SOCIÉTÉS SAVANTES, ÉCHANGES

- Académies des Beaux-Arts, années 1969-70 et 71.
- Académie des Inscriptions et Belles Lettres, comptes rendus des séances, juillet, octobre, novembre, décembre 1975, janvier, mars 1976.
- Revue de l'Agenais, n° 4, 1975 et n° 1 et 3, 1976.
- Académie des Sciences, Belles Lettres et Arts d'Angers, année 73-74.
- Société nationale des Antiquaires de France, bulletins 1972 et 73.
- Antiquités Nationales, bulletins de St-Germain-en-Laye, numéros 6 et 7.
- Société d'histoire naturelle et des Amis du muséum d'Autun, bulletins numéros 76, 77, 78, 79.
- Société de Borda, numéros 360, 361, 362.
- Société scientifique et littéraire de Cannes et de l'arrondissement de Grasse, numéro spécial : Cannes au moyen-âge.
- Revue de l'Académie du Centre, année 1975, G. Sand.
- Revue archéologique du Centre, de juillet à décembre 1975, numéro 55-56, tome XII, fascicule 3, 4.
- Cahiers du Centre de recherche préhistorique, numéro 4, 1975.
- Société archéologique et historique de la Charente, les 10 bulletins pour 1976 et le volume des mémoires 1973-74.
- Société des Amis du Vieux Chinon, tome VII, numéro 10.
- Société d'émulation du Doubs, mémoires année 1975, n° 17.
- Sociétés Archéologiques d'Eure-et-Loir et bulletins d'histoire locale des numéros 55 à 62, — et mémoires XXVII — 3.
- Société dunoise, numéros 269 et 270.
- Fédération des Sociétés d'histoire naturelle de Franche-Comté, tome LXXVI, numéro 4.
- Société archéologique et historique du Limousin, tome CII, année 1975.
- Commission historique et archéologique de la Mayenne, octobre-décembre 1974, n° 37 et numéro 245.
- Société d'histoire et d'art du diocèse de Meaux, numéro 26, année 1975.
- Académie de Montauban, 3<sup>e</sup> série, tome LXVIII, années 1973-74.
- Académie des Sciences et Lettres de Montpellier, tome 6 pour 1975.
- Société archéologique et historique de l'Orléanais, numéros 45 et 45 bis.

- **Société des Antiquaires de l'Ouest et musées de Poitiers**, les 3 premiers trimestres 1975.
- **Société des Sciences, Lettres et Arts de Pau**, revue de **Pau et du Béarn**, année 1975.
- **Le Pays Bas-Normand, (Flers)**, bulletin de la **Société ornaise d'histoire et d'archéologie**, numéro 4, 1975 et numéros 1, 2, pour 1976.
- **Société des Antiquaires de Picardie**, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> trimestres 1975, 1<sup>er</sup> trimestre 1976 et tome LV des bulletins 1973-74.
- **Société d'histoire et d'archéologie de l'arrondissement de St-Malo**, les annales 1975.
- **Société d'agriculture, sciences et arts de la Sarthe**, fascicules 498 à 507 et Mémoires, VI<sup>e</sup> série, tome IX, années 1973-74.
- **Sites et monuments**, bulletin de la **Société pour la protection des paysages et de l'esthétique générale de la France**, les numéros 72, 73 et 75.
- **Société d'Art et d'Archéologie de la Sologne**, 1975, n<sup>o</sup> 4 ; 1976, n<sup>o</sup> 1.
- **Cahiers archéologiques du Groupe Total**, revue bimestrielle, les numéros, 5 et 6.
- **Société archéologique de Touraine**, tome XXXVII, année 1975.
- **Société des Sciences historiques et naturelles de l'Yonne**, 107<sup>e</sup> volume, année 1975.
- **Smithsonian Year** (Washington), année 1975.

#### IV. — ABONNEMENTS

- **Bulletin monumental**, tome 133, numéro 4 et tome 134, numéros 1, 2 et 3.
- **Société Préhistorique Française**, les comptes rendus des séances mensuelles pour l'année 1976 et la liste des membres de la Société.
- **L'Année balzacienne**, année 1976.
- **Archéologia**, numéros, de 90 à 99.
- **Les dossiers d'Archéologia**, de 14 à 19.
- **Cercle généalogique du Centre**, numéros 3, 4, 5 et 6.

#### V. — ACQUISITIONS, DIVERS

- Carte archéologique du canton de **Dun-sur-Auron**, publication des **Musées de la ville de Bourges** et de l'équipe « **Projet de carte archéologique de la France** ».
- **Sources et moyens de documentation**. Guide 1975-76 à l'usage des chercheurs (région Centre).
- **Liste des Sociétés Savantes et Littéraires**, du Secrétariat d'Etat aux Universités, année 1976.

Le Bibliothécaire-Archiviste,  
G. JEULIN.

## — Le Fief-Corbin —

### *Quatre siècles d'Histoire*

par M. Jean ARNOULD

(donné au Fief-Corbin, le 11 octobre 1975)

Qui aurait la curiosité de relire le bulletin de la Société archéologique, scientifique et littéraire du Vendomois pour 1870 y trouverait cette note : « Le Fief-Corbin, château près de Sargé, dont l'histoire serait intéressante ».

Nanti de cet avis prometteur, on feuillette la très importante collection de nos travaux. Il faut se rendre à l'évidence : l'histoire du Fief-Corbin reste à faire.

Pourtant, de cette demeure, certains, — ailleurs, — ont écrit. Oserai-je citer Beauvais de Saint-Paul et Roulleux ? La vingtaine de lignes qu'on peut rassembler sur le Fief-Corbin en parcourant leur très valable histoire du canton de Mondoubleau témoigne plutôt d'un évident manque d'intérêt pour ce manoir. L'abbé Blanchard, dans ses « Cahiers percherons » a été le premier à s'intéresser aux propriétaires successifs de ces lieux. Mais, c'est le « Dictionnaire du Vendomois », ouvrage irremplaçable de notre ancien président, M. Raoul de Saint-Venant, qui apporte, comme souvent lorsqu'il s'agit du patrimoine de notre arrondissement, les renseignements les plus érudits comme les plus complets.

#### POURQUOI CETTE INDIFFÉRENCE

Pourquoi cette relative indifférence pour une maison qui n'est pas sans charme ? Serait-ce qu'on puisse faire grief à cette construction et par là aux familles qui y vécurent d'avoir eu la chance des peuples heureux ? Mais, la sagesse populaire le dit : les apparences sont souvent trompeuses. Si les humbles, au long des siècles, nous ont peu laissé de leurs joies et de leurs souffrances, c'est que les chroniqueurs étaient au service des grands.

Le Fief-Corbin n'a pas vécu de ténébreuses affaires telles celles qui marquèrent, à Choue, le manoir d'Alleray. Il n'a pas recélé en ses murs de conjuration politique reposant sur un rapt d'enfant, — d'un enfant-roi —, telle celle de l'ancienne Fredonnière, du Temple les Mondoubleau, en l'an 1560.

A Sargé, Montmarin est né de l'ascension de fidèles et grands commis de l'Etat et du Roi ; les Radrets ont été une pépinière de braves officiers issus de la famille des d'Illiers avant d'être la propriété du grand Tourville puis celle de la petite-fille du tendre Racine.

Même le manoir déchu des Rouaudières, en Cormenon, peut s'enorgueillir d'avoir, au XVIII<sup>e</sup> siècle, abrité le géographe Piganiol de la Force venu mourir chez ses amis Edme.

Ici, au Fief-Corbin, pas un grand nom, pas la plus mince légende. Glatigny s'en pare et s'en empare qui a vu naître et grandir huit petits du Bellay et passer l'habile homme qui a conservé, à Souday, une indestructible réputation d'architecte, de médecin et de curé. Vous avez reconnu maître François.

Le Fief-Corbin, c'est la discrète violette des bois. Il faut longtemps chercher. Les catastrophes lui ont été épargnées. Il n'a pas connu l'outrage comme Courtemblay à Epuisay ou ce petit Versailles qu'était, dit-on, La Tabaise sur Baillou, tous deux abattus à la pioche après la Révolution.

Allons-nous être réduits à un long, ennuyeux, quoique non inutile défilé de propriétaires ? Ils paraîtraient bien falots, statues figées dans les brumes d'un passé seulement jalonné de dates puisées à l'état-civil si nous ne cherchions à travers eux à faire revivre quelques grands moments du Fief-Corbin.

Un précurseur de la littérature touristique moderne, « Le guide du touriste dans le Vendomois », inscrit à son menu : « Le Fief-Corbin, château à deux kilomètres sud-est du bourg de Sargé est dans une position très pittoresque et il a remplacé un ancien manoir du XIII<sup>e</sup> au XIV<sup>e</sup> siècle ».

C'est dans le style convenu de ces sortes d'ouvrages. Ils n'ont d'adjectifs et de superlatifs que pour les grandes œuvres, celles qui attirent les foules. Aux demeures à l'échelle humaine telle celle-ci de se contenter d'une phrase condescendante. Ainsi le passant n'aura pas un regard pour une chose aussi sommairement signalée. Seul celui qui s'arrête et demeure sera récompensé.

Soyons ces visiteurs curieux, disponibles, accueillants à la simple nature comme à l'humble œuvre terrestre.

## LE FIEF-CORBIN AUJOURD'HUI

L'agréable petite route qui mène de nos jours au Fief-Corbin offre aux automobilistes un raccourci entre Sargé et Epuisay. Lorsque je l'ai découverte, — c'était en 1948, — on pouvait sans danger y flâner à l'ombre des haies et des grands arbres. On y trouvait aussi des trognes, caractéristiques du paysage percheron car on ne connaissait pas alors ces ennemis des arbres : tronçonneuses, remembrement, rendement et rentabilité.

Venant de Sargé par ce chemin agreste, laissant à notre gauche la barrière blanche et l'allée de platanes qui situent l'entrée de la propriété, soudain les hauts troncs s'écartent et démasquent la masse longue d'un bâtiment aux lignes régulières, à la pierre dorée par un soleil généreux, le tout sous le strict toit d'ardoise. Seule fantaisie rompant la rectitude de son épine dorsale, un lanternon élégant, sorte de petit clocher portant horloge. C'est ici qu'on voudrait dire avec le poète : « O temps, suspends ton vol... » Enfin, deux tourelles d'angle, légèrement dissemblables pour qui veut bien y porter un œil exercé, sont l'unique affirmation de l'antique noblesse de ces lieux.

En arrière-plan, la futaie, feuillus et résineux harmonieusement mêlés, escalade la pente. D'une demeure simple, faite pour l'homme, la forêt, avec la complicité du soleil, fait un bijou, l'enchassant de tous les verts, couleur des reines de France, la rafraîchissant de ses pinceaux d'ombre au temps des brûlants étés, lui prêtant les roux et les ors de l'arrière-saison avant de l'abriter des morsures de la bise.

Tel apparaît le Fief-Corbin en l'automne de sa longue existence.

### LES ORIGINES D'UN FIEF

Seul, parmi les trois châteaux implantés sur Sargé, il a gardé son nom originel lequel évoque des temps combien lointains. On se pose de suite la question : lui, si paisible dans ce vallon reculé, lui, si inoffensif d'aspect, peut-il avoir connu les tumultes guerriers ?

Un fief, dès le XII<sup>e</sup> siècle était un bien noble qu'un vassal tenait d'un seigneur suzerain. Aussi verrions-nous avec une certaine complaisance un valeureux chevalier suivi de quelques valets quittant ces lieux et sa dame pour voler à l'appel de son seigneur.

Les recherches érudites ne nous font pas remonter le temps aussi loin : les documents font défaut. On n'assiste pas, en général, à la naissance d'un fief : on le découvre, un jour, parce qu'il est là, souvent depuis longtemps.

Divers aveux des XV<sup>e</sup>, XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles sont les seules preuves de l'existence de notre petite seigneurie. Elle relevait d'un autre Fief-Corbin situé, lui, paroisse de la Chapelle-Huon, dans la Sarthe voisine. Celui-ci, à son tour relevait de Mondoubleau. Il est vraisemblable que les seigneurs du Fief-Corbin de Sargé sont d'extraction modeste. Qualifiés d'écuyers, ils doivent tout à leur suzerain, en sont les hommes d'affaires ou les sergents. Nous les verrons, encore au XVII<sup>e</sup> siècle, être de ceux que le roi convoque non avec le ban mais avec l'arrière-ban comme hommes d'armes et non comme chefs.

Ces données fragmentaires, ces hypothèses sont d'un intérêt second. Qu'était le Fief-Corbin de Sargé d'après l'aveu de 1635, la première pièce qui nous soit parvenue, voilà qui est important.



## L'AVEU DE 1635

Louis XIII est roi de France en ce premier tiers du XVII<sup>e</sup> siècle. Son demi-frère, César, est duc de Vendôme. Charles d'Escoubleau, marquis de Sourdis et d'Alluye est baron de Mondoubleau.

A Sargé, les fiefs sont nombreux. Un des plus importants, que nous appelons, les Radrets, se nommait alors la Berruère. Marguerite d'Illiers en est la dame. Ces d'Illiers, hommes de guerre, à l'opposé des habitants du Fief-Corbin, gentilshommes terriens, ont trop généreusement versé leur sang pour le roi. Il n'y a plus d'héritier mâle. C'est ainsi qu'en 1622, Marguerite apporte la Berruère à Claude Darrot, gentilhomme poitevin, son mari.

Ce Darrot attire à Sargé un autre Poitevin, seigneur de la Châtaigneraie en cette province. Et voilà comment, en 1645, le fief de la Trousserie devient le premier domaine de la famille Marin. L'année suivante ce sera, toujours par Denis Marin, l'acquisition du manoir de la Tuaudière sur l'emplacement duquel se construira un peu plus tard l'actuel Montmarin.

Donc, en 1635, Elisée de Vallée, écuyer, confesse tenir à foy et hommage simple, de Louis Le Vasseur, chevalier, seigneur de Cogners et autres lieux, son domaine du Fief-Corbin. Homme du sire de Cogners, il reconnaît, par cet acte, recevoir un bénéfice donné en échange de sa fidélité.

Le domaine est constitué, en premier lieu, de ce qui est propre au maître : un corps de logis, autrement dit le château, ayant chambres basses, cave au-dessous, chambres hautes et garde-robes, greniers dessus, un fournil devant le dit logis, une grange, écurie, étable et cour. Le tout est enclos de murailles, tourelles et portaux, sur l'une desquelles est un colombier à pigeons.

En 1635, il y a déjà longtemps que les habitations n'exigent plus les défenses ordinaires des forteresses. Les murs extérieurs sont percés de fenêtres, les fossés comblés et transformés en terrasses.

Les antiques manoirs se changent en demeures des champs. Le fait agricole domine et efface le fait militaire. Cependant les troubles des guerres de religion sont à peine apaisés et il reste bien d'autres menaces pour des lieux isolés. C'est ainsi que la gentilhommière de M. de Vallée se garde encore derrière des murailles protectrices. A quelques années de là, en 1644, un inventaire des meubles de la Berruère annoncera un arsenal d'arquebuses, de mousquets et de pistolets lequel devait avoir son équivalent au Fief-Corbin pour intimider les malveillants.

Ces murailles enserrent et le manoir du maître et les bâtiments d'exploitation correspondant à la partie du domaine que le seigneur fait valoir directement, c'est-à-dire par le travail de domestiques.

Le colombier représente le privilège nobiliaire. Mais si la girouette, autre signe de puissance, ne sait que tourner à tout vent, le colombier offre le revenu constitué par la vente des pigeons et l'engrais riche que représente la colombine.

L'abbé Blanchard suppose que les tourelles actuelles, fondues dans la masse de la construction sont celles signalées par l'aveu de 1635.

Le logis est important. Entre les caves et les galetas il comporte deux plans : les chambres basses, cuisine, dépense, garde manger, salle, disons de séjour où vit le maître, chambres pour domestiques. Les salles hautes sont les chambres à coucher et ces garde-robes où sont les coffres à vêtements et où se placent ces chaises de nécessité plus courantes alors que cuvettes et pots à eau.

L'aveu signale ensuite deux jardins proche le dit logis, un vivier, des prés, aulnaies, bois de haute futaie et taillis, garennes, vignes, etc... le tout tenant environ 50 arpents, soit quelques 33 hectares, joignant d'une part au chemin de Sargé à Epuisay, d'autre part à la Métairie Neuve, que nous appelons de nos jours la ferme des Bois, d'autre part encore à la métairie de Poiriers, directement cultivée, elle aussi, par le seigneur.

A cette époque, on vit en autarcie : les biens énumérés permettent de vivre sur soi, maîtres et domestiques. Cependant le domaine s'arrondit des métairies des Bois, de la Clergerie, du bordage de la Chenetière, de la vigne de la Cormerie, etc... Et la censive, c'est-à-dire des terres dont on tire aussi certaines redevances en argent ou en nature, énumère les métairies de Borde-Berthe, le Perray, la Planchardière, les Places, le Mineray, la Hézardière, le Vollanchet, etc...

### LES PREMIERS SEIGNEURS CONNUS

La première mention que nous possédions sur les habitants du Fief-Corbin est du XV<sup>e</sup> siècle. Alors que Charles VII en termine avec les Anglais, il est question, ici, en 1455, d'héritiers d'un certain Simon de Mondoulcet.

Une famille d'Apvril, venue de Courdemanche, dans la Sarthe, s'installe dans les lieux pour un siècle. En 1509, sous Louis XII, c'est Alexandre d'Apvril, seigneur de la Cifière et du Fief-Corbin. Claude d'Apvril suit, en 1555, sous Henri II, puis Jacques en 1582, sous Henri III, enfin Louis en 1601, au temps de la poule au pot. Combien aimerions-nous connaître comment ils vécurent durant les troubles religieux, ainsi lorsque St Cyr, leur église, flambait en 1568 ? Etait-ce d'ailleurs leur église ? Pour quel parti tenaient-ils ? Peut-on les dire huguenots comme les Le Vasseur de Cogners, leurs suzerains ?

### DES D'APVRIL AUX DE COUTANCES

Unique héritière, Anne d'Apvril apporte le Fief-Corbin à son mari, Jean de Vallée. C'est leur fils Elisée qui rendit l'aveu de 1635 dont nous venons de parler.

Une nouvelle fois l'héritier est une fille et Françoise de Vallée épouse Jacques de Coutances, le 16 septembre 1676. Ce Coutances là est seigneur des Trois-Buissons, fief sur Lunay, d'où il vient.

Cette famille de Coutances, originaire de Normandie s'est implantée dans le Maine et le Vendomois, ainsi à la Fredonnière, à Baillou et en bien d'autres lieux. Elle s'est fondue en Vendomois dans la famille des Courtarvel.



Pour l'anecdote, signalons que Jacques de Coutances et Françoise de Vallée eurent quatre enfants dont trois filles que l'abbé Blanchard, d'après des sources qu'il a gardées secrètes, qualifie de « célèbres par leur beauté ». Le temps n'est pas encore à l'élection et au règne éphémère de nos actuelles reines de beauté, quant au Versailles de Louis XIV il est trop loin. Françoise deviendra, en 1700, à Trôo, dame Lelièvre de la Voute, — nous en reparlerons, — Marianne sera Ursuline à Vendôme et Louise demeurera sans alliance.

## LE ROI A FAIT BATTRE TAMBOUR

L'histoire, cette fois, frappe à la porte. Louis XIV, au sommet de sa puissance, s'est imprudemment mis l'Europe à dos. C'est la guerre de la Ligue d'Augsbourg (1688-1697). Il faut tenir sur toutes les frontières. Le roi, aux abois, est contraint de faire appel à la milice.

Pendant que l'armée régulière s'oppose aux coalisés, une armée intérieure, la milice, environ 25 000 hommes fournis et soldés par les paroisses, va être destinée à surveiller les provinces, particulièrement les nouveaux convertis, mal soumis, la suppression de l'édit de tolérance ne datant que du 17 octobre 1685.

Le roi convoque en même temps un encadrement, le ban et l'arrière-ban de sa noblesse, autrement dit les possesseurs de fiefs demeurés à leurs foyers et qui ne pouvaient ou ne voulaient devenir officiers ou courtisans mais qui restaient tenus par leur hommage de servir leur suzerain.

De par Sa Majesté, le 15 avril 1689, le bailli du Vendomois ordonne à 32 possesseurs de fiefs non rangés déjà dans les cadres de l'armée permanente de se mettre en équipage et armes et de se rendre le 8 de mai, en la ville de Blois, heure de midi, en état de servir, eux ou chevaux-légers, en leur place, en cas d'empêchement légitime.

L'ordonnance signifiée à chacun n'omet pas de préciser que, faute d'exécution, il sera procédé à saisie et confiscation des fiefs.

M. de Coutances se présenta-t-il à la montre d'armes de Blois, ancêtre de notre conseil de revision, ou paya-t-il un remplaçant ? L'important, c'est que le roi fut certainement obéi.

## PREMIÈRE ALLIANCE AVEC MONTMARIN

Le frère des trois Grâces du Fief-Corbin, encore un Jacques de Coutances, troisième du nom, s'allie à la famille nouvellement installée à la Tuaudière et qui a pris en 1677 le nom de Montmarin après transformation et embellissement de l'antique manoir. Il épouse, en 1715, Anne Angélique Marin, fille de Pierre Marin et de Anne Angélique Aubert du Chesne. C'est une première alliance entre les deux châteaux.

Une fille leur survit, Louise Françoise Angélique de Coutances, dame du Fief-Corbin, Bénardière, Mauvaltière et autres lieux. Elle épouse en 1753, Pierre Hubert de Bouillé, de la noblesse du Maine. Celui-ci est dit seigneur des Hattonnières, à Moncé en Belin, quoique à cette date son père ait déjà cédé ce fief.

La jeune madame de Bouillé est donc l'héritière du domaine. Sa mère, Anne Marin de Coutances, veuve, vit avec sa fille et son gendre. Ce dernier, le 27 mars 1754, peu après son mariage, demande une visite des bâtiments.

Trois entrepreneurs de la paroisse, Jacques Minier, charpentier, Jacques Fenu, maçon, Jacques Voisin, couvreur, en sont chargés. Le travail dure deux jours : nous ne pouvons en détailler les résultats mais il nous permet un tour du propriétaire constatant l'existence et l'état des constructions.

Nos trois maîtres Jacques se transportent de métairie en bordage, à la Mauvaltière, près du Marais dont tous les bâtiments sont ruinés et de nulle valeur, à la Bénardière, la Saulnerie, la Chenetière, les Bois, la Clergerie. Chaque ferme ne possède qu'une chambre dite à feu ; rarement s'y adjoint une chambre froide. Maisons, granges, écuries, tout a besoin de réparations, murs, charpentes, toitures. Souvent se répète l'expression : « de nulle valeur ». On frémit à évoquer la vie des pauvres gens s'abritant dans de telles mesures.

Près du manoir de M. de Bouillé, les experts inspectent une petite maison, dénommée précisément « Le Château », comprenant une chambre à feu et une chambre froide. Qui pouvait l'habiter ?

Quant au « bastiment de maistre », il est bâti sur caves et composé de chambres basses, chambres hautes, puis grenier, le tout en mauvais état puisqu'il convient refaire le dedans à chaux et à sable et renouveler charpentes et couverture. Le seigneur, s'il est plus au large que ses métayers ne semble guère mieux logé.

Il nous reste à visiter rapidement des écuries vastes, une grange qui, curieusement, voisine sous le même toit avec la cuisine, enfin un pressoir.

Le mur du jardin clôture la cour : il a cinq mètres de haut. Trois tourelles existent encore à cette époque, mais une est ruinée ; elle sera rasée. Une autre est découronnée et sans charpente.

Les réparations sont estimées valoir 4638 livres. Or, dans dix-huit ans les Bouillé vendront pour recevoir une rente viagère de 1200 livres. Je crois pouvoir dire que le montant des réparations envisagées représente une somme considérable dépassant les revenus qui peuvent être espérés.

A l'appui, je citerai, M. Salmon du Châtellier, un voisin, écrivant à la veille de la Révolution sur l'état agricole de Savigny et ses environs. L'auteur traite longuement de la misère des cultivateurs et de la malaisance des propriétaires.

Écoutons-le :

« La pauvreté des fermiers dans ce pays-cy est telle que le propriétaire est obligé de faire presque toutes les avances nécessaires à la culture, ce qui fait qu'il donne tous ses biens à moitié des fruits n'ayant rien qui puisse lui garantir les paiements en argent... Cette manière de donner ses biens à moitié entretient la misère du colon, mais les propriétaires y sont forcés.

« L'intérêt des avances que l'on fait... l'argent employé en réparations et réfections sont... une diminution des revenus.

« ... Il faudrait donc diminuer du revenu sur lequel on veut asseoir les impositions, et l'intérêt des avances et les frais des réfections et réparations. Il s'agit donc de les connaître... ».

C'est bien ce que fait M. de Bouillé en homme avisé. Peut-être fut-il comme son voisin, un de ces hommes éclairés du XVIII<sup>e</sup> siècle, curieux d'agriculture, de rendement, — déjà —, et de bonne gestion.

Revenant à notre propos, apprenons que Mme Marin de Coutances est inhumée le 22 août 1771. Ses enfants, les de Bouillé, pour une raison qui nous échappe mais que nous venons peut-être de deviner, vendent sept mois après le décès de leur mère et belle-mère.

## UN PROPRIÉTAIRE ROTURIER

L'acquéreur est le sieur Elie Savatier, de Bessé. La vie et les travaux du nouveau venu mériteraient de longs développements.

C'est un capitaine d'industrie, un précurseur des capitalistes et des patrons du XIX<sup>e</sup> siècle, un esprit sagace et pratique qui sut trouver toujours l'occasion propice et comprendre les besoins de ses concitoyens, soit pour exploiter leur travail, soit pour les amener à acheter ce qu'il leur faisait fabriquer.

Né à Bessé, le 27 mars 1717, d'une famille surtout riche d'enfants, — il était né onzième —, il commença modestement après son père le métier de teinturier et de marchand.

A force de travail, d'habileté, de persévérance face à l'échec, de rudesse parfois, il fut le créateur des manufactures de cotonnades de Bessé et des papeteries de Poncé. Nous n'en finirions pas de conter les étapes de ses activités, succès ou échecs, successivement ou tout à la fois teinturier, marchand, serger, cultivateur, potier, briquetier, tuilier, blanchisseur, foulonnier, drapier et j'en oublie.

Seulement occupé de production il va réaliser une belle fortune ayant conquis le premier rang comme fabricant et négociant.

Lui, roturier, ne lui serait-il pas permis de s'élever au rang de ces gens si fiers de leurs droits féodaux ?

De sa première union, il a hérité du fief de la Crapaudière. Mais ce n'est qu'une petite seigneurie déchue, sans fuie, sans manoir, sans aucun symbole de la puissance féodale. Enfin, comment peut-on s'entendre appeler M. de la Crapaudière ?

Le 22 mars 1772, donc, il achète la terre et seigneurie du Fief-Corbin et la métairie de la Bénardière aux Bluteaux, aux de Bouillé, à charge d'une rente viagère de 1200 livres comme nous l'avons déjà signalé.

Ces biens étaient grevés en outre de quatre livres de rente foncière due à la fabrique d'Epuisay, de neuf boisseaux de froment et de dix livres cinq sols de rente à la fabrique et cure de Sargé, et de 28 livres de rente au principal de 700 livres à M. de Montmarin.

La même année, il achète le bordage du Poirier à Sargé, parmi d'autres acquisitions.

Marié trois fois, ayant cinq filles des deux premiers lits, il supporta dans sa vieillesse bien des contrariétés, certains de ses gendres étant particulièrement pressés de voler de leurs propres ailes.

Il n'eut probablement pas le loisir de vivre dans son château. En 1778, un certain Joseph Savatier est régisseur des affaires du château du Fief-Corbin. Et n'a pas qui veut toutes les prérogatives seigneuriales. En 1774, à la place du banc seigneurial occupé par le seigneur du Fief-Corbin, sur réquisition de messire Pierre Palamède de Montmarin qui venait d'obtenir du roy par lettres du 27 mars 1767 le titre de seigneur de Saint-Cyr et les droits honorifiques appartenant à Sa Majesté, fut construit le banc seigneurial de Montmarin.

Ayant eu le temps de partager ses derniers biens, Elie Savatier meurt le 9 juin 1785 laissant l'objet de sa suprême convoitise, le Fief-Corbin, à sa deuxième fille, Anne Angélique.

## DE SAINT-DOMINGUE... AU VENDOMOIS

Celle-ci bientôt veuve de maître René Beaunier procureur du roi à l'Hôtel de Ville de Vendôme se défait de son héritage dès le 26 juillet 1788.

Les acquéreurs sont « messire Marie Joseph François de Borthon, chevalier, seigneur de l'Etang, l'un des 46 gendarmes de la garde du Roy avec rang de capitaine de cavalerie et dame Antoinette Brunot de Beyre, son épouse, demeurant à Paris et présentement logeant à l'auberge « le Grand Monarque », paroisse St Martin, à Vendôme.

C'est à savoir la propriété des terres, fief, seigneurie, domaine, métairies du Fief-Corbin... Et nommément les métairies de la Clergerie, les Bois, la Saulnerie, le bordage de la Chenetière, la maison du château autrement appelé la Vallée des Genêts, les bois taillis et bruyères, le clos de vigne de quatre à cinq quartiers. Le tout relevant, partie de nature noble et partie de nature censive de la Berruère des Radrets, de la baronnie de Mondoubleau, de la Besnardière aux Bluteaux, de l'abbé de Saint-Calais et autres.

Le prix était de 29 000 livres dont 2 000 pour les bestiaux. Dix mille livres étaient payées comptant en dix billets de la Caisse d'Escompte ; les dix-neuf mille restant seraient acquittées en deux fois, soit sept mille le 1<sup>er</sup> janvier 1789 et douze mille le 1<sup>er</sup> janvier 1790.

Une clause stipulait que « la dame venderesse se réserve le droit d'aller passer un mois chaque année au Fief-Corbin, dans la demeure des dits sieur et dame acquéreurs dans quel temps de l'année que bon luy semblera lorsque les dits sieur et dame y seront afin de partager avec eux leur table et leurs soins » ce qui a été accepté moyennant dix livres l'an de pension.

A chacun d'en penser ce qu'il lui plaît mais il serait intéressant de connaître les motivations des acquéreurs et de la dame Beaunier concernant cette clause insolite. Malheureusement nous n'aurons pas non plus le sentiment sur ce sujet des témoins à la signature de l'acte : Jean Louis Quesnot, curé de St-Cyr-de-Sargé et Pierre Gaussane, avocat à Vendôme.

Marie Joseph François de Borthon est un monsieur qui vient de loin. Il est né en 1741 aux Amériques, précisément à Saint-Domingue. Son père, Claude François y était substitut du procureur général au Conseil Supérieur du Cap Français avant de se faire assez imprudemment planteur ayant épousé, en même temps qu'une jeune créole sa plantation-dot.

La vie mouvementée et attachante des Borthon ayant paru dans les bulletins de la Société archéologique n'évoquons que ce qui intéresse le Fief-Corbin.

En 1784, notre capitaine a, — il l'écrit —, « son ménage, sa femme, deux enfants à soutenir et à se soutenir au service du roi ». Il a peut-être quelque argent mais surtout il compte sur sa mère laquelle table beaucoup trop sur les revenus très hypothétiques des biens de Saint-Domingue vendus en 1760 à de mauvais payeurs, c'est le moins qu'on puisse dire.

Le 1<sup>er</sup> juin 1788, — à peine deux mois avant la signature du contrat d'acquisition, — François de Borthon, dans une lettre à sa femme, parle du Fief-Corbin : « ... pour tout ce qui concerne la terre de Vendôme, il est important pour nous que ma mère fasse cette acquisition qui sera toujours de défaite. Le prieur nous marquait (est-ce le curé Quesnot de St Cyr) qu'il y avait plusieurs particuliers qui allaient sur nos brisées... Il n'y a que deux chambres au premier mais d'une seule on en peut faire quatre puisqu'elle a vingt-cinq pieds de long sur vingt de large ».

Deux pièces de chacune 8,25 m sur 6,60 m... soit 54,45 m<sup>2</sup> deux fois. Ce doivent être les chambres hautes de 1635. Ne nous étonnons pas de leurs importantes dimensions. Au XVI<sup>e</sup> siècle la plupart d'entre elles comportaient plusieurs lits larges et spacieux. On s'accommodait sans embarras de partager sa chambre avec des hôtes, et on ne répugnait pas davantage à occuper à plusieurs un seul lit.

Retiré du service par la suppression de la maison du roi en 1788, notre nouveau seigneur put se consacrer à son domaine. Il fit dès cette année reconstruire le corps principal du château vraisemblablement tel qu'il nous apparaît aujourd'hui, au moins extérieurement. Si sa mère, d'après ses dires, avait contribué à l'acquisition, il n'est pas douteux que le capitaine, fort de certaines assurances des créanciers de Saint-Domingue, se jeta imprudemment dans des travaux somptuaires.

Nous savons, hélas, combien cette famille de noblesse toute fraîche, mais avide de puissance, a toujours vécu de rêves plus encore que d'espérances.

Les constructions se feront. Mais les paiements n'interviendront qu'à grand renfort de papier bleu. Par exemple, un arrêté du tribunal du district de Mondoubleau, du 22 octobre 1792, condamne le citoyen Borthon à payer à Jacques Montaru, marchand de bois à Lunay, 315 livres et quelques sols pour livraison de bois de charpente.

## LES HABITANTS DU FIEF SOUS LA RÉVOLUTION

Le passé militaire de François de Borthon le désignait pour commander la milice citoyenne de Saint-Cyr de Sargé.

Août 1789. La propriété est menacée. On voit des brigands partout. Gens d'ordre et propriétaires rassemblent le petit peuple, laboureurs, tisserands, marchands, aubergistes, sous l'autorité d'un état-major très représentatif de la révolution des notables : Colonel, M. de Borthon de l'Etang ; lieutenant-colonel, messire Jean Louis Quesnot, curé de St Cyr ; major, maître Raphaël Buisson, notaire royal...

Le bel enthousiasme durera peu ; de rudes années suivent. 1793 voit s'opérer le 20 avril des visites domiciliaires chez les suspects. Auraient-ils des armes cachées ? Chez son ancien colonel la garde fait buisson creux.

Le mot fief devenu « ci-devant », les titres du Corbin, nouveau nom de la demeure, sont brûlés devant l'église avec d'autres. Nous pouvons aujourd'hui le regretter.

Les malheurs domestiques s'ajoutent aux tracasseries. Réconcilié avec sa famille le vieux colon de Saint-Domingue vient mourir près de ses enfants le 22 avril 1795. Son épouse créole le suit le 27 mai 1796.



L'argent fait de plus en plus défaut. M. de Borthon est taxé par les commissaires. Des garnisaires sont établis chez lui pour l'acquit de ses impôts qu'il ne peut solder n'étant pas payé de ses fermages.

Deux ans encore et François de Borthon décède à 59 ans, le 5 mai 1800, emporté par une pleurésie. Ses ennuis sont terminés, non ceux de sa famille.

### LE FIEF-CORBIN EN 1805

Le domaine du Fief-Corbin va souffrir de la situation embrouillée que laisse son propriétaire. Il y a des dettes criardes. Les relations entre la veuve et ses enfants, Anne et Pierre, ne sont pas qu'affectueuses.

Le Fief-Corbin sera vendu le 21 janvier 1805. L'affiche préparant à la vente, sortie des presses de l'imprimerie Soudry, place d'armes, à Vendôme est précieuse. Elle permet une comparaison assez poussée avec l'aveu de 1635.

« La terre du Fief-Corbin consiste en un superbe corps de bâtimens, bâti à la moderne depuis 1790, ayant une situation très avantageuse au midi, le long d'une belle terrasse qui donne à ce bâtiment une forme élégante et régulière. Le bâtiment a cent piéds de longueur sur une largeur de trente. (33 m sur 10 m).

« Il est composé par bas de huit pièces, dont les principales sont une belle et vaste cuisine, ornée de beaux fourneaux et de tout ce qui est nécessaire pour le service d'une Maison bien montée.

« Un sallon à manger, éclairé de quatre belles croisées, avec deux niches parallèles, l'une servant à un beau poêle, et l'autre servant de régularité : le tout bien boisé.

« Le sallon de compagnie, éclairé par six belles croisées, boisé et parqueté, cheminées garnies de beau marbre, l'intérieur garni de fonte.

« Les autres pièces par bas servant de chambres à coucher, salle de bains, lieux à l'anglaise.

« Le tout dans le genre le plus moderne et le plus élégant.

« Un escalier magnifique pour monter au premier, où il se trouve cinq appartemens complets, pratiqués de manière à procurer toutes les issues convenables, sans gêner ceux qui occupent les appartemens.

« Les chambres sont garnies de belles cheminées de marbre, avec de beaux parquets : le tout dans le plus joli goût, et la plus jolie distribution.

« Il règne au premier un beau corridor, et au bout deux chambres de domestiques.

« Un beau grenier pour comble, et au-dessous du rez-de-chaussée, une cave voûtée et un cellier.

« Une belle terrasse régnant dans la longueur du bâtiment, flanquée de deux tourelles.

« Au bas de la terrasse, au midi, un beau et vaste jardin, avec une fontaine qui procure des arrosements faciles et des ressources agréables.

Passons rapidement sur les terres : un beau verger, une pièce partie en pré, partie en labour, un clos de vigne, un bois-taillis de 32 hectares et les trois métairies de la Basse-Cour, de la Clergerie et de la Saulière, (lisez Saulerie).

## REGRETS ET ESPOIRS

« Vu la nécessité d'acquitter les dettes de la communauté »... déclare une transaction passée le 16 février 1804 (26 pluviôse an XII) entre Mme Brunot, veuve Borthon et sa fille majeure Anne, le domaine, 119 hectares, est cédé pour 32 587,50 F au sieur Robert Charles Cuvier, marchand de bois, domicilié à Souday, au bassin de Taillefer et à Marie Marthe Lesauvage, son épouse.

Mme de Borthon, 43 ans, retourne vers le Paris de sa jeunesse. Anne Etienne, sa fille, grâce à une clause de l'acte de 1805 garde un an encore son appartement au château. Sa correspondance fait la preuve qu'il lui sera extrêmement pénible de s'arracher à ces lieux où elle a passé une partie de son enfance et sa vie de jeune fille.

Dotée par sa mère d'une très modique pension elle s'installe d'abord dès 1806 chez le notaire André Bordier, rue Basse, à Sargé, ce notaire étant fils d'une autre demoiselle Savatier, sœur aînée de la dame Beaunier que nous avons connue héritière du Fief-Corbin.

C'est à Sargé, dans une des petites maisons tassées au pied de l'église St-Martin que le capitaine Pierre de Borthon, son frère, passera près d'elle son unique permission en 1812 se promettant de rendre à sa sœur une partie de la fortune dont la Révolution l'avait, dit-il, dépouillée. Mais il tombera au champ d'honneur le 29 octobre 1813 et sa sœur repose dans le caveau de la famille de Montmarin, ses fidèles et compatissants amis.

## UNE CASCADE DE VENTES

Charles Cuvier ayant bien conduit ses affaires au temps de la Révolution et de l'Empire fut nommé conseiller municipal de Sargé par décision impériale dès 1810. La chute de l'Empire, la Restauration, les Cent Jours : il est toujours là prêtant des serments successifs. On le trouve aussi avec Palamède et Etienne de Montmarin, avec Mirleau des Radrets à la tête d'une garde nationale réorganisée, sœur de celle de 89.

Avec ses enfants il revend son acquisition le 10 juillet 1815 à Jean Charles Michelet de la Chevalerie et Charlotte Perrier son épouse, demeurant au Mans. M. de Passac donne ce Michelet « fils d'un médecin distingué dans l'Inde ».



Ceux-ci l'échangèrent, le 4 juin 1828 contre un hôtel à Paris, rue de Chabrol, n° 23. Mlle Sophie Herminie Robert de l'Epinay fut-elle embarrassée de son acquisition ? Le 26 août 1829, déjà, elle la cédait à un certain Joseph Le Scellier, propriétaire à Paris, rue Saint-Jacques. Les 119 hectares des Borthon étant devenus 293 hectares on aimerait apprendre qui a arrondi le domaine et quelles furent les acquisitions.

Le 19 juin 1833, monsieur Augustin Charles Taupinard, comte de Tilière, emménage au château. Le changement de dynastie l'a déterminé, par fidélité à la légitimité, de donner sa démission de maire de Saint-Calais dès août 1830. Mais avant de quitter sa propriété de la route de Bessé pour Sargé, il a en 1831 la douleur de perdre sa première épouse. Celle-ci, née de Jouffroy, est l'arrière-petite-fille de Françoise de Coutances l'une de ces trois jolies filles remarquées par l'abbé Blanchard. A un siècle et demi de distance elle aurait pu retrouver les lieux où son arrière-grand-mère passa son enfance.

C'est à Sargé, le 5 juin 1836, que M. de Tilière marie une de ses filles à un monsieur Devachon, de Livron, département de la Drôme. Même en lisant entre les lignes l'état-civil ne rapporte ni le souvenir de festivités qui furent réelles, ni bien entendu les potins, soit dit sans allusion irrévérencieuse —, qui éclosent à la faveur de tels événements.

Je n'ai pas parlé jusqu'ici de la domesticité nombreuse, dit-on, dans les demeures d'autrefois. Les registres paroissiaux n'apportent que rarement, un nom, une profession, une date. Ainsi, 1759, Louis Brosse et Marie Hervet, domestiques.

En 1813, le chef de bataillon de Borthon se charge de tenter de se procurer l'extrait mortuaire d'un Pierre Cothereau mort à la guerre car des Cothereau ont servi au Fief sous son père.

En 1836, enfin, un recensement révèle les habitants du château : le comte, sa femme et deux filles. Quant au personnel il se compose d'Augé, garde particulier, de Gauvin, le cocher, du laquais Ferrand et du cuisinier Thiais, le beau sexe ne comptant que Joséphine Viloteau, la femme de charge. A la Basse-Cour vaquent deux domestiques, un jardinier et un berger.

Beauvais de Saint-Paul contemporain de cette époque rapporte que M. de Tilière ne ménagea pas les embellissements à son agréable retraite. Nous lui aurions su gré de nous les énumérer.

## UN RÉPIT DE VINGT ANS

C'est un avis publié par le journal local de Vendôme, intitulé « Le Loir » qui nous renseigne sur l'acquéreur suivant par acte du 24 octobre 1841.

Madame Charlotte Sophie Henriette Duvivier, veuve Sainte-Claire Deville, propriétaire à Paris achète au comte de Tilière et à son épouse, née de Moliney la terre du Fief-Corbin, composée d'un château, plusieurs maisons, bâtiments d'habitation et d'exploitation, cour, jardins, terres labourables, prés et bois,

de la moitié des bestiaux garnissant le domaine et les fermes, d'instruments aratoires, des foins, empaillements ou engrais, des sommes avancées par le vendeur aux fermiers, et enfin de meubles et objets mobiliers, de grains battus et à battre, le tout pour 280 000 F dont 20 000 pour le mobilier.

La famille Sainte-Claire Deville est attachante à plusieurs titres.

Par elle le Fief-Corbin retrouve le parfum exotique des Isles, cher à Elisabeth Moulineau, née à Saint-Domingue, mère de François de Borthon et décédée ici en 1796.

Les enfants de Mme Deville sont nés île Saint-Thomas, la plus importante (81 km<sup>2</sup>) de l'archipel des îles Vierges, alors possession danoise.

Que de familles sont parties de nos contrées ou revenues vers elles après avoir vécu dans des régions lointaines, souvent américaines. On découvre que de nombreux Français, lesquels, dit la légende, ignorent la géographie, ont fait à chaque siècle mentir le proverbe et su sacrifier à l'esprit d'aventure ou d'entreprise.

Le séjour des nouveaux venus à Sargé est marqué, pour nous, par le mariage de Marie Rose Sainte-Claire Deville, 22 ans, avec un certain comte Gomiécourt, sous-inspecteur des Domaines.

Les deux frères de l'épousée, ses témoins, Charles, 31 ans et Henri, 27 ans, sont seulement désignés comme propriétaires à Sargé.

Heureusement monsieur Larousse dans ses gros dictionnaires nous en apprend davantage.

Charles (1814-1876), géologue, grand voyageur, membre de l'Académie des sciences, professeur au Collège de France est le fondateur et premier directeur de l'Observatoire météorologique de Montsouris.

Henri, (1818-1881) un des plus grands chimistes du XIX<sup>e</sup> siècle, professeur et chercheur, lui aussi de l'Académie des sciences, travaille dans diverses directions. L'étude de l'aluminium, nouveau métal, métal précieux à l'époque, le retient particulièrement.

Marie-Rose convole le 5 octobre 1845. Un des témoins du marié est le vicomte Alfred de Salvert, le futur bâtisseur de la Fredonnière au Temple les Mondoubleau. Il est accompagné de sa jeune femme, Adelaïde Laurens des Ondes, née à Marie-Galante, dépendance de la Guadeloupe, en 1807. Toujours et encore les Isles, leurs mirages et le vent du grand large.

Par procuration donnée à son fils Charles, madame veuve Deville vendit à monsieur Casimir Louis Roche, ancien agent de change près la Bourse de Paris. Ce dernier, par contrat du 29 septembre 1879 céda à son tour à M. Henri Gabriel de Gastebois, ancien conseiller de préfecture, demeurant à Versailles. La terre du Fief-Corbin comprenait alors 253 hectares.

## LE FIEF-CORBIN AU XX<sup>e</sup> SIÈCLE

Dix ans ne sont pas écoulés et M. de Gastebois se défait de son château le 19 janvier 1888.

C'est M. Gaston Marin, comte de Montmarin, capitaine de cavalerie, qui devient propriétaire de cet agréable manoir où 173 ans auparavant, Anne Angélique Marin de Montmarin entraînait au bras de son époux.

Pour la seconde fois, Montmarin et le Fief-Corbin nouent des liens privilégiés.

M. Gaston de Montmarin avait épousé Mlle Elisabeth Marie d'Hugon en 1882. La maison, les jardins vont retentir des jeux de cinq enfants : Sabine, Elisabeth, Henriette, Camille et Raoul.

C'était hier. Trois quarts de siècle, paix et guerres mêlées, ont encore passé sur ce vallon, heureusement sans trop de meurtrissures.

Ce soir, Mme Vignon, née de Montmarin, et M. Vignon ont eu pour nous une aimable et combien sympathique attention en acceptant de nous recevoir.

Qu'ils veuillent bien accepter l'expression de notre gratitude et nos plus dévoués et reconnaissants remerciements.

Merci à M. le maire de Sargé, M. Granger qui a apporté à la tenue de notre manifestation son plus entier et spontané concours.

Je vous dois une confidence, M. le maire. Le bureau de notre vieille société est déjà venu tenir séance de travail dans votre commune. Il s'agissait des fouilles entreprises sur les lieux où dorment peut-être encore quelques vestiges de l'antique Varaccia gaulois et gallo-romain. Mais c'était il y a 75 ans, précisément le 3 mars 1900 !

Aussi je forme le vœu auquel vous vous associez certainement que d'un commun accord nous créerons l'occasion de reparler de l'histoire de votre cher vieux bourg avant l'an 2050.

## OUVRAGES CONSULTÉS

— Dictionnaire du Vendomois, de Saint-Venant, se reporter à l'article consacré au Fief-Corbin et à la bibliographie qui le suit.

— Y ajouter,

— Beauvais de Saint-Paul et Roulleux, Histoire de Mondoubleau.

— Revue historique et archéologique du Maine, 1899 et 1900, articles sur Elie Savatier ; 1901, Moncé-en-Belin (famille de Bouillé) ; 1935, (n° 57) armorial de la Sarthe.

— Archives personnelles : papiers de la famille Borthon.

*En Touraine,  
un hommage original  
à Ronsard :*

## Le Pin de Bourgueil

par M. Raymond DREULLE

A Bourgueil, coquette cité vigneronne de Touraine, à quelques centaines de mètres de la Mairie, on découvre au pied d'un épicéa seul au milieu d'une place, une stèle de granit rose. L'inscription suivante y est gravée : A Ronsard (1524-1585). Le Pin de Bourgueil, 13 septembre 1925.

Pourquoi un pin en souvenir, en hommage même, au célèbre poète vendomois à Bourgueil. Et pourquoi cette date précise : 13 septembre 1925. D'ordinaire pour honorer un écrivain on taille une statue, on ciselle un médaillon, on baptise une rue. On plante rarement un arbre.

Il faut, à la fois, connaître la vie de Ronsard et la politique locale pour répondre. L'explication est dans ce fragment de poème :

« Si quelque amoureux passe en Anjou par Bourgueil  
Voye un pin qui s'esleve au dessus du village  
Et là, sur le sommet de son pointu feuillage  
Voirra ma liberté, trofée d'un bel oeil  
Qu'Amour victorieux, qui se plaist de mon dueil  
Appentit pour sa pompe et mon servil hommage. »

### *La bergère du Port-Guiet*

Le jeune Ronsard venant chez son parent, Charles de Pisseleu, abbé de Bourgueil, rencontre une jeune fille, Marie Dupin, dont il s'éprend. Cette passion apparaît dans le second livre des Amours :

« Celuy qui gist sous ceste tombe icy,  
Aima première une belle Cassandre,  
Aima seconde une Marie aussi,  
Tant en amour il fut facile à prendre.  
De la première il eut le cueur transi,  
De la seconde il eut le cueur en cendre  
Rochers pour luy, non cueurs pleins de merci »



Cette Marie, il la compare à un pin :

« J'aime un pin de Bourgueil, où Venus apendit  
Ma jeune liberté »...  
... « l'angélique visage  
Qui depuis quinze mois en peine et en servage  
Emprisonne mon cœur que je ne puis r'avoir. »



La stèle de granit rose

C'est au Port-Guiet, commune de Saint-Nicolas, qu'il retrouve Marie :

« Là, parmi tes sablons, Angevin devenu,  
Je veux vivre sans nom, comme un pauvre incognu  
Et dès l'aube du jour, avecq'toi, mener paistre  
Aupres du port Guiet nostre troupeau champestre ! »

Marie devait être d'une petite santé. Le médecin venait la voir et Ronsard en était jaloux :

« Ha ! que je porte et de haine et d'envie  
Au médecin qui vient soir et matin  
Sans nul propos, taster le tetin,  
Le sein, le ventre et les flancs de m'amie !

Il la quitta, retourna en Vendomois et écrivit sur la mort de Marie cette célèbre ode :

« Comme on voit, sur la branche, au mois de may la rose  
En sa belle jeunesse, en sa première fleur,  
Rendre le ciel jaloux de sa vive couleur  
Quand l'aube de ses pleurs, au point du jour, l'arrose  
La grace dans sa feuille et l'amour se repose.  
Mais, batue ou de pluie ou d'excessive ardeur  
Languissante, elle meurt, feuille à feuille décroît. »

#### *Un lendemain d'élection*

Voilà donc pour la plantation du pin de Bourgueil, une allusion aux amours de la petite Angevine (le Bourgueillois faisait alors partie de la province d'Anjou). Cet arbre et la stèle avec le nom d'un des fondateurs de la Pléiade, ont pour origine un changement du Conseil municipal.

C'était en 1919. Les élections avaient porté à la mairie M. Jean Causeret, maître des Requêtes au Conseil d'Etat. Le nouveau maire voulut rendre hommage aux personnages de l'histoire : François Rabelais, le génial Chinois, Moïse Amyrault, gloire locale, dont les médaillons de bronze ornent la façade de la mairie et Ronsard, avec le pin et la stèle de la place Marcelin-Renault, inaugurés en septembre de l'année 1925.

Marie « Dupin » : le jeu de mots était tentant ; le « pin élevé au dessus du village ». Cet hommage au poète ne manque pas d'originalité.





# La Tour de Poitiers du Château de Vendôme

(fiche signalétique)

par Bernard DIRY

Cette fiche fait suite à deux communications données à Vendôme (Société archéologique du Vendomois) et à Blois (Comité archéologique de Loir-et-Cher) en 1975.

## DISPOSITION SPATIALE

— Tour en forme de demi-cercle, en saillie sur la ligne des remparts sud de la forteresse et terminant la fortification du château en son angle le plus oriental.

## DESCRIPTION SOMMAIRE EXTERNE

- hauteur : plus de 20 m au-dessus du sol primitif sur lequel elle repose directement (contrairement aux autres tours sud du château).
- base : elle porte des traces de travaux de mine assez importants.
- elle est : recouverte d'un crépi moderne du XIX<sup>e</sup> siècle laissant apparaître une fenêtre plein cintre de la fin du XI<sup>e</sup>.
- munie en son sommet de mâchicoulis XVI<sup>e</sup> siècle, assez bien conservés.
- terminée par une plate-forme effondrée en partie et ouvrant une vaste brèche en sa partie la plus exposée.
- un lanternon couronne l'ensemble.

## DESCRIPTION SOMMAIRE INTERNE

Trois étages distincts constituent la tour dont la base est formée d'un massif de maçonnerie en plein de sept à huit mètres d'épaisseur assurant son assise.

Le premier étage :

- il repose sur ce massif de maçonnerie ; il est éclairé par une ouverture débouchant aujourd'hui sur le vide.
- il est composé de trois cachots identiques aménagés dans l'épaisseur des murs et débouchant chacun sur une salle carrée.



— chaque cachot mesure : longueur : 1,80 m - largeur : 0,60 à 0,65 m - hauteur : 1,50 m.

— un des cachots est orné de sculptures dont l'origine n'est pas déterminée.

Le deuxième étage :

— on y accède par un escalier de bois aménagé au XIX<sup>e</sup> siècle.

— description semblable à celle du 1<sup>er</sup> étage ; le sol est un plancher de bois (XIX<sup>e</sup> siècle).

Le troisième étage :

— accès par un escalier à vis, en pierre, partant du second étage.

— belle salle voûtée, mais la voûte est fortement endommagée ; elle servait de salle de garde ; le plancher est en partie détruit.

— deux fenêtres évasées vers l'intérieur éclairent cette salle.

— elle était chauffée par une vaste cheminée au linteau mouluré (XIV<sup>e</sup> siècle).

— le mur présente une brèche de plusieurs mètres de long.

### PLAN D'URGENCE

Mettre immédiatement hors d'eau l'édifice gravement menacé par les eaux de pluie

— pose d'un plancher au troisième étage

— remise en état des étages inférieurs en les débarrassant des ordures et fientes animales accumulées

— rétablir la voie d'accès à la tour par construction d'un escalier

— consolider la base au niveau des travaux de mine, remontant à la Révolution.

### EN RÉSUMÉ

Cette tour est l'unique vestige en assez bon état de conservation d'un type architectural du XI<sup>e</sup> siècle en notre région (vers 1060-1070).

La disposition interne et les vestiges s'y trouvant méritent un aménagement et une préservation ainsi qu'une ouverture au public.

Le panorama offert du sommet de cette tour incluse dans le paysage et chère aux cœurs vendomois depuis plus de neuf siècles est tout à fait exceptionnel.

# L'hypogée des Roches-l'Évêque (*Loir-et-Cher*)

par M. André MOTHERON

Prospectant voici quelques années les grottes, caves et souterrains du Vendômois et de la région montoirienne, monsieur l'abbé Nollent, curé d'Artenay (Loiret), fondateur et animateur de la « Société française d'étude des souterrains », et grand spécialiste en la matière, découvrait aux Roches l'Évêque dans l'une des grandes salles situées dans le coteau, près de la chapelle rupestre Saint-Gervais, un souterrain étroit descendant dans le roc et conduisant dans une petite salle, également souterraine, présentant toutes les caractéristiques d'un hypogée.

On arrive à ces lieux par un sentier escarpé, qui partant de la route départementale n° 24 conduit, en gravissant le coteau aux grandes salles creusées dans le rocher, qui sont situées au nord de la chapelle Saint-Gervais, mais à l'étage supérieur. L'accès, pour arriver à la salle de l'hypogée est difficile et dangereux, car des éboulements ont, autrefois, coupé le flanc du coteau, et on doit franchir les derniers mètres sur une étroite corniche qui surplombe le vide. C'est d'ailleurs probablement à cet accès difficile que l'on doit la conservation des lieux.

Après ce périlleux passage, on arrive dans une grande salle dont le fond est séparé en deux parties par un épais massif de rocher qui paraît supporter la voûte. Dans ce massif, sont creusées, sur deux faces, une dizaine de petites niches de dimensions et de formes irrégulières, disposées sans aucune symétrie, ce qui semble indiquer qu'elles n'ont pas été creusées au même moment, ni par les mêmes mains. Plusieurs autres niches ont été creusées à proximité dans les parois de la grande salle.

Au pied de ce massif, s'ouvre une trappe, donnant accès, par un escalier à un couloir étroit, dont la hauteur, qui va en décroissant, ne dépasse guère un mètre, et qui descend dans le rocher. Au bout de cinq mètres, le boyau tourne en équerre à droite, se rétrécit, et débouche au bout de trois mètres dans une petite salle obscure et basse, dont la paroi d'accès est rectiligne, tandis que les trois autres parois se rejoignent par des angles très arrondis. Les dimensions de cette salle sont d'environ 3 m  $\times$  2,50 ; la hauteur varie de 1,60 m à 1,80 m suivant les points où l'on se place.

Au fond, du côté gauche en entrant, c'est-à-dire face au sud-est, une banquette qui permettait de s'asseoir, est ménagée dans le roc. Cette présence et cette orientation de la banquette rappellent les dispositions des hypogées d'un type courant en Catalogne. A droite de l'entrée, face à la banquette, est creusée une petite niche semblable à celles de l'extérieur creusées dans le massif.

Quelle pouvait être la destination de cet ensemble que l'on ne rencontre aucunement dans les habitations troglodytiques, pourtant nombreuses dans la région ?

Ce ne pouvait être ni une cachette ni un refuge, car, détail important, à l'entrée du souterrain, une large rainure verticale est taillée dans le roc, de chaque côté de l'escalier. Ces rainures encadraient une porte que l'on manœuvrait de l'extérieur en la faisant glisser verticalement. La salle souterraine ne pouvait avoir un but utilitaire, l'accès n'y est pas facile et on ne peut circuler dans le couloir qu'en position accroupie.

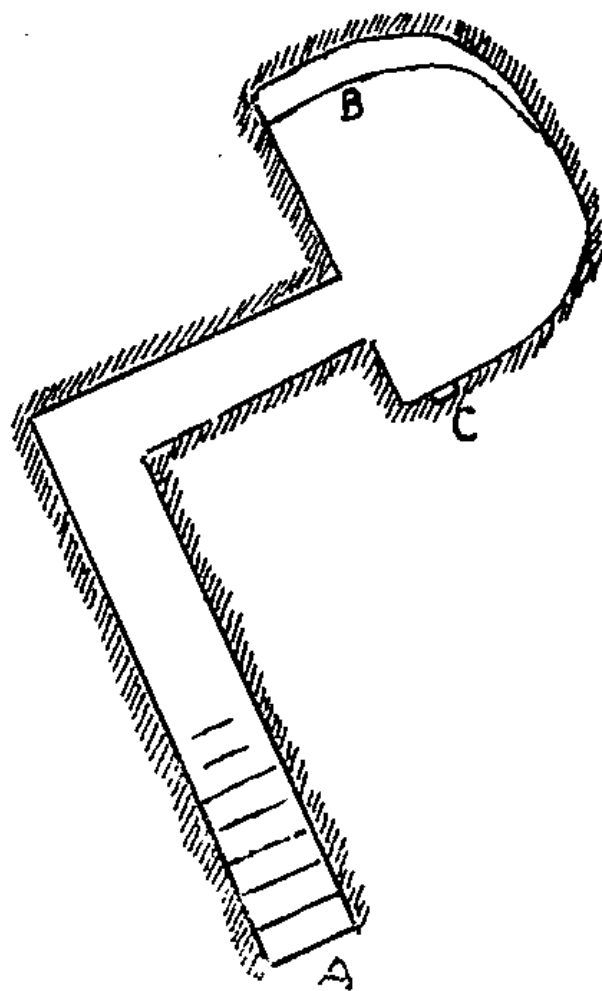
Pour la même raison, il ne semble pas que ce fut un lieu de sépulture et, de plus, pourquoi cette banquette destinée à s'asseoir si la salle eut été un tombeau ?

Par contre, la présence de sépultures voisines est fort possible, soit au-dessus, sur le coteau, soit au pied de celui-ci.

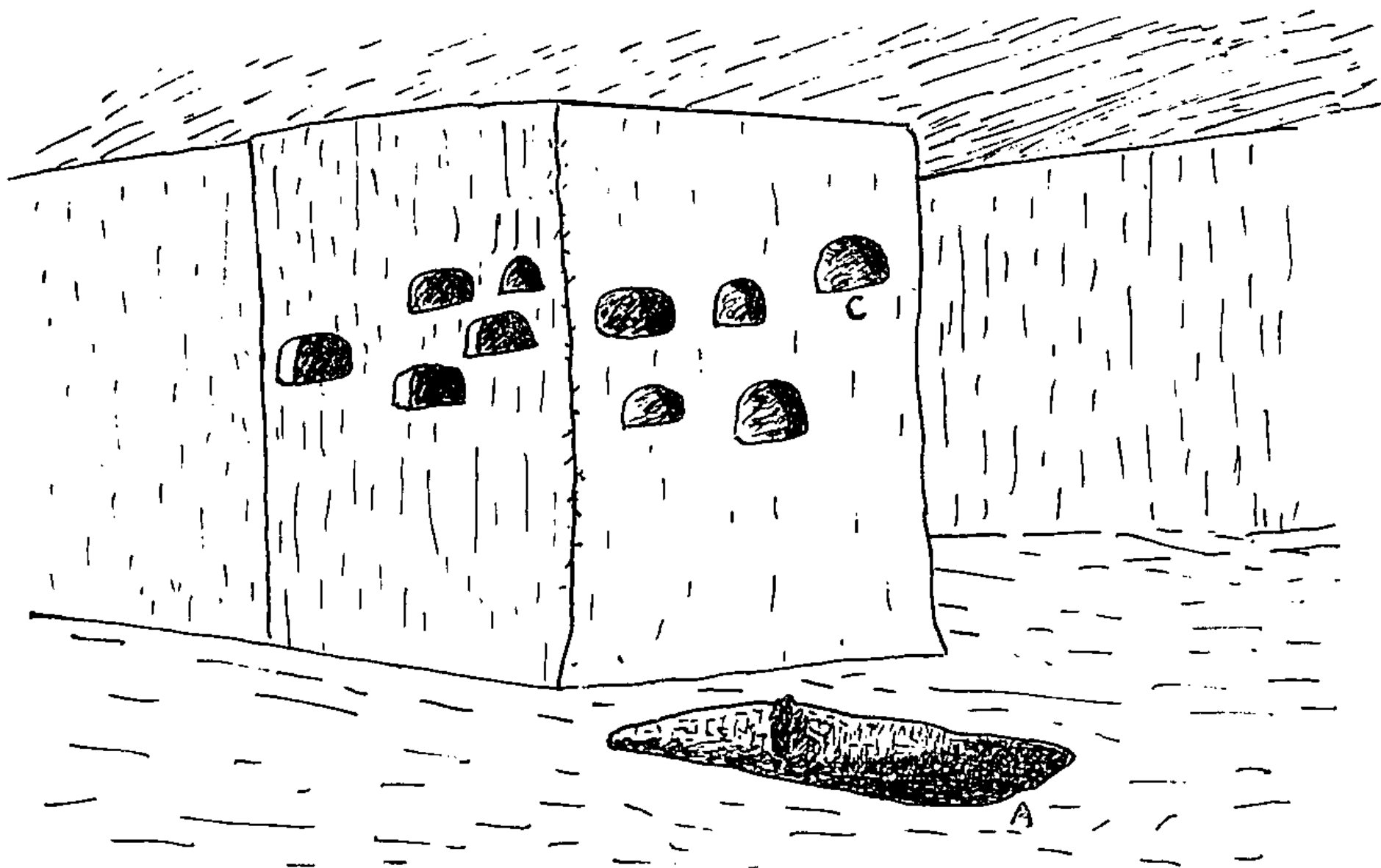
Il semble que l'on soit là en présence d'un lieu de culte païen. Les niches creusées dans le rocher, sans aucun ordre ni régularité peuvent être des « loculi » destinées à recevoir des offrandes individuelles. On retrouve des « loculi » semblables dans les hypogées de Catalogne ; il s'en trouve même sur des rochers sacrés de l'âge du bronze. L'entrée rétrécie de la salle terminale (0,90 m de hauteur, 0,90 m de largeur), presque en goulot, n'était pas faite pour la dissimuler, mais pour mettre en contact plus intime avec la terre mère, d'où peut-être un usage thérapeutique, initiatique et fécondateur, comme certains textes permettent de le penser.

De quelle époque peut dater l'hypogée des Roches ? Question difficile à préciser, car si cette localité était habitée à l'époque gauloise, il est bien certain que des rites païens ont subsisté encore longtemps après l'implantation du christianisme. Il n'y a pas bien des décades qu'en certaines contrées de France, on portait encore, secrètement des nourritures terrestres sur les tombes.

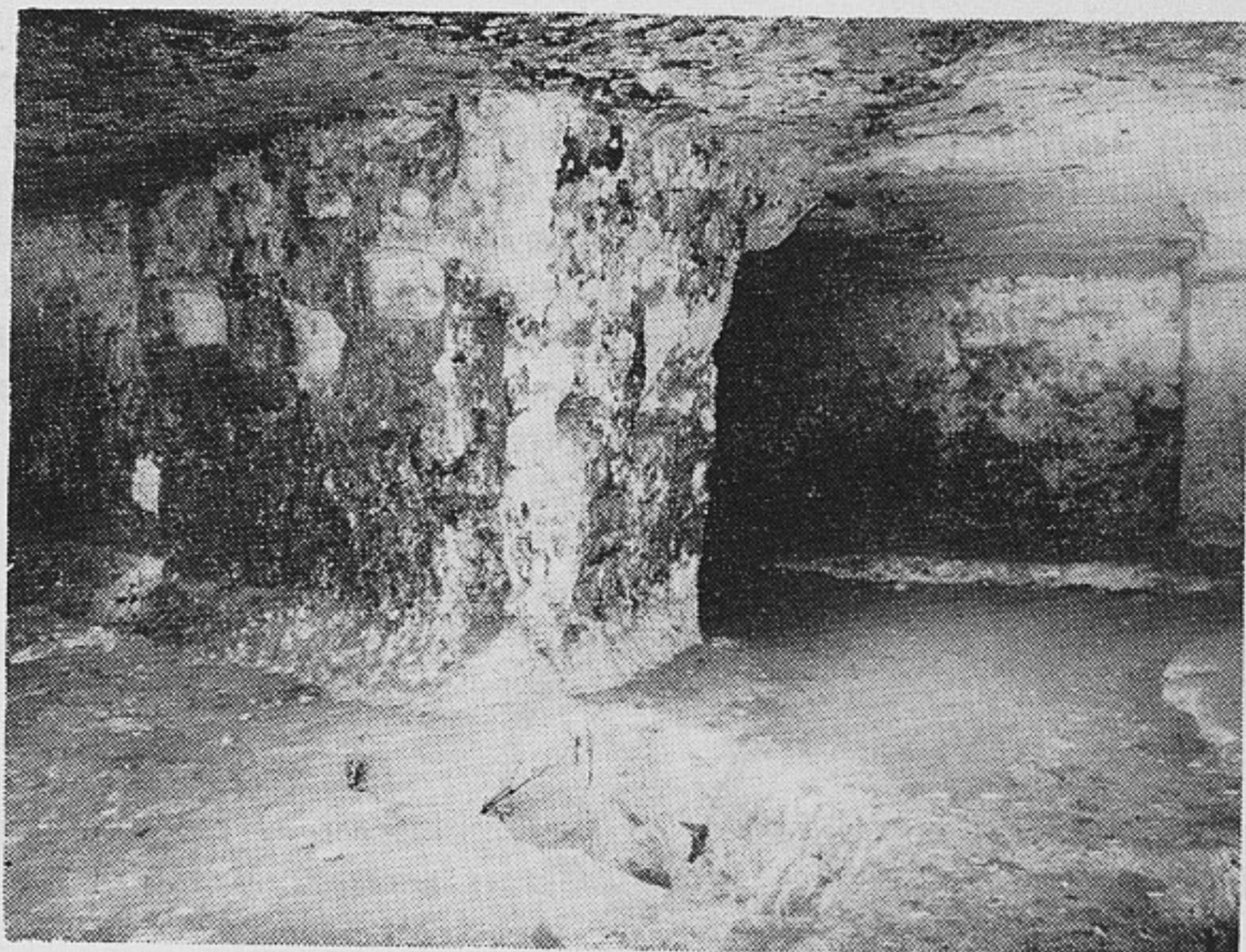
On peut également supposer, en toute vraisemblance, que toute la suite de salles du coteau Saint-Gervais, donc, celle de l'hypogée, ait dépendu de l'ancien fief de Boydan qui était situé à proximité. C'est d'ailleurs de ce fief que dépendait la chapelle Saint-Gervais. Celle-ci a-t-elle remplacé un lieu de culte païen voisin ? Peut-être la science « chthonienne », celle qui étudie le culte des divinités souterraines (ou infernales, par opposition aux divinités célestes), dont monsieur l'abbé Nollent est l'un des pionniers, nous permettra-t-elle de répondre à ces questions, et nous permettra également de mieux connaître ce point, jusqu'ici ignoré, de notre histoire locale.



A entrée.  
B banquette.  
C loculi.







Légende : Hypogée des Roches. — 31-7-1972  
partie supérieure ; entrée de l'hypogée

Cliché : Jean-Pierre Moreau-Carteron  
Montoire.



# Société et Fiscalité à Vendôme à la fin de l'ancien Régime

par M. Daniel VIAUD

Avec environ 7 000 habitants en 1789, la ville de Vendôme, dans la limite de ses « quatre paroisses unies » n'est ni une entité sociale insignifiante manquant de diversité, ni l'énorme agglomération qui découragerait le chercheur : elle peut donc se prêter à l'analyse de ses structures sociales, pour peu que la documentation se montre généreuse.

En matière de fiscalité — l'une des sources de l'histoire des sociétés la plus accessible — le Vendômois n'a pas conservé de belles séries de rôles de taille à l'instar de l'élection de Romorantin ; mais le « rôle de contribution » pour l'année 1789, qui dort aux Archives Départementales, doit permettre d'amorcer une analyse structurale de la population vendômoise à la fin de l'ancien régime (1).

Ce rôle d'imposition a été rédigé au début de l'année 1789 sous la responsabilité de la municipalité, officiers et « adjoints », qui tous d'ailleurs figurent au rôle (2). La même municipalité devait assurer la levée, par l'intermédiaire de deux collecteurs nommés pour un an (3). Le montant du rôle (27 516 livres 5 sols 4 deniers « sauf erreur de calcul ») englobe en réalité trois impôts : le principal de la taille, ses accessoires et la capitation. Ces deux derniers sont comptés ensemble et représentent 1,20 fois la taille : pour chaque feu, cette proportion est exactement respectée. A cela vient s'ajouter, sur les feux de la paroisse Saint-Bienheuré uniquement, le loyer



annuel du presbytère (51 livres). C'est surtout à la taille que nous nous intéresserons : elle se monte à 12 100 livres (4).

Deux remarques s'imposent d'emblée : une partie seulement de la fiscalité apparaît ; on sait que d'autres impôts étaient levés par d'autres voies. De plus, nous ne touchons également qu'une partie de la population vendômoise, les non-privilégiés. Mais ces derniers sont de loin les plus nombreux et l'on n'est pas dépourvu de moyens pour connaître la fiscalité des non taillables soumis à la capitation (nobles, officiers, privilégiés divers) (5).

Un coup d'œil cursif permet de placer le contribuable vendômois en regard de ses voisins plus ou moins heureux. Ne parlons pas des Blésois exempts de taille qui s'en tirent avec 3 250 livres pour les 2 500 feux composant la « ville et banlieue » (6). Romorantin (1 642 feux, pauvres compris) est aussi en meilleure posture que Vendôme avec environ 10 000 livres de taille (moyenne par feu : 6 livres, contre 9 livres à Vendôme) (7). Châteaudun situé depuis 1787 dans le même département que Vendôme, est, par contre, logé à la même enseigne : 11 700 livres de taille pour environ 6 000 habitants (6).

Tel qu'il se présente, le rôle de contribution de Vendôme pour 1789 est d'abord une source précieuse sur la population de la ville ; les contribuables y sont inscrits par paroisses et par rues ; leur profession est indiquée dans la grande majorité des cas : 1 185 feux sont ainsi recensés ; s'y ajoutent 44 feux nouvellement installés dans la ville et 17 officiers du Grenier à Sel ou des Eaux et Forêts taxés d'office. On arrive ainsi à un total de 1 246 feux taillés dont les chefs se répartissent de la façon suivante : 1 041 hommes, 133 veuves dont certaines sans doute vivent seules, 72 « filles » qui dans la plupart des cas sont seules également.

Mais toute la population vendômoise non-privilégiée n'est pas là ; une liste annexe décompte les 105 « invalides » (pauvres pour la plupart) symboliquement taxés à 6 deniers, l'exemption totale étant un privilège (62 hommes - 27 veuves - 16 filles) ; une dernière liste recense les domestiques des privilégiés par maisonnées, sans donner leur nom : ils sont ainsi 148 répartis dans 79 maisons, nobles et non-nobles, ecclésiastiques et communautés religieuses (8). Le tableau de la population vendômoise qui est ainsi offert à nos yeux ne manque donc pas d'une certaine précision.

La répartition géographique de cette population est déjà un élément du tableau (9). La ville de Vendôme a déjà beaucoup gonflé ses faubourgs ; faubourgs les plus anciens au sud : Saint-Bienheure, Saint-Lubin, rue de la Grève ; faubourgs plus récents au nord : faubourg Chartrain serré entre ses deux couvents et construit jusqu'au cimetière, mais aussi Arrières-Fossés (10) et faubourg Saint-Michel ; ils groupent 35 % de la population, un peu plus au sud qu'au nord. Près de la moitié (45 %) est encore enserrée dans les bras du Loir, intra-muros, dans ce qui est le centre de la vie urbaine, partageant l'espace avec les trois communautés religieuses (abbaye, collège, cordeliers) ; il faudrait d'ailleurs y ajouter 50 à 60 privilégiés qui majoritari-

rement habitent cette partie de la ville, au total un minimum de 3 500 habitants.

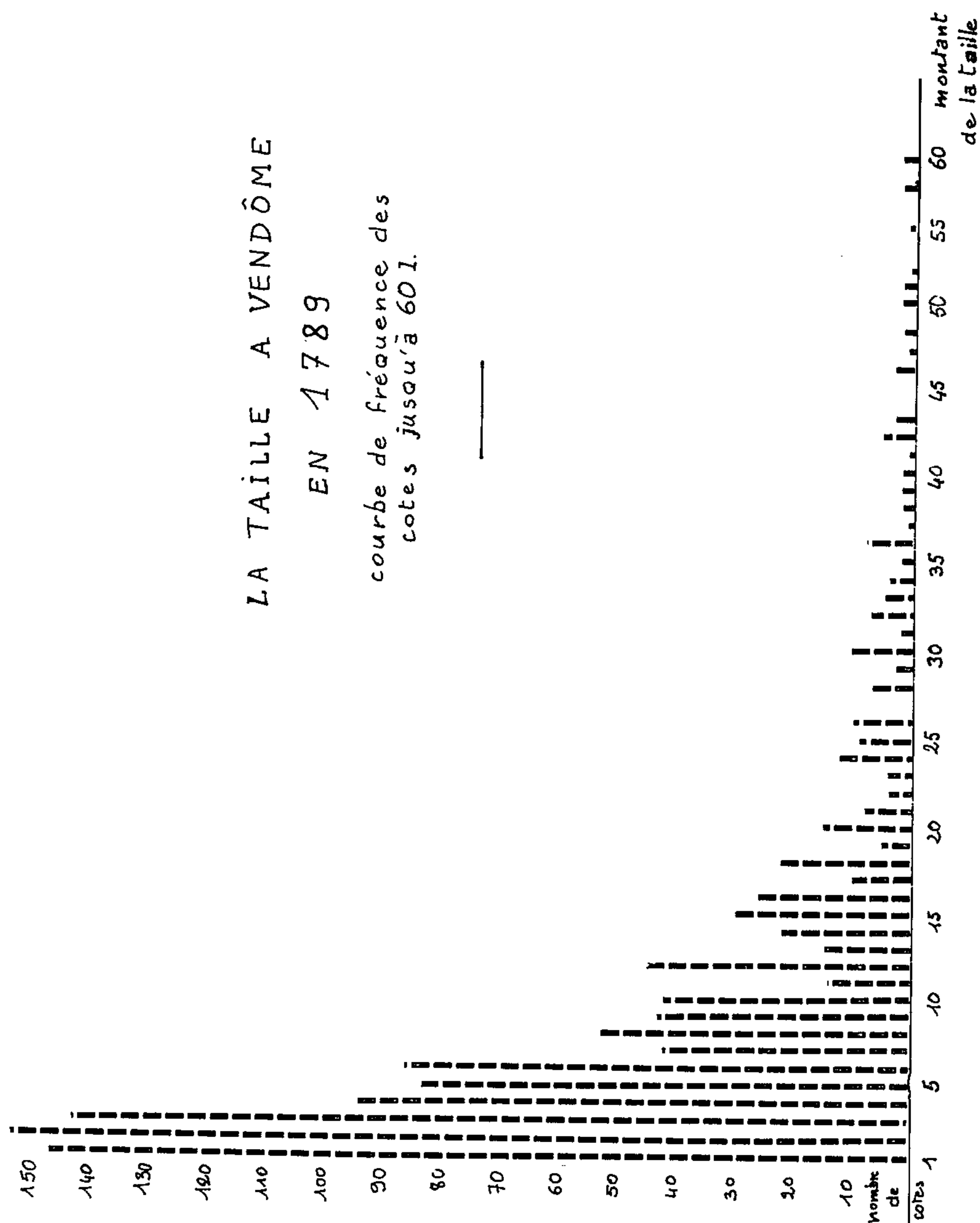
Reste un cinquième de la population réparti dans les villages et les hameaux des trois paroisses partiellement rurales : jardiniers des terres humides et marécageuses du nord-ouest (rue de la Varenne, rue de la Mare) ; vignerons des coteaux du sud et du nord (Les Coulis, le Temple, la Chappe, Bois la Barbe ; les Fontaines, Courtiras, la Garde, la Fosse, la Tuilerie) ; gros et moins gros laboureurs des varennas (Saint-Marc, les Murs, la Varenne, Croix-Briffault). Le secteur rural est important mais il est nettement périphérique ; à l'intérieur de la ville, tous les métiers ont un caractère franchement urbain ; la ville de Vendôme n'est pas importante mais c'est une ville.

Paroisses	Nombre total de feux (11)	Feux agglomérés (nombre approximatif)	Professions à caractère spécifiquement rural
Saint-Martin	379	379	5
La Madeleine au dedans	165	165	3
Vendôme intra-muros	544	544	8
La Madeleine au dehors	365	248	190
Saint-Lubin	181	96	57
Saint-Bienheure	139	89	56
Total	1 229	977	303

La courbe de fréquence de la taille semble fournir une belle représentation de la pyramide sociale. La base, très large, paraît bien être, en première approche, le menu peuple vendômois (exception faite de la centaine de pauvres taxés à 6 deniers : 35 % des familles paient 1 - 2 livres de taille (quelques journées de travail) soit 13,5 % de la taille vendômoise. La moyenne de l'impôt s'établit à 9 livres et près des deux-tiers des cotes (64,3 %) n'atteignent pas cette moyenne.

A l'autre extrémité de l'échelle, 4 cotes seulement dépassent 100 livres (12) et 21 sont au-dessus de 50 livres qui représentent 15 % du montant total. Cette stratification fiscale est, à n'en pas douter, un reflet de la stratification

sociale : l' « équilibre » social, à Vendôme, ne se présente pas très différemment de celui d'autres villes à la même époque (13). Reste à savoir qui sont ces citadins plus ou moins fortunés.



Connaître les personnes, c'est d'abord connaître les professions et dès ce niveau de l'analyse, 242 feux sont soustraits à l'échantillon. Cette lacune n'est en rien redevable au greffier qui a confectionné le rôle. Ne pas avoir une profession, ne pas participer à un métier, c'est déjà poser un problème

social intéressant : il y a là, en effet, une bonne partie des veuves dont la situation, dans la société de l'époque, n'est souvent pas enviable.

Constatons d'abord cette évidence démographique : les veuves représentent 11 à 12 % des feux vendômois. Quatre cas peuvent se présenter à la mort du mari (sans parler du remariage qui supprime alors la qualité de veuve). La veuve est obligamment reçue au foyer d'un de ses enfants marié ; elle n'apparaît pas, alors, au rôle des tailles. La veuve peut continuer à assurer la marche du commerce ou de l'artisanat avec ou sans compagnons ; sa cote peut alors atteindre des chiffres relativement élevés : 42 livres pour la veuve Chevé, chauffournière, 52 livres pour la veuve Thoissier gantière, 156 livres (l'un des taux les plus élevés) pour la veuve Doré, la propriétaire du moulin à papier, héritière l'année précédente de 36 500 livres de biens (14) ; d'autres veuves dans la même situation se trouvent évidemment moins bien fortunées.

Le troisième cas est celui d'une veuve qui, n'assurant pas la continuation de l'activité du mari, hérite cependant de quelques rentes propres à assurer sa subsistance ; l'objectif est alors pour elle d'obtenir une diminution d'impôt ; elle est en principe automatique et parfois importante ; mais elle peut être jugée insuffisante par l'intéressée et c'est alors le classique « procès en surtaux », aboutissant à une sentence de l'élection qui n'est pas toujours favorable : ainsi en 1787 la veuve Massy et Jérôme Carouget, son gendre, huissier, estiment que la taxe de 10 livres qui les frappe (9 livres pour la veuve et une livre pour le gendre) doit être ramenée à 3 livres ; le réquisitoire du procureur du roi, Vourgère, est tout à fait contraire et la cote est maintenue et même augmentée en 1789. Dans le rôle de 1789, beaucoup de cotes de veuves ont ainsi été fixées par sentence de l'élection : un exemple parmi d'autres, celui de la veuve Fonteneau qui avait demandé une réduction après avoir « établi » son fils en lui achetant la charge de buraliste à l'octroi du faubourg Saint-Lubin (15).

Mais toutes les veuves ne disposent pas, à la mort de leur mari, de revenus assurés ou d'enfants compréhensifs, et bien des tailles modiques indiquent la gêne, voire l'indigence. Les tailles de 3 livres et moins représentent 38 % du nombre des veuves (50 % si on ajoute les pauvres) ; d'ailleurs, 25 % des contribuables pauvres sont des veuves contre 11 % parmi les autres ; cette différence est significative du lourd tribut payé par le veuvage à la pauvreté.

Le problème des « filles » se présente d'une façon similaire. Elles aussi représentent une condition relativement répandue dans la société d'Ancien Régime ; elles aussi figurent honorablement dans la liste des pauvres (17 %) ; elles aussi ont des cotes très basses : 50 sur un total de 88, pauvres comprises, paient 1 - 3 livres ; mais elles n'ont pas chez elles, en général, des bouches à nourrir et beaucoup exercent une profession qui nous est indiquée, travail à domicile ou petit commerce ; elles s'intègrent ainsi dans la classification socio-professionnelle qui suit.

# RÉCAPITULATION PAR CATÉGORIE DE PROFESSION

	1 - 3 l	4 - 9 l	10 - 24 l	25 - 50 l	plus	Total
Travail de la peau	24	5	7	2	1	39
Boutique et artisanat de l'alimentation	10	26	29	6	2	73
Artisanat du textile et de l'habillement	61	36	22	2		121
Artisanat du bâtiment	47	44	16	2		109
Artisanat du transport	14	22	9	1		46
Artisanat du métal	2	7	4			13
Boutique et artisanat divers	13	23	25	2		63
Marchands	10	23	47	28	9	117
« Bourgeois »	4	9	11	7		31
Officiers divers et « professions libérales »	17	26	25	20	1	89
Laboureurs			1	4	8	13
Vignerons	51	67	23	2		143
Jardiniers	37	34	12	1		84
Journaliers	38	10				48
Métiers forestiers	13	2				15
Total	341	334	231	77	21	1004

Un tableau simple peut tenter de résumer une situation fiscale et professionnelle qui est en réalité des plus variées. Tout regroupement de professions est par nature appauvrissant et contestable ; mais le rôle des tailles de Vendôme ne distingue pas moins de 123 métiers différents... Tentons cependant ce regroupement sur une base professionnelle tout en sachant que l'appartenance à un même métier n'est pas un critère de classification sociale. Mais nous sommes en 1789 et les « corporations » sont bien déclinantes ; l'individu prend de moins en moins le soin de s'affirmer maître ou compagnon, et donc patron ou ouvrier (16) ; une dizaine de compagnons à Vendôme ne représente pas l'importance de cette catégorie sociale. Mais même au-delà de cette distinction essentielle, la position du maître peut

être trompeuse ; que dire en effet de l'indépendance d'un maître-gantier qui travaille à façon pour un négociant ?

Tout un large secteur de la population est, nous l'avons vu, rural et vit à la périphérie de l'agglomération. Un rapide coup d'œil sur le tableau montre combien cette population rurale est hiérarchisée par l'impôt, bien davantage que toute autre catégorie professionnelle ; être laboureur, vigneron, jardinier ou journalier, c'est annoncer à quel échelon social on appartient. Les moyennes des cotes d'imposition des quatre catégories vérifient d'ailleurs ce que le tableau de répartition nous montre déjà éloquemment : respectivement 53 livres, 6 livres, 5 livres 10 sols, 2 livres 6 sols. Mais l'importance des cotes des laboureurs vérifie également que la terre est bien la base de l'imposition sous l'Ancien Régime ; car on ne peut faire abstraction du miroir, peut-être déformant, qui nous renvoie la réalité sociale de l'époque : l'impôt. Quoiqu'il en soit, la cote des laboureurs révèle une fortune que peu de citadins possèdent.

Certains sont déjà de gros rassembleurs de terres : ainsi en est-il de la famille Tardiveau ; Jacques Tardiveau est taxé à 130 livres, une des plus grosses cotes de Vendôme ; François Tardiveau, son père, venait de laisser en héritage 41 000 livres de biens dont 122 hectares de terre beauceronne, ce qui est assez exceptionnel pour l'époque (17).

La position sociale du groupe est confirmée par sa présence au sein de cette assemblée de marchands qu'est le Conseil Municipal où l'un d'eux, Jacques Norjeu dit Vendômois, des Murs, représente ce quart de la population des quatre paroisses qui vit de la terre. Bien peu de vignerons ou de jardiniers atteignent le niveau d'impôt des laboureurs les moins cossus.

Face à cet imposant secteur agricole, les activités manufacturières de la ville sont en plein déclin. Tous les documents de l'époque le confirment à commencer par le mémoire de l'inspecteur des manufactures Tribert (18) : « Le commerce de la ganterie est diminué environ de moitié depuis vingt ans » ; ou ce rapport sur la mendicité à Vendôme en 1790 : « Les différentes manufactures qui existaient autrefois dans cette ville produisaient l'aisance et les commodités de la vie ; depuis plusieurs années, elles se trouvent absolument anéanties » (19).

Ne nous étonnons donc pas si la population manufacturière est peu importante numériquement, et économiquement proche de la pauvreté. Tel est surtout le cas des gantiers : aucune catégorie professionnelle n'a un tel pourcentage de familles ne payant qu'une livre de taille (17 sur 29) ; la crise est ici manifeste et les ouvriers sont les premiers frappés, compagnons d'ateliers ou travailleurs à domicile, on ne sait, mais cela revient au même. Seuls quelques fabricants de gants importants et les maîtres-tanneurs et mégissiers (20) conservent des cotes d'imposition moyennes ou grosses. Ces derniers utilisent des installations, occupent des terrains qui exigent une mise de fond et les rappellent à l'attention du fisc. Le gantier, au contraire, peut travailler en chambre, sans installation particulière.

Toute une population féminine vit aussi du gant : couturières et brodeuses travaillent à domicile mais, étant rarement chefs de famille, elles



nous échappent. Seules, une dizaine de couturières sont mentionnées au rôle et nous ne savons pas à quel secteur les rattacher, ganterie ou habillement.

Cette trentaine de gantiers, souvent proches de la pauvreté, est aussi l'une des rares catégories professionnelles pour laquelle on observe une concentration géographique de l'habitat ; la moitié d'entre eux se trouve réunis en trois secteurs : autour de la chapelle Saint-Jacques, rue du Change, et surtout rue Saint-Jacques, face aux murs du Collège d'une part, au début du Faubourg Chartrain, et enfin Faubourg Saint-Bienheure au niveau des Petits Prés, ce dernier endroit étant également le lieu d'habitat de nombreux tisserands. Cette esquisse de concentration n'est pas une situation habituelle dans le Vendôme de l'Ancien Régime (21).

Numériquement, la société vendômoise de 1789 est dominée par les groupes d'artisans et de boutiquiers ; métiers banals mais indispensables à toute vie urbaine, ils semblent constituer l'ossature de la cité. Mais ils recouvrent en fait une très grande variété de conditions sociales ; une constante cependant : les cotes ne dépassent 25 livres que dans des cas peu nombreux (15 sur 425) et bien précis : 3 hôteliers sur 6, un cabarettier, 2 bouchers sur 5, 2 fripiers sur 5, etc... Quant aux différences entre ces groupes professionnels tels qu'ils apparaissent dans le tableau, elles proviennent aussi de la présence, probable, d'un plus ou moins grand nombre de compagnons (22). Ainsi en est-il des différents métiers du bâtiment où les cotes petites et très petites abondent, avec toutefois une différence déjà notable entre les couvreurs dont la moyenne des cotes est de 3 livres 10 sols et celle des menuisiers dont la moyenne est de 7 livres 16 sols. Plus frappant encore est le groupe, à vrai dire très bigarré, du textile et de l'habillement ; là, les très petites cotes dominent massivement ; elles proviennent pour une part de quelques-uns des 39 cordonniers vendômois (moyenne 5 livres 8 sols) et des 21 tailleurs d'habits (moyenne 5 livres 16 sols) ; mais elles sont fournies essentiellement par les tisserands, maîtres ou compagnons, qui tous sauf 2 paient une, deux ou trois livres (moyenne 3 livres 16 sols) et par le petit monde des couturières dont les cotes ne dépassent jamais 4 livres (moyenne 2 livres 4 sols, la plus basse de toutes) (23).

Le secteur de l'alimentation à l'opposé, est le type même de celui où se rencontrent les boutiquiers aisés et où les compagnons sont peu nombreux ; les cotes moyennes (10 - 24 livres) deviennent les plus nombreuses, et les moyennes des catégories professionnelles grimpent nettement : 10 livres 10 sols pour les 23 cabarettiers (disséminés dans les faubourgs ou regroupés autour de l'église Saint-Martin) ; 12 livres 10 sols pour les 17 boulangers curieusement installés près des portes de la ville ; 19 livres pour les bouchers ; 38 livres 16 sols pour les hôteliers, aisés certes, mais particulièrement visés par le fisc à cause de l'importance bien nécessaire de leur maison d'habitation : l'année précédente, Jacques Silly, l'hôtelier du faubourg Chartrain avait acheté la sienne 18 300 livres (24).

Les autres secteurs artisanaux sont à situer entre ces deux extrêmes. Les moyennes y oscillent de 6 à 10 livres (6 livres 6 sols pour les charrons,

8 livres 18 sols pour les bourelliers, 9 livres 18 sols pour les maréchaux-ferrants, pour ne parler que des métiers les mieux représentés).

Ayant ainsi parcouru les secteurs de la boutique et de l'artisanat, c'est bien plus de la moitié de la population agglomérée qui a été passée en revue : c'est dire leur importance dans la cité. Et encore faudrait-il y adjoindre deux autres groupes, les « marchands » qui en sont proches et les « bourgeois » qui ne sont souvent que des boutiquiers retirés.

Le « marchand » est essentiellement, dans son sens primitif, un revendeur (25). Mais l'appellation, au XVIII<sup>e</sup> siècle, est souvent accolée au métier d'un gros négociant ou même d'un boutiquier ayant fait fortune (marchand-gantier, marchand-tanneur, marchand-boulangier ou même marchand-laboureur) ; elle est un peu alors, l'expression d'une notoriété acquise. Par contre, le plus petit revendeur peut aussi se trouver dans cette catégorie ; c'est un « marchand » et aucune précision complémentaire ne nous est apportée, cas le plus fréquent (26). Globalement cependant, ce monde, la marchandise, apparaît comme le secteur le plus fortuné (le plus imposé) de la société vendômoise : les cotes moyennes dominant massivement : les grosses cotes sont encore très nombreuses (en particulier beaucoup de marchands-gantiers ou tanneurs ; les très grosses cotes supérieures à 50 livres sont surtout celles des meuniers.

Les huit meuniers ou marchands-meuniers (Vendôme n'a jamais manqué de moulins) apparaissent comme des contribuables assez exceptionnels ; la moyenne de leur taille monte à 73 livres ; six paient plus de 50 livres ; il faut dire que (comme pour les hôteliers) la valeur locative de leur moulin est très élevée : c'est 500 livres que donne annuellement Sébastien Maupetit pour son moulin (27) ; c'est un des éléments essentiels pour la répartition de la taille...

Très proches des catégories précédentes, les « bourgeois » sont en fait des marchands ou des boutiquiers retirés, très rarement des rentiers héréditaires. On pourrait penser que l'arrêt de leur activité peut leur procurer une diminution d'impôt. Il n'en est rien apparemment car la structure fiscale de la catégorie semble très similaire à celle des marchands ou des boutiquiers les plus imposés. C'est qu'en effet, ces « bourgeois » ne partaient pas en retraite sans biscuits ; ils s'assuraient auparavant, quand ils le pouvaient, des revenus réguliers, essentiellement en se constituant des rentes, parfois en achetant et en louant des terres ou des maisons. Ainsi Jacques Thierry, ancien boulangier, mort le 4 juillet 1787, dont la fortune montait à près de 36 000 livres se faisait servir annuellement 1 600 livres et sa veuve, en 1789, paie encore 21 livres de taille (28).

Il n'y a pas, non plus, un abîme entre la boutique et l'office surtout quand on sait que l'office vacant peut être convoité par les boutiquiers pour leurs fils. Ces « hommes de loi, de plume et de lancette » selon la belle expression de P. Goubert sont des éléments familiers du paysage social au XVIII<sup>e</sup> siècle. Aux médecins, chirurgiens, avocats, procureurs, huissiers, notaires..., ont été jointes diverses professions « libérales », maître d'école,

de danse, d'armes, de pension (présence du Collège) et diverses petites charges : receveurs, buralistes, gardes... Cet amalgame n'altère en rien la structure fiscale de la catégorie, qui est de loin la plus équilibrée de toutes : de une à soixante livres, toutes les cotes sont équitablement réparties. C'est qu'en effet, il y a des offices pour tous les goûts et (presque) toutes les bourses (29). Du garde au médecin du roi, la différence est évidente ; mais il y a procureur et procureur : l'un paie 60 livres, l'autre n'en paie que 3 ; receveur et receveur : 48 livres, 9 livres ; greffier et greffier : 25 livres, 3 livres ; chirurgien et chirurgien : 32 livres, 5 livres ; des moyennes dans ces conditions n'ont plus aucune signification. Il reste que dans ce monde particulier se côtoient des conditions sociales bien différentes.

Mais la catégorie a subi un écrêtage important : beaucoup d'officiers ne paient pas la taille. Un document parallèle au rôle de contribution, le rôle de capitation des non-taillables pour la même année 1789 (30) va nous permettre de les réintégrer provisoirement dans le tableau en comparant les capitations. (officiers de justice et employés des fermes et régies privilégiés d'un côté - officiers taillés de l'autre) (31).

	1 - 4 l	4 - 11 l	11 - 29 l	29 - 59 l	59 - 118 l	plus 118 l	Total
officiers privilégiés	2	4	4	10	3	9	32
officiers non-privilégiés	13	20	20	18	1		72

On voit que la proportion des officiers qui ne paient pas la taille est loin d'être négligeable ; on voit aussi que les niveaux sociaux se recouvrent en partie, mais en partie seulement. Les officiers exempts ne sont pas forcément les plus riches ; il y a même parmi eux la petite cohorte des commis des Aydes dont les appointements annuels ne dépassent pas 500 livres (32). Mais il y a aussi, dominant le lot, les neuf officiers du Bailliage qui comptent tous parmi les belles fortunes de Vendôme (Tremault, Godineau, Bucheron, Lemoine, etc...). Cette réinsertion est nécessaire si on veut avoir un paysage social plus complet et une pyramide si possible non tronquée.

Le même document nous permet d'ailleurs, pour clore le tableau, d'y ajouter quelques 38 familles nobles dont certaines peut-être résident peu à Vendôme : on y retrouve les noms d'une noblesse assez effacée (Jupeaux, Musset-Signac, Nantouillet, Saillant...) et en tous cas épargnée par l'impôt : les capitations nobles atteignent exceptionnellement 50 livres.

Après le 4 août 1789, l'Assemblée Nationale décidait d'assujettir les privilégiés à la taille, au moins pour les six derniers mois de l'année. Le « rôle de supplément des privilégiés » est joint au rôle ordinaire, dans la

même liasse. Les fortunes nobles, grandes et moins grandes y figurent pour des sommes assez ridicules : M<sup>me</sup> du Saillant pour 6 livres, Charles de Musset-Signac pour 4 livres, Louis Taillevis de Jupeaux pour 6 livres, etc... Les officiers ne sont pas non plus écrasés : Jacques de Trémault ne paie que 10 livres, Antoine Bucheron-Boisrichard dont la fortune est déjà importante ne dépasse pas 15 livres ; on pourrait multiplier les exemples.

Pour la première fois, enfin, dans un rôle d'imposition apparaît aussi le clergé dont l'emprise foncière est importante à Vendôme et dans la région : l'Oratoire est imposé à 80 livres, l'Abbaye à 60 livres, le chapitre à 70 livres sans compter les taxes personnelles des chanoines (quelques livres) tous propriétaires de maisons, les quatre curés payant 5 livres. On voit combien il est difficile d'intégrer le rôle de supplément dans le rôle ordinaire. Mais il nous aura permis de ne rien négliger de la société vendômoise de 1789.

Une chose est la fiscalité, une autre est la richesse. Nous avons plusieurs fois noté l'ambiguïté de la source fiscale et le miroir déformant qu'elle interpose parfois devant la hiérarchie des fortunes. Mais convient-il d'en exagérer l'ampleur ? Les sources de la connaissance des fortunes vendômoises existent et leur dépouillement est entamé ; les disparités, si elles existent, ne peuvent porter que sur des cas précis et facilement repérables ; elles ne remettent pas en cause la hiérarchie sociale que l'impôt nous fait découvrir dans sa globalité. P. Goubert avait été l'un des premiers à poser ce problème et a toujours maintenu son point de vue (33). Les premiers résultats vendômois nous amènent aux mêmes conclusions.

Mais la hiérarchie des fortunes et des revenus est-elle réellement la hiérarchie sociale ? La question aussi mérite d'être posée, car, si hiérarchie sociale il y a, elle est d'abord à chercher dans les formes que s'impose elle-même cette société. Si, se faire appeler indistinctement « citoyen » sous la Révolution, marque pour le peuple la satisfaction devant une égalisation sociale, il faut admettre que les différentes distinctions accordées à chaque Français avant 1789 témoignaient d'une place dans la société qui n'était pas forcément en rapport avec la richesse ou les privilèges. Qu'en est-il à Vendôme ?

On passera rapidement sur la particule qui, dès cette époque, ne signifie pas grand chose. Beaucoup d'officiers et quelques marchands la portent ; ils ne sont pas forcément nobles mais ont acquis des terres ou des fiefs : Claude Beaussier, médecin, se fait appeler Beaussier de la Bouchardière ; Méreaux des Bancherries, Pinet de la Bassetière, Lelarge de la Guibardière, Deschamps de la Rivière, Guénette des Ruelles ont aussi ajouté à leur nom un bel ornement, mais tous sont roturiers payant la taille.

Plus significatives sont les appellations qui sur les documents publics précèdent les noms, au XVII<sup>e</sup> siècle, les « épithètes d'honneur », au XVIII<sup>e</sup> siècle, les « avant-noms ». Ils traduisent réellement un rang que la société octroie généreusement à l'un des siens. C'est ainsi que les choses se présentent dans le rôle vendômois :

Monsieur	Madame	La Demoiselle
Le Sieur	Dame veuve	
Le nommé	La veuve	La fille

Cette distinction, accordée à chacun dépend dans une certaine mesure du greffier qui a confectionné le rôle ; c'est lui qui accorde ainsi à tout le monde sa place dans la hiérarchie sociale vécue ; mais il ne fait que refléter des rapports sociaux que chacun s'empresse de respecter et globalement, la hiérarchisation demeure de toute façon, fondée sur la position, la considération, indépendante souvent de la richesse que nous révèle l'impôt.

En haut de l'échelle, tous les « Messieurs » sont des privilégiés (et cette appellation n'apparaît donc pas dans le rôle de taille) mais tous les privilégiés ne sont pas « Monsieur ». Un privilégié entré par la petite porte, le Maître de poste Chevé est « Monsieur » ici et « Sieur » là.

Cent trente à cent quarante individus (sur 1 100 chefs de famille hommes) semblent se distinguer, par la respectabilité attachée au mot « sieur », du commun des Vendômois. Quelques noms de famille semblent symboliser cette catégorie : les Boutrais, les Desronzières, les Martellière, les Marganne, les Deschamps, les Méreaux appartiennent tous ou presque à ce groupe. Les professions représentées sont d'abord typiquement les professions dites libérales, du médecin au maître de danse. Beaucoup de marchands les accompagnent (en particulier tous les marchands-gantiers), un grand nombre de bourgeois, et quelques boutiquiers : des boulangers, des menuisiers, un maçon... tous bien assis financièrement.

L'homogénéité disparaît totalement au regard des cotes d'imposition ; la richesse n'est pas automatiquement synonyme de considération et sans doute se trouve-t-il là nombre d'individus portant un nom mais dont les affaires sont déclinantes : ainsi un Desronzières et un Deschamps sont-ils parmi les « invalides taxés à 6 deniers ». Enfin, les huissiers, les procureurs, les chirurgiens n'ont pas tous de grosses fortunes, loin de là. Toujours est-il que l'éventail couvre l'ensemble des cotes d'imposition à partir des plus basses (de 2 livres à 105 livres et même 4 pauvres) : 30 % sont à moins de 10 livres ; 30 % entre 10 et 20 livres ; 30 % entre 20 et 40 livres. Ces proportions sont quand même très décalées par rapport à l'ensemble de la population.

Mais ce groupe est plus intéressant encore par ce qu'il exclut ; nombre de grosses ou très grosses cotes ne sont pas là : les meuniers, les hôteliers, les bouchers, les laboureurs. L'avant-nom constitue bien l'affirmation d'une position sociale face à un troisième groupe qui n'est que le peuple.

Du côté féminin, les choses ne se présentent pas différemment : « Madame » est incontestablement l'appellation qui correspond à « Monsieur ». Apparaissent ensuite, un certain nombre de « Dames Veuves » (une vingtaine sur 160) dont le nom autant que le nombre indiquent le rapprochement avec les « sieurs » : on y retrouve Marganne, Crénère et autre Desron-



zières et le mari, quand on connaît sa profession était procureur, huissier, marchand-gantier, ou simplement bourgeois, les cotes variant là encore de 3 à 156 livres.

Quant aux femmes célibataires, la limite entre « Demoiselle » et « fille » n'est pas toujours assurée ; il est même arrivé plusieurs fois au greffier chargé de rédiger le rôle d'hésiter : « la Demoiselle X..., fille » ; preuve supplémentaire qu'il ne faut pas accorder à ces avant-noms plus qu'une signification globale. Pour elles, la stratification par la fortune semble davantage coller à la position sociale, même si quelques « demoiselles » bourgeoises ou marchandes cotisent à un taux très bas (1 à 4 livres) ; ces dernières sont peu nombreuses et près de la moitié sont à plus de 10 livres de taille ce qui est déjà beaucoup pour une femme seule. Par contre, les « filles », lingères, couturières ou maîtresses d'école dépassent exceptionnellement 10 livres et un tiers paie la taille la plus basse, une livre, sans compter les plus pauvres taxées à 6 deniers. Mais même parmi ces dernières, un dernier reflet de considération sociale auréole quelques « demoiselles ».

Ces « sieurs », ces « dames veuves », ces « demoiselles », représentants d'un groupe social aux limites floues mais dont la consistance n'en est pas moins réelle, sont les manifestations d'une société urbaine : nul « sieur » parmi les laboureurs, les vigneron et toute cette population dont les activités sont rurales. Et pourtant, on l'a vu, quelques uns d'entre eux paient une taille respectable. Mais, même s'ils sont parfois riches, même si l'on admet l'un des leurs dans la municipalité, ils ne font pas partie réellement des catégories considérées de la société vendômoise.

Ces appellations pourront paraître dérisoires, elles sont pourtant au plus près de la réalité psychologique qu'est toute hiérarchie sociale qui se vit avant de s'analyser. Aucune des structures sous-tendues par la profession ou la richesse n'est à négliger bien entendu ; mais le nom, la position, la considération dont on jouit dans cette petite société urbaine sont des choses qui sont ressenties au plus haut point dans la France de l'Ancien Régime.

Ces diverses analyses effectuées à partir d'un même document aboutissent à une même constatation : le caractère assez fortement hiérarchisé de cette société. Essayons d'en marquer les niveaux en prenant les chiffres d'imposition pour de simples indications.

Une soixante de familles taillées à plus de 30 livres et 40 à 50 privilégiés pouvaient constituer la classe la plus aisée de la société : des nobles, des officiers, de riches marchands joints aux meuniers et aux laboureurs ; presque pas d'artisans ou de boutiquiers, hôteliers exceptés ; très peu de bourgeois rentiers ; les deux-tiers au moins de ces personnages sont « monsieurs » ou « sieurs », « Madames » ou « dames veuves ».

Une classe intermédiaire (mettons entre 10 et 30 livres de taille) représente environ 300 familles dans une relative aisance : c'est le niveau par excellence des marchands (plus de la moitié), des rentiers et des patrons de boutiques ; mais peu nombreux sont les métiers dont la taille ne descend pas en dessous de 10 livres.



A partir de ce niveau, ce n'est certainement déjà plus l'aisance ; entre 3 et 10 livres, les métiers de la boutique et de l'artisanat sont encore majoritaires ; mais il y a encore beaucoup de petits officiers, des vigneron et des journaliers (400 à 500 familles).

En dessous de 3 livres, nous sommes proches de la pauvreté ; c'est le niveau des gantiers, des compagnons, peut-être de quelques boutiquiers, mais aussi de la majorité des ruraux, vigneron, jardiniers et journaliers. La centaine de familles taxée à 6 deniers est à regrouper ici et on arrive à un nombre assez important (300 à 400). D'autres documents sensiblement contemporains insistent sur le nombre élevé des pauvres à Vendôme ; ainsi cette réponse à une enquête sur la mendicité de 1790 (34) qui recense, chose incroyable dans cette ville de 7 000 habitants, « 1 128 individus qui ont besoin d'assistance » et précise après avoir réclamé l'ouverture d'ateliers de charité : « la quantité de pauvres ci-dessus donnée, ne comprend que les vieillards, infirmes et enfants qui ont besoin d'assistance journalière et il existe en outre dans cette ville plus de trois cents misérables ouvriers qui sont obligés de recourir pendant l'hiver aux charités des citoyens bienfaisants » (35).

Une dernière question peut encore être abordée à l'aide des différents rôles d'imposition de Vendôme : des niveaux sociaux si différents coexistaient-ils dans la même rue, dans la même paroisse, ou bien une certaine ségrégation apparaît-elle dans l'habitat ? La réponse à apporter va devoir être nuancée comme le laisse pressentir le tableau suivant (36).

	nombre de feux	total de la taille	moyenne par feu	capitation des privilégiés	nombre de feux privilégiés	capitation des taillés	moyenne par feu	capitation totale	moyenne par feu
Saint Martin	379	4 063 1	10,72	1 558 1	29	4 741 1	12,50	6 299 1	15,44
La Made- leine au dedans	173	1 734 1	10,02	1 012 1	23	1 982 1	11,52	6 793 1	12,28
La Made- leine au dehors	357	3 225 1	9,03			3 799 1	10,67		
Saint Bienheure	139	1 349 1	9,70	377 1	3	1 572 1	11,30	1 949 1	13,72
Saint Lubin	181	1 502 1	8,30	23 1	1	1 769 1	9,77	1 792 1	9,84

Rien de comparable avec Beauvais au XVII<sup>e</sup> siècle où les moyennes entre les paroisses variaient de 1 à 7 (37). Ici, il y a des écarts mais ils restent faibles.

La paroisse Saint-Martin, la plus ancienne, au cœur de la cité est aussi la paroisse la plus riche mais non pas tant à cause de ses habitants payant la taille que par les nombreux privilégiés qui y ont leur demeure. Avec ses hôtels particuliers tout neufs bâtis par les officiers, la rue Guesnault est typique de cette paroisse ; les Trémault, les Godineau, les Bucheron y voient ; les Vourgère sont non loin de là, place du Marché aux légumes. Les hôtels nobles quant à eux sont plus près des bras intérieurs du Loir, tout comme celui du Receveur des Tailles, Guillaume le Tessier de la Bersière. Si l'on considère uniquement les non-privilégiés, des différences existent aussi entre les rues les plus riches (rue Saunerie, rue Guenault à nouveau, rue du Change) et d'autres qui le sont beaucoup moins : Grande-rue et abords des deux ponts (rue du Pont Saint-Bié, rue du Pont Saint-Georges, rue Basse).

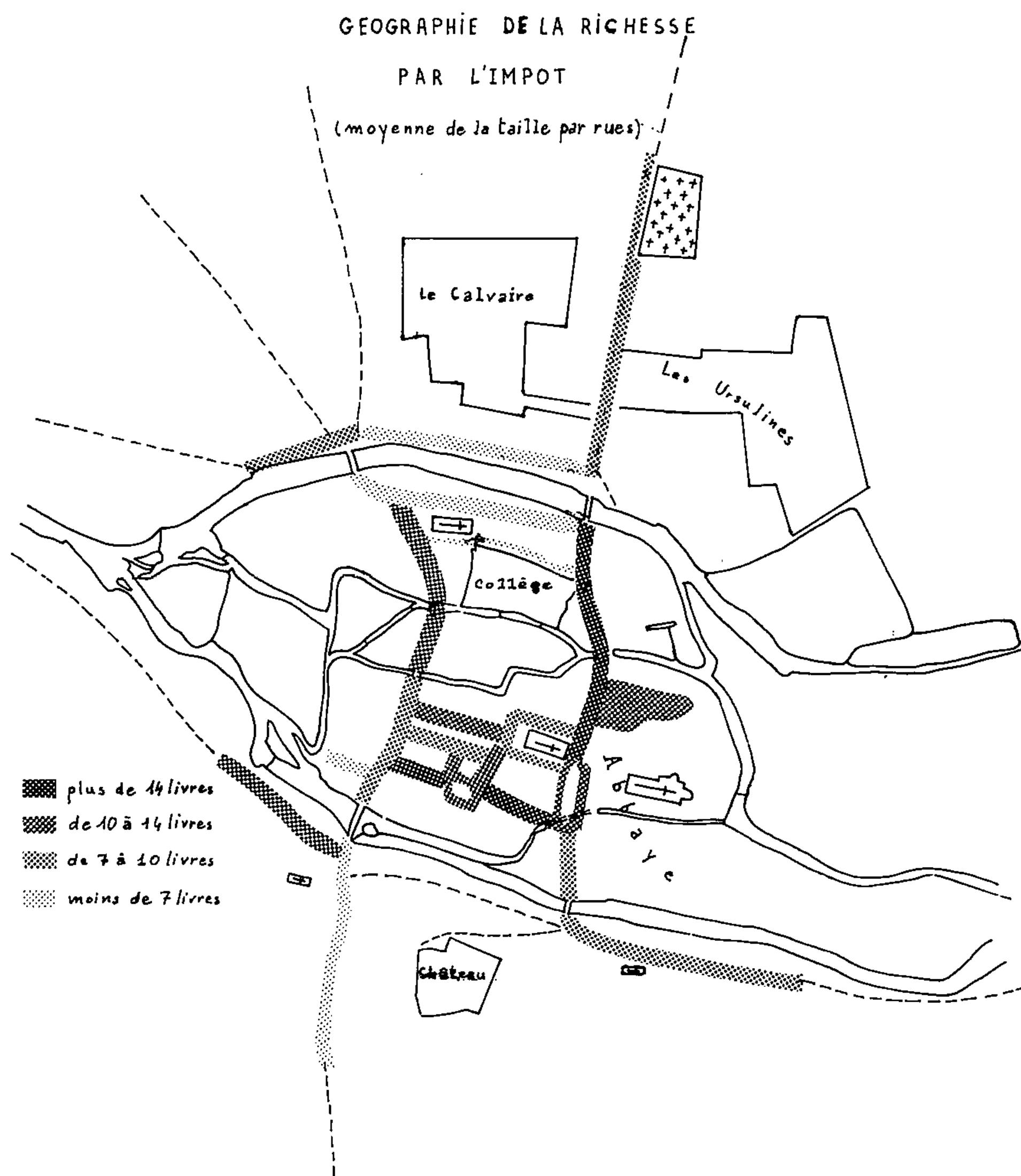
La Madeleine au dedans qui n'a que quatre rues n'en présente pas moins un contraste important. La rue du Change est la plus aisée mais la rue Poterie possède un certain nombre d'hôtels de privilégiés (dont celui du subdélégué Lemoine et l'hôtel du Saillant) ; en regard, la rue des Béguines et la rue Saint-Jacques ont des moyennes d'imposition parmi les plus basses (38).

Hors les murs, l'habitat, davantage disséminé, se prête moins à la comparaison de moyenne. Le fait marquant tout de même est la différence qui existe constamment entre les moyennes d'imposition des métiers ruraux et les autres ; l'exemple du Faubourg Chartrain le montre amplement : moyenne des « feux ruraux » : 4,33 ; moyenne des « feux urbains » : 10,58.

Ainsi, si le cloisonnement géographique entre riches et pauvres est loin d'être complet, il existe cependant si on y regarde de très près : rien de comparable entre la rue Saint-Jacques et la rue Guesnault ! Le Vendôme de 1789 apparaît maintenant avec davantage de précision ; à l'intérieur de ses murailles ruinées, Vendôme est une ville : ses communautés religieuses, son important collège, ses hôtels de nobles et d'officiers, ses rues plus résidentielles comme ses rues commerçantes ou même parfois ouvrières lui en donnent incontestablement l'aspect. Il serait d'ailleurs tentant de parcourir ces rues, de repérer au passage toutes ces boutiques qui font la ville ; la plus originale est, à cet égard la Place de l'Abbaye : le maître d'arme y voisine avec le maître d'écriture, le billardier avec la coiffeuse, là tiennent boutique les deux libraires de Vendôme, le gazetier habitant un peu plus loin, rue du Change. La rue du Change est la rue des marchands, plus bourgeoise vers Saint-Martin, plus boutiquière et artisanale sur la Madeleine ; y demeurent, entre autres, cinq marchands-gantiers, trois autres habitant rue Guesnault. Tout près, le Bourgneuf est, lui aussi, très résidentiel et bourgeois : trois veuves bien taxées, trois demoiselles dans la même situation dont la sœur d'un chanoine de la Collégiale, deux avocats et la pension Legou. La place Saint-Martin, la Grande Rue, les rues conduisant aux deux ponts ont bien davantage

d'artisans. Toute cette population se rencontre, se côtoie, la ségrégation des catégories sociales ou professionnelles n'étant jamais totale. Seuls les ruraux pourtant nombreux semblent vivre en marge de cette petite société et n'avoir guère voix au chapitre. Le caractère hiérarchisé de la société vendômoise est pourtant nettement marqué (avec les réserves d'usage) par l'impôt comme par l'avant-nom, l'un et l'autre ne se recoupant pas automatiquement.

Il reste bien sûr à se pencher sur bien des points pour préciser ce tableau social : fortunes, alliances, mode de vie, emprise foncière urbaine mais aussi rurale ; rien de tout ceci ne nous échappe vraiment si l'on sollicite les documents.



(1) A. D. 41 - C. 25.

(2) Trémault, le maire, est mort deux mois plus tôt ; aucun office municipal ne vaut dispense de taille.

(3) La rentrée des impôts est toujours lente sous l'Ancien Régime : à la mi-1790, il y a encore un arriéré de 13 300 livres pour l'exercice 1789 (A. D. 41 - L 1751).

(4) L'année suivante, elle sera ramenée à 9 000 livres.

(5) Voir plus bas.

(6) Lesueur : Cahiers de doléances du bailliage de Blois.

(7) A. D. 41 - I C 194.

(8) 4 livres 10 sols pour un cuisinier ou une femme de chambre ; 2 livres pour un jardinier ; 1 livre pour un cocher ou un domestique sans qualification ; le tout à la charge de l'employeur.

(9) On s'est servi du cadastre de 1811 comme support topographique (A. D. 41 : 3 P 2 / 12).

(10) La rue du Mail.

(11) Exception faite des officiers taxés d'office dont on ne connaît pas le lieu d'habitat.

(12) La plus importante est de 300 livres et frappe en réalité deux personnes qui se sont associées pour exploiter les Grands-Prés de l'Abbaye. Le bail d'exploitation avait été fait pour 9 ans le 27 octobre 1782 avec le charcutier Alexandre Dehargne et le marchand Vincent Doré, propriétaire du moulin à papier ; René Brossin avait succédé à ce dernier après sa mort. La rente annuelle, assez considérable, était de 5 200 livres. (Dépôt notarial n° 45, liasse 267).

(13) Une comparaison rapide avec Romorantin peut être tentée (I C 194).

		Moins de 4 livres	4 à 50 livres	Plus de 50 livres
Pourcentage du nombre de feux (pauvres exclus)	V	35 %	63 %	2 %
	R	55 %	44 %	1 %
Pourcentage du montant de la taille	V	13,5 %	71,5 %	15 %
	R	15 %	74 %	11 %

(14) A la mort de Vincent Doré, son mari ; inventaire des 6-9 octobre 1788. (Dépôt notarial n° 45, liasse 267).

(15) Des archives de l'élection de Vendôme existent pour cette période mais elles ne mentionnent qu'un petit nombre de procès en surtaux (A. D. 41 - C. 254).

(16) Cette distinction subsiste cependant bien davantage dans les actes notariés de la même époque.

(17) Succession de François Tardiveau : juin 1789. (A. D. 41 - Dép. 18 - Liasse 400).

(18) A. D. 41 - L 434 : Mémoire sur les manufactures de la Généralité d'Orléans... 1790. Tribert compte 13 maîtres-gantiers, 44 ouvriers et 700 ouvrières (couturières et brodeuses) pour une production de 300 000 paires de gants.

(19) A. D. 41 - L 417.

(20) Tribert compte 4 maîtres-tanneurs et 4 compagnons pour Vendôme et Montoire.

(21) Une cartographie des lieux d'habitat ne révèle un tel phénomène (mais bien plus atténué) que chez les boulangers.

(22) Une indication sur la hiérarchie des métiers nous est aussi donnée par le prix respectif des maîtrises créées par la réorganisation consécutive à un édit d'avril 1777. (A. D. 41 ; B. Bailliage de Vendôme, liasse non cotée : réception de maîtres).

Mercier et drapier 250 livres.

Epicier, cirier et chandelier 200 livres.

Sellier, bourrelier, charron et autres ouvrages de voiture 200 livres.

Maçon, couvreur, plombier, tailleur de pierre, paveur 200 livres.

Charpentier 200 livres.

Traiteur, rôtiisseur, pâtissier 150 livres.

Bonnetier, chapelier, pelletier et fourreur 150 livres.

Tapissier, miroitier et vendeur de meubles en neuf 150 livres.

Tanneur, corroyeur, mégissier, hongroyeur, peaussier, gantier et autre fabricant de cuir et peau 150 livres.

Maréchal de forge, serrurier, taillandier, ferblantier, ferronnier, ferrailleur, cloutier et autre ouvrier en fer 150 livres.

Boulangier 125 livres.

Menuisier, ébéniste, tourneur, tonnelier, boisselier et autre ouvrier en bois 125 livres.

Tailleur et fripier d'habit 100 livres.

Coutelier, fourbisseur et armurier 100 livres.

Fondeur, épinglier, balancier, potier d'étain et autres ouvrages en cuivre, étain et autres métaux 75 livres.

Cordonnier 50 livres.

(23) Voir plus haut : le mémoire de Tribert signale une rétribution d'un sol pour coudre une paire de gants, soit 10 sols pour la journée de travail, revenu particulièrement bas pour l'époque, mais il est vrai, destiné aux femmes traditionnellement sous-payées.

(24) A. D. 41 ; étude notariale 41 - liasse 125.

(25) « Celui qui fait profession d'acheter et de vendre ou qui fait fabriquer des marchandises » (Dictionnaire de Trévoux).

(26) En fait, il s'avère que ces marchands sont possesseurs des deux maîtrises les plus chères : celle de mercier et drapier et celle d'épicier et chandelier et parfois des deux à la fois (A. D. 41 - Bailliage de Vendôme).

(27) A. D. 41 - dépôt notarial n° 18 - liasse 396.

(28) Dépôt notarial n° 41 - liasse 132.

(29) Le prix des offices varie selon leur nature (les plus honorifiques étant parfois les plus chers) mais aussi dans le temps selon la loi de l'offre et de la demande ; voici quelques exemples à Vendôme à la veille de la Révolution.

Huissier 400 l. (vente Fournier 1789 ; 41 - 139).

Conseiller du Roi 700 l. (vente Beaunier 1788 ; 41 - 132).

Conseiller au Bailliage 2 500 l. (1771 - B. Bailliage de Vendôme).

Avocat du Roi 3 000 l. (1771 - B.).

Maire de Vendôme 4 000 l. (1772 - inventaire Trémault 41 - 137).

Conseiller en l'élection 5 200 l. (inventaire Sauguin 45 - 269).

Lieutenant criminel au Bailliage 6 500 l. (1771 - B.).

Procureur du Roi au Bailliage 13 200 l. (1771 - B.).

Secrétaire du Roi 15 000 l. (achat 1780 - invent. Jabre - 41 - 723).

Lieutenant civil au Bailliage 15 000 l. (1771 - B.).

Greffier au bailliage 19 500 l. (1771 - B.).

Receveur des Tailles 120 000 l. (achat 1778 ; invent. La Bersière - L 1754).

(30) A. D. 41 - C 259 - il émane cette fois du bureau intermédiaire du département de Châteaudun-Vendôme.

(31) Les limites des catégories du tableau ont évolué selon le rapport taille/capitation.

(32) De 300 à 500 livres (A. D. 41 - C 259).

(33) « La hiérarchie fiscale des contribuables reflète grossièrement mais avec une certaine fidélité la hiérarchie des fortunes, des revenus, des groupes d'hommes ». (Cent mille provinciaux au XVII<sup>e</sup> siècle, p. 295-296).

(34) A. D. 41 ; L 417.

(35) A. D. 41 ; L 417.

(36) Il existe un certain nombre de privilégiés et quelques taillés dont on ne connaît pas la paroisse.

(37) P. Goubert : Cent mille provinciaux au XVII<sup>e</sup> siècle.

(38) Sans la demeure de la Demoiselle Jabre du Plessis, la rue Saint-Jacques avec ses nombreux gantiers descendrait à une moyenne de 3,78 livres.





**Contribution archéologique  
à l'étude du Château  
de LAVARDIN  
(*Loir-et-Cher*)**

*La cuisine  
troglodytique  
de la "basse-cour"  
et son four  
(XIV<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> s.)*

par Daniel et Arlette SCHWEITZ

INTRODUCTION

A la fin du XIX<sup>e</sup> siècle le château de Lavardin a fait l'objet d'une étude archéologique détaillée — par les soins de M. A. de Salies — qui reste encore aujourd'hui fondamentale, au moins pour la compréhension de sa structure générale (1).

De récents travaux de déblaiement ayant amené la mise au jour de structures monumentales jusqu'alors à peine discernables (2), il paraît opportun d'en réviser les analyses architecturales, comme d'en revoir les interprétations historiques.

Ce travail est d'autant plus souhaitable que les vestiges dégagés se dégradent fort rapidement et qu'ils auront probablement disparu avant une décennie.

Il est pourtant certain que l'étude approfondie de certaines des structures monumentales mises au jour, et notamment celle des bâtiments de service, permettrait une bien meilleure compréhension de l'organisation de l'espace dans le château et par là même de la vie quotidienne de ses occupants.

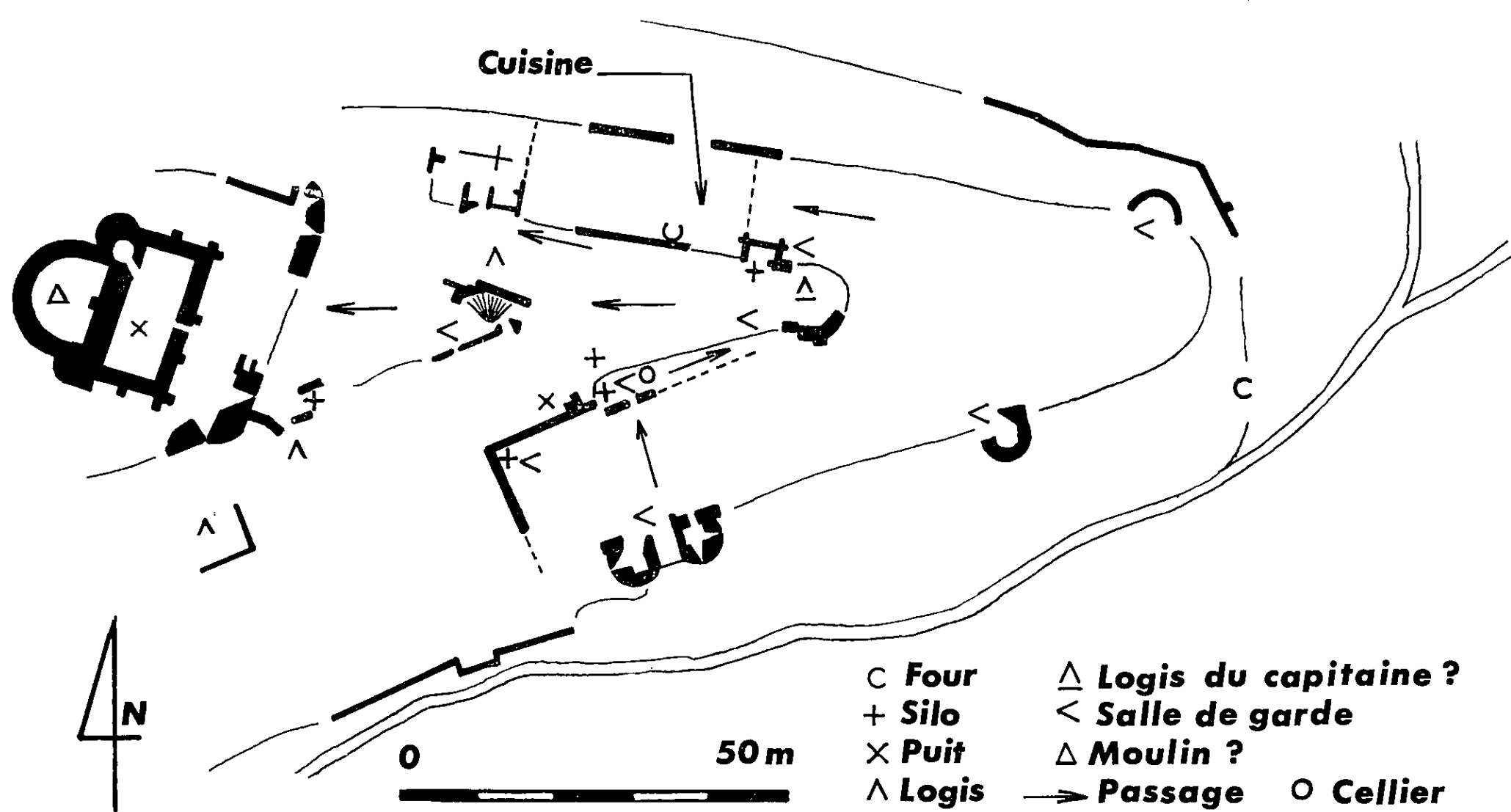


FIG. 2. — Plan général du château et situation de la cuisine dans la basse-cour.

C'est dans cette optique qu'est présentée l'étude succincte des vestiges de ce qui paraît être la cuisine de la garnison castrale au XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles.

### DESCRIPTION ET INTERPRÉTATION DES VESTIGES (3)

Dans la partie nord-ouest de la basse-cour du château, contre la seconde enceinte et à proximité immédiate de la tour assurant son flanquement au nord, subsistent les vestiges d'une cuisine... Elle était en partie creusée dans le rocher du second palier du promontoire et devait être obturée par un avant-corps, peu étendu, peut-être constitué d'un simple hourdage.

En l'état actuel des vestiges on distingue au moins deux niveaux, le niveau supérieur étant en relation directe avec les bâtiments du second palier.

La partie excavée était renforcée par des murs de soutènement en maçonnerie qui parementaient le rocher.

La face ouest de la tour assurant le flanquement de la seconde enceinte porte encore la trace du rampant de la toiture en auvent qui couvrait le niveau supérieur de la cuisine.

Au niveau inférieur, on remarque deux petites excavations qui ont dû être des réduits à usage de réserve, notamment celle contigüe au four qui aurait pu contenir la provision de bois nécessaire à son chauffage.

Ce four semi-circulaire, d'environ trois mètres de diamètre, est tout à la fois creusé dans le rocher et construit en maçonnerie. La cavité du four était parementée d'au moins deux rangs de pierres calcaires, de même nature que le sous-sol rocheux, jointoyées avec un mauvais mortier ou de la terre sablo-argileuse rubéfiée.

Le rang de pierres postérieur est lié au rocher par un blocage, constitué de pierres calcaires et de silex fixés par un mortier. La paroi est du four est uniquement constituée d'un massif de maçonnerie parementé en moyen appareil.

Le ressaut du socle rocheux, visible au bas du parement intérieur, a dû porter un dernier revêtement, constitué de matériaux de terre-cuite (briques, carreaux ou tuiles) ou même de pierres calcaires appareillées (4).

La sole du four, qui a disparu, devait être constituée d'un carrelage de terre-cuite, voire même d'une simple couche d'argile cuite, disposée sur un remblai arrivant au niveau du ressaut de l'assise rocheuse (5).

Le four ne subsistant qu'à l'état de trace au sol, on ne peut donc connaître précisément la nature de son élévation et le détail de son organisation ; néanmoins, la disposition de son contexte immédiat montre que sa bouche s'ouvrait certainement au nord.

Ce type de four, connu durant tout le Moyen-Age (6), était encore en usage dans les habitats ruraux du début de ce siècle (7) et les conditions pratiques de son utilisation sont connues avec précision.



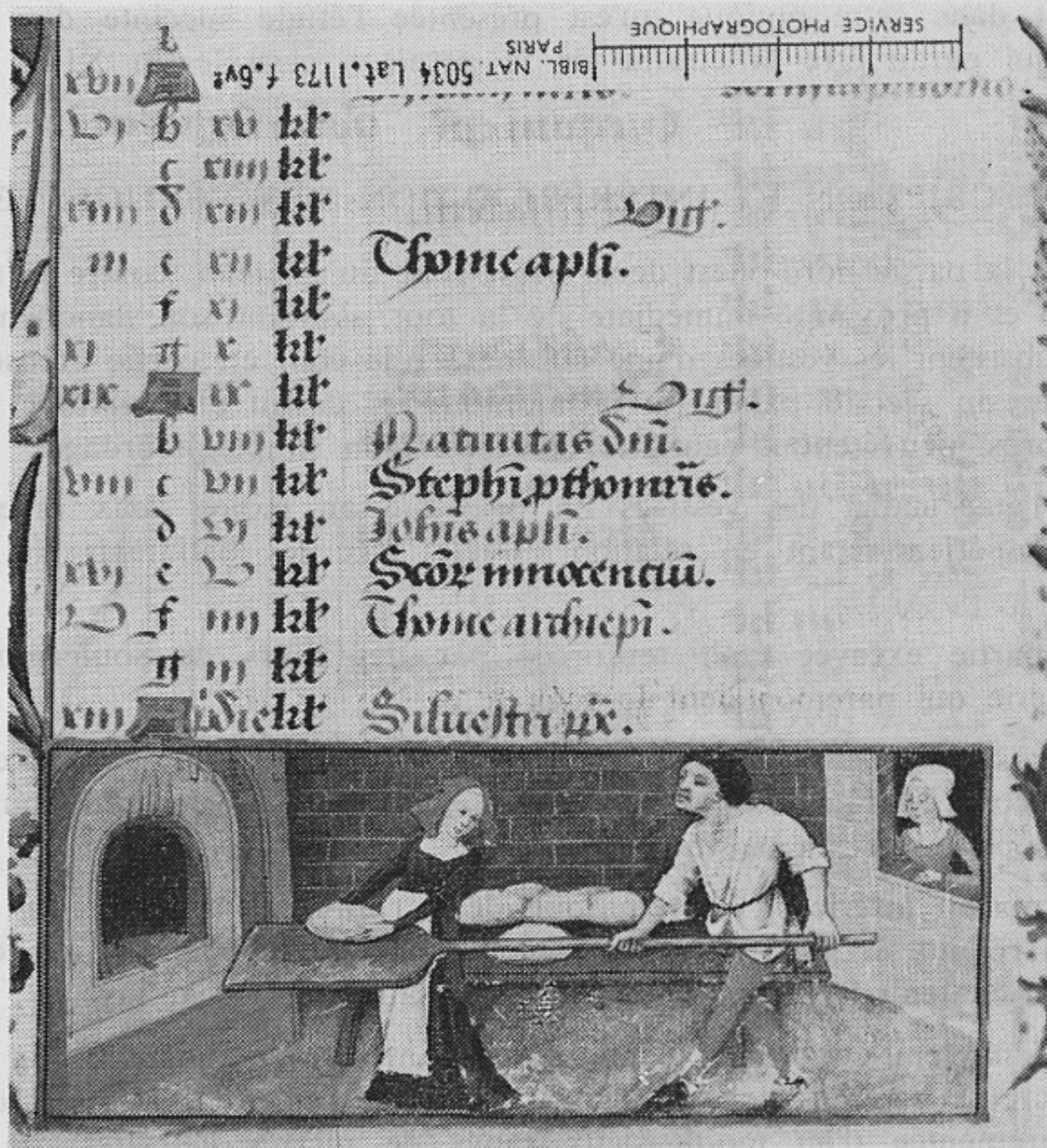


FIG. 1. — Boulanger se préparant à enfourner son pain durant le chauffage préalable du four (Jean Bourdichon, « Heures de Charles d'Angoulême, XV<sup>e</sup> siècle - Photographie Bibliothèque Nationale).

Les études archéologiques récentes, comme un certain nombre de représentations anciennes et notamment une miniature de Jean Bourdichon représentant un boulanger (tourangeau ?) de la fin du XV<sup>e</sup> siècle procédant à une cuisson (8), montrent que les fours médiévaux de ce genre étaient tout à fait semblables à ceux dont on a décrit l'utilisation au XVIII<sup>e</sup> siècle (9).

Ce type de four avait une particularité essentielle provenant de sa structure : le chauffage et la cuisson y étaient réalisés alternativement, et non pas simultanément comme dans les fours à foyer séparé de la chambre de cuisson.

Le chauffage préalable du four était réalisé avec des éclats de bois, des fagots, voire même à défaut, de la paille ou de la bruyère.

On ne brûlait pas le combustible partout en même temps, mais alternativement d'un côté à l'autre, en nettoyant continuellement la sole et en attirant les cendres à l'extérieur du four avec une raclette (fourgon).



Afin de savoir si le four était assez chaud pour assurer la cuisson, on frottait un bâton contre la voûte ou l'âtre qui devait en produire dans ce cas de petites étincelles.

Lorsque la température était jugée convenable on cessait le chauffage, puis on ôtait les tisons et les cendres, tout en laissant quelques braises auprès de sa bouche.

Le reste de la sole était nettoyé avec de vieux linges (patrouille), ensuite le four était obturé un moment, afin de diminuer et d'égaliser sa température qui, si elle était excessive, pouvait noircir le pain.

Lorsque l'on considérait que la température avait suffisamment baissé (vers 200-250° ?), on enfournait le pain à cuire le plus rapidement possible.

L'enfournement terminé la bouche du four était obturée et on l'étoupeait avec des linges mouillés pour éviter les déperditions de chaleur.

Le temps de cuisson était variable suivant l'importance du four et la nature du pain enfourné ; elle pouvait durer environ de 0 h 30 à 1 h 30 dans un petit four domestique (10) et approximativement de 2 h 30 à 4 heures dans un grand four de boulanger.

Des fours de ce type, datables des XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles, sont encore visibles dans plusieurs châteaux de la vallée du Loir (11).

Ainsi la salle-basse du donjon de Fréteval (Loir-et-Cher) contenait un petit four du XIV<sup>e</sup> siècle, identique à celui du château de Lavardin, qui était constitué d'un dôme en tuiles reposant sur une murette de carreaux et de tuiles, délimitant une sole en argile recouverte de carreaux (12).

De même, dans la haute-cour du château de Montoire (Loir-et-Cher) on peut voir un four assez semblable, quoique construit au-dessus d'un petit réduit servant à loger une réserve de bois (13).

L'aménagement bien particulier du four visible au château de Lavardin est comparable à celui des fours dont sont munies les habitations troglodytiques médiévales creusées dans le coteau de la vallée du Loir, entre le bourg de Lavardin et le vallon des Reclusages.

On remarque notamment dans l'une de ces « caves demeurantes » un four tout à fait semblable, creusé au niveau du sol qui est muni d'une hotte conique percée dans la voûte rocheuse au-dessus de sa bouche (14).

Un autre four du même genre, mais placé à hauteur d'homme et probablement plus récent, est également visible au pied de l'emplacement de la fausse-braie du château de Lavardin (voir plan de situation générale) (15).

Une cheminée dotée de piédroits en pierre, pavée de même et munie d'un contrecœur fait de carreaux, est accolée à la partie maçonnée du four de la cuisine.



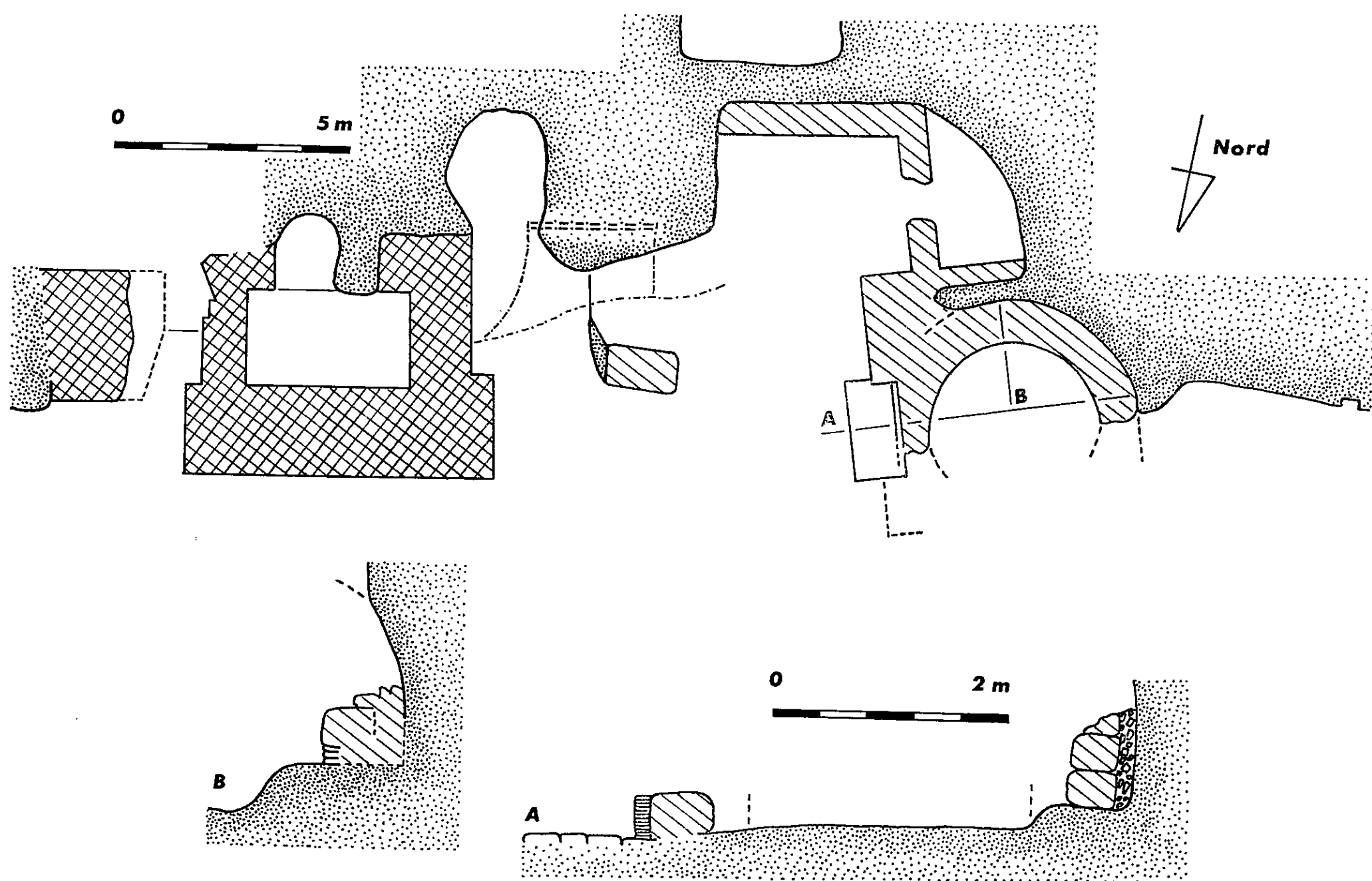


FIG. 3. — Plan de la cuisine et coupes du four.

Cette cheminée, qui devait être plus fréquemment utilisée que le four, a dû servir à maintenir dans celui-ci un état hygrométrique favorable à une plus rapide montée en température lors du chauffage préalable, et donc a pu réduire de façon notable sa consommation de bois (16).

De plus, un tel dispositif a pu faciliter l'évacuation de la fumée provenant des deux foyers par un conduit commun, épargnant ainsi l'espace utilisable dans la partie supérieure de la cuisine (17).

Il n'est pas impossible d'ailleurs que d'autres foyers (four, cheminée, fourneau-potager), aujourd'hui disparus, aient été regroupés à cet emplacement (18).

Le sol de la cuisine ne présente aucune trace de carrelage ou de pavage et il est probable qu'il pouvait être simplement constitué par le rocher, comme cela devait être le cas dans les autres caves du château.

Au niveau supérieur de la cuisine subsiste le fond d'une cave munie d'une cheminée taillée dans le rocher et pourvue d'un contrecœur en terre-cuite.

A proximité immédiate on aperçoit les traces d'un escalier aménagé dans le rocher, contre la tour flanquant la seconde enceinte, afin de relier ce niveau au logis situé à l'extrémité du second palier (19).

Une porte entaillée dans le rebord du second palier porte à penser qu'il existe un troisième niveau (construit ?), en relation directe avec la petite cour qui se développait à l'intérieur de la seconde enceinte du château (puits et silo).

A l'ouest de l'emplacement de la cuisine subsistent quelques vestiges, et notamment une grande cave (XV<sup>e</sup> siècle ?), qui ont pu avoir une fonction complémentaire (cellier, cour ?).

Il n'est d'ailleurs pas exclu que la partie construite de la cuisine se soit étendue jusqu'à proximité de cette cave (20).

#### *Commentaire.*

Il est fort difficile de proposer une datation précise pour cet ensemble de vestiges ; on peut néanmoins remarquer que les deux cheminées sont pourvues d'un contrecœur en terre-cuite qui porte à penser qu'elles datent du XIV<sup>e</sup> ou du XV<sup>e</sup> siècle (21).

Il est probable que, même si la cuisine a été installée à cet emplacement dès le XII<sup>e</sup> siècle (22), les vestiges actuellement visibles ne doivent guère remonter au-delà du XIV<sup>e</sup> siècle et pourraient être contemporains de la réfection générale qu'a subi le monument dans le dernier quart de ce siècle (23).

La situation et la rusticité de cette cuisine portent à penser qu'elle était essentiellement destinée à préparer les repas de la garnison castrale et peut-être aussi ceux des officiers comtaux qui assuraient son encadrement (24).

Le donjon devait très certainement, comme c'est le cas à Fréteval au XIV<sup>e</sup> siècle, disposer de sa propre cuisine installée dans la haute-cour, sinon à l'intérieur même de ses murs (25).

La cuisine de la garnison était certainement isolée du reste de la basse-cour par un mur, élevé en retrait de la tour flanquant la seconde enceinte, qui pouvait être précédé d'un fossé creusé dans le rocher.

La cave située au pied de la tour, en avant de l'emplacement probable de ce mur, pourrait alors être un corps-de-garde permettant d'assurer la surveillance d'une poterne destinée à assurer la liaison entre la cuisine et la basse-cour.

Cette possibilité de communication était d'autant plus indispensable que le « grand cellier » castral et son puits n'étaient accessibles, au niveau du premier palier, que par la basse-cour (26).

La nature des aménagements de cette cuisine montre le parti qu'ont su tirer les constructeurs médiévaux des possibilités offertes par le promontoire rocheux constituant l'assise du château (27).

Aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles non seulement la plupart des locaux de service (cuisine, cellier, corps-de-garde, salles-basses des tours flanquant les enceintes) sont totalement, ou en partie, excavés dans le rocher, mais également la partie inférieure de quelques bâtiments plus luxueux, lorsqu'elle est réservée aux activités des travailleurs (chapelle-basse, « grand logis » du second palier).

La réalisation de ces locaux troglodytiques était non seulement beaucoup plus économique que celle des bâtiments construits, mais elle permettait également d'épargner un espace précieux à l'intérieur des enceintes, dont le développement était forcément limité par la surface utilisable sur le promontoire (28).

Il est à espérer que cette courte étude, montrant l'originalité et l'intérêt des vestiges de la cuisine du château de Lavardin (29) amènera les responsables du plan d'aménagement des ruines de ce monument à envisager rapidement leur conservation et leur mise en valeur. Il serait en effet aberrant de laisser se dégrader ces précieux témoins archéologiques, alors que des travaux moins urgents seraient réalisés sur d'autres vestiges, certes plus spectaculaires, mais également bien plus communs.

Octobre 1975.

---

1) A. de Salies, « **Notice sur le château de Lavardin** », Tours, 1865 ; Ibid, « **De Vendôme à la Bonnaventure, Les Roches, Lavardin, Montoire et Trôo** », Angers, 1873 (extrait du « **Congrès Archéologique de France** », XXXVIII<sup>e</sup> session, Vendôme, 1872). Voir également : Abbé Plat, Lavardin, « **C.A.F.** », LXXXVIII<sup>e</sup> session, Blois, 1925, p. 358 à 368. Etude historique dans : R. de Saint-Venant, « **Dictionnaire du Vendômois** », Blois, 1912-1913, p. 266 à 273.

2) Travaux effectués par l'Association de jeunes « **Le Club du Vieux Manoir** ». Voir à ce sujet, en l'absence de rapports exhaustifs, le bulletin de liaison de cette Association : « **En direct du château** », n<sup>os</sup> 13, 14 et 15 en 1966 ; « **En direct de nos châteaux** » n<sup>os</sup> 19 et 21 en 1967, n<sup>os</sup> 25, 26 et 27 en 1968, n<sup>os</sup> 30 et 33 en 1969, n<sup>o</sup> 37 en 1970.

3) Voir A. de Salies, « **Notice...** », p. 21.

4) Les fours des habitations troglodytiques sont parfois appareillés de cette façon (J. et C. Fraysse, « **Les troglodytes en Anjou à travers les âges** », Cholet, 1963, II, p. 55).

5) Lors du dégagement de ce four, un remblai fort compact, et bien particulier (argile cuite ?), avait d'ailleurs été trouvé au fond du four (témoignage de Mlle C. Vallée - 1967). Ce type d'aménagement existe dans des fours du XIV<sup>e</sup> siècle, comme par exemple au château de Fréteval (C. Leymarios, Fouilles du château de Fréteval (Loir-et-Cher), « **Archéologie médiévale** », V, 1975, p. 503 ; VI, 1976, p. 364) ou au château de Ottrott (C. A. M. S., Fouilles du château de Ottrott (Bas-Rhin, « **Ibid** », II, 1972, p. 401).

6) On en connaît des exemples datant du X<sup>e</sup> siècle (E. Zadora-Rio, l'ensemble fortifié du Plessis-Grimoult) (Calvados), « **Archéologie médiévale** », III-IV, 1973-1974, p. 188 à 193), voire même de l'époque gallo-romaine (ex. : A. Roger, Malain-Médiolanum (Bourgogne), C - Fours et foyers, « **Revue Archéologique de l'Est et du Centre-Est** », XXVI, fasc. 3/4, 1975, p. 267 et fig. 3).

7) Voir par exemple : G. Marsiquet, Le pain jadis à Massignac (Charente), « **Bulletin de la Société d'Ethnographie du Limousin, de la Marche et des régions voisines** », n<sup>os</sup> 18-19, 1966, p. 72.

8) Jean Bourdichon, « **Heures de Charles d'Angoulême** », calendrier : décembre, Bibliothèque Nationale, manuscrit latin n<sup>o</sup> 1173 (fin du XV<sup>e</sup> siècle).

9) Voir par exemple : Diderot et d'Alembert, « **Encyclopédie ou Dictionnaire raisonné des Sciences, des Arts et des Métiers** », Genève, 1777, p. 151 à 153 ; M. Parmentier, « **Le parfait boulanger ou Traité complet sur la fabrication et le commerce du pain** », Paris, 1778, p. 199.

10) Millet-Robinet, « **La maison rustique des dames** », Paris, 1899, I, p. 215.

11) Les fours, comme les moulins nécessaires à la préparation de la farine panifiable, étaient prévus dans toutes les places fortes de quelque importance — Ph. Contamine, « **Guerre, Etat et Société à la fin du Moyen-Age** » (1337-1494), Paris, 1972, p. 646). Le château de Lavardin possédait d'ailleurs un moulin (à bras ?), probablement situé dans la grosse tour flanquant le donjon à l'ouest (découverte d'engrenages en bois et de meules en pierre).

12) C. Leymarios, « **Archéologie Médiévale** », Ibid. III-IV, 1973-1974, p. 410.

13) Il est donc semblable aux fours représentés dans les ouvrages du XVIII<sup>e</sup> siècle, Diderot et d'Alembert, « **Op. Cit.** », planche ; Malouin, « **L'art du meunier, du boulanger et du vermicelier**, 1765-1770, in Arpin, « **Historique de la meunerie et de la boulangerie** », Paris, 1948, II, fig. 48). La voûte de ce four, construite en pierre calcaire, aurait été revêtue originellement de briques (A. Michel, Le château de Montoire, « **Bulletin de la Société Archéologique du Vendômois** », 1975, p. 41).

14) Carte I.G.N. au 50/000<sup>e</sup>, Vendôme, CN404902. Il n'est pas impossible que cette hotte ait abrité une cheminée accolée au four (voir note 17).

15) Un four identique, certainement médiéval, est également visible dans une des « caves demeurantes » du coteau de la vallée du Loir (carte I.G.N. au 50/000<sup>e</sup>, « **Ibid** »). L'âtre du four de Lavardin, creusé à même le rocher, était recouvert d'une couche sablo-argileuse dont il ne reste aujourd'hui que des traces. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, ce genre de sole en terre argileuse, battue et tamisée afin de faciliter le glissement de la pelle d'enfournement, était considéré comme préférable à celui qui était constitué de briques, de carreaux ou de pierres (M. Parmentier, « **Ibid** »).

16) Voir Diderot et d'Alembert, « **Op. Cit.** », p. 153). Les textes de la fin du Moyen-Age montrent que la consommation de bois des fours situés dans les places fortes était importante, peut-être d'ailleurs parce que leur utilisation n'était pas intensive en raison de la faiblesse des garnisons (Ph. Contamine, « **Op. Cit.** », p. 647).

17) Sans parler de ceux qui étaient placés directement dans une cheminée, les fours construits en intérieur étaient munis d'une hotte et d'un conduit de fumée disposés au-dessus de leur bouche. (Voir par exemple : Diderot et d'Alembert, « **Op. Cit.** », planche).

18) On connaît de tels exemples d'intégration dans l'architecture rurale hongroise des XVIII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles. Ces ensembles, entièrement construits à l'intérieur des habitations, servaient non seulement à la cuisson des aliments mais également au chauffage de leurs occupants (« **Az Egri Muzeum Evkönye** », XI-XII, 1973-1974, p. 217 et suiv.).

19) Selon l'hypothèse de M. A. de Salies (« **Notice...** », p. 25) ce serait le logis du capitaine-châtelain ; le matériel recueilli dans la fouille d'un dépotoir domestique situé à proximité immédiate du logis semble confirmer cette interprétation. (D. Schweitz, Fouilles du Château de Lavardin (Loir-et-Cher), « **Archéologie Médiévale** », VI, 1976, p. 365.

20) Un renforcement dans la paroi rocheuse (voir fig. 2) montre l'emplacement d'un jambage qui soutenait une solive (plancher ?).

21) Dans la région, l'emploi des matériaux de terre cuite pour la confection des cheminées apparaît vers le XIV<sup>e</sup> siècle, auparavant on employait le plus souvent des pierres dures (L. Clément d'Armont, M. Lacroix, « **Cheminées des Pays de Loire du Moyen-Age au XVIII<sup>e</sup> siècle** », Paris, 1973, p. XVIII).

22) Dès la première moitié du XI<sup>e</sup> siècle, il existait à l'intérieur du château un four dont Roger, fils de Rothon de Lavardin, avait donné le 1/4 aux moines du prieuré Saint-Martin de Lavardin (A. de Trémault, « **Cartulaire de Marmoutier pour le Vendômois** », Vendôme, 1893, p. 293).

23) Cette réfection, partout visible au château est datable avec précision des années 1380-1385 au donjon (L. A. Hallopeau, Armoiries de Louis de France, Duc d'Anjou et de Touraine, sculptées au donjon de Lavardin, « **Bulletin de la Société Archéologique de Touraine** », 1908, p. 270). La découverte d'une importante couche de construction datant du XIV<sup>e</sup> siècle lors de la fouille de la tour flanquant la seconde enceinte au nord, comme le style de la cheminée du logis située à l'extrémité du second palier, montrent que les constructions contiguës à la cuisine ont été également remaniées à cette époque (D. Schweitz, « **Ibid** »).

24) La nature de cette cuisine n'est pas surprenante lorsque l'on connaît la faiblesse des garnisons castrales aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles, souvent réduites à quelques dizaines d'hommes, même dans les châteaux les plus considérables (J. F. Fino, « **Forteresses de la France médiévale** » Paris, 1967, p. 253). De plus, les repas servis aux garnisons de cette époque étaient très simples (pain et vin, poisson salé, viande bouillie, soupe aux pois, etc.) et ne réclamaient pas d'aménagements bien compliqués (exemple dans : B. Chevalier, Alimentation et niveau de vie à Tours à la fin du XV<sup>e</sup> siècle, « **Bulletin philologique et historique du Comité des Travaux Historiques et Scientifiques** », 1968, p. 147). Il n'est pas impossible qu'une partie de l'alimentation de la garnison, et notamment le pain qu'elle consommait, ait été achetée dans le bourg qui comptait à cette époque un certain nombre de marchands dont des boulangers cités vers 1100 (A. de Trémault, « **Op. Cit.** », p. 323) et en 1443 (« **Ibid** », p. 365).

25) L'évolution et la situation des cuisines du château de Lavardin pourraient être assez semblables à celles des cuisines du château de Gisors (Eure) : aux XI<sup>e</sup>-XII<sup>e</sup> siècles, elles étaient disposées dans la cour du donjon, puis à partir du XIII<sup>e</sup> siècle ou du début du XIV<sup>e</sup> siècle la garnison et le seigneur — non châtelain — disposeront de cuisines séparées élevées dans la basse-cour (E. Pepin, « **Gisors et la vallée de l'Epte** », Paris, 1963, p. 45).

26) Ce « grand cellier » est cité en 1370, lorsque le comte de Vendôme concède un emplacement à l'intérieur du château aux religieux de l'abbaye de Saint-Georges-des-Bois (Ch. Métais, « **Chartes Vendômoises** », Vendôme 1905, p. 439). Le château était également pourvu de plusieurs silos excavés, répartis de façon à assurer l'autonomie des différentes parties (voir fig.).

27) Les autres châteaux médiévaux de la vallée du Loir (Trôo, Montoire, Vendôme, Fréteval, etc.) ne montrent pas une utilisation aussi intensive des possibilités offertes par leur sous-sol rocheux et l'exemple de Lavardin paraît assez exceptionnel. Cependant, on connaît non loin plusieurs habitats médiévaux où l'église, parfois le manoir seigneurial, et une bonne partie des habitations sont creusés dans le rocher (Les Roches-l'Evêque, Trôo, etc.).

28) De plus, lors du creusement, on pouvait récupérer de la pierre susceptible, pour le moins, de constituer le blocage des murs (D. Schweitz, « **Ibid** »).

29) Bien qu'il apparaisse parfois très tôt, quoique progressivement, dans les habitats seigneuriaux, l'histoire du local affecté à la confection des repas est encore méconnue (M. de Boüard, de l'aula au donjon..., « **Archéologie Médiévale** », III-IV, 1973-1974, p. 43). De plus, les exemples de cuisines troglodytiques bien aménagées dans les châteaux médiévaux sont rares. La cuisine du château de Sarreau (Gennes, Maine-et-Loire) qui est munie d'un conduit d'évacuation de la fumée et des vapeurs, assez semblable à celui du château de Montreuil-Bellay (Maine-et-Loire), apparaît assez exceptionnelle (J. et C. Fraysse, « **Ibid** », p. 100).





## GLANE

---

### Directives données par le Préfet ultra Bacot à son Sous-Préfet de Vendôme pour priver de sa profession l'avocat BALLYER fils (21-1-1816)

par M. R. BOUIS

Nous n'ignorons pas à quels obstacles se heurta l'ami de Ballyer fils, l'ex-commissaire du Directoire Hésine, lors de sa nomination d'avoué au tribunal de première instance de Vendôme, en l'an IX, de la part de ses confrères (1).

Destitué de ses fonctions d'avoué, en septembre 1815, et de retour à Vendôme, en 1817, de son exil à Rouen, Hésine voulut exercer le métier d'agent d'affaires. La Chambre des avoués interdit alors à ses membres d'entrer en relations d'affaires avec lui, leur prescrivant de lui condamner la porte de leurs cabinets. Hésine et sa famille, ainsi mis à l'index, furent contraints de quitter définitivement Vendôme (2).

Si nous avons tenu à rappeler cette attitude des avoués vendomois à l'endroit d'Hésine c'est que le préfet Bacot (3) dans une lettre en date du 22 janvier 1816 à son sous-préfet de Vendôme (4) proposa « d'inviter les avoués et avocats de Vendôme de refuser de plaider dans les affaires où le sieur Ballyer (5) parlera et petit à petit les clients l'abandonneront », procédé, on le voit, comparable à celui observé à l'égard d'Hésine aussi bien au début du Consulat qu'à la seconde Restauration. C'est cette lettre que nous croyons devoir présenter aux lecteurs de ce Bulletin. Elle leur permettra de se faire une idée, mais bien faible, à la vérité, de ce que fut la Terreur Blanche en Loir-et-Cher en attendant les statistiques précises de ses trop nombreuses victimes, de petites gens pour la plupart.

« Blois, ce 22 janvier 1816.

Le Préfet à M. le Sous-Préfet de Vendôme.

Je suis aussi surpris que vous de l'avis que vous m'avez donné de l'aggrégation au corps des avocats du sieur Ballyer ex-procureur du Roi et je désirerais bien seconder le désir que vous avez du contraire. Mais ce n'est pas chose facile à présent car je sais que cet individu craignant sans doute et avec raison qu'on ne le reçut pas au serment à Vendôme, l'a prêté à la cour royale d'Orléans. Cependant je crois qu'il est un moyen, peut-être lent mais efficace, de faire renoncer le sieur Ballyer à l'exercice de sa profession, c'est d'inviter les avoués et avocats de Vendôme de refuser de plaider dans les affaires où le sieur Ballyer parlera et, petit à petit, ses clients l'abandonneront. De plus je vous engage à consulter la loi du 14 décembre 1810, Bulletin n° 332, contenant le règlement de l'exercice de la profession d'avocat et la discipline du Barreau et je crois que l'article 32 au chapitre de la discipline pourra vous suggérer d'autres moyens car je ne doute pas que les membres du tribunal de votre arrondissement comme composant le conseil de discipline ne trouvent quelques motifs ne fut-ce que celui de sa destitution comme Procureur du Roi, de le rayer du tableau des avocats et de lui interdire l'entrée du Barreau. Je vous serai obligé de me faire connaître la suite qui sera donnée à cette affaire (6). Agréez. Un paraphe » (7).

---

(1) Ces derniers prononcèrent contre lui la non-admission et l'interdiction de leur Chambre dans le but, écrit M. Paul Couvrat, de « l'empêcher d'être élu membre de la Chambre chargée notamment de la discipline professionnelle ». La même année, ils adressèrent une pétition au Premier Consul réclamant la révocation de la commission d'avoué accordée à Hésine mais sans résultats. Le Conseiller d'Etat Réal qui avait été le défenseur d'Hésine devant le tribunal criminel de Loir-et-Cher les 17 et 18 germinal an V au temps du procès de Babeuf aida peut-être l'avoué vendomois à conserver sa charge à l'encontre de ses tenaces adversaires qui ne désarmèrent jamais. R. Bouis, A. h. R. f. 1960, p. 471 ; P. Couvrat, Bull. Soc. Archéo. du Vendomois, 1973, p. 35.

(2) R. Bouis et P. Couvrat, Bull. du Vendomois, 1973.

(3) Claude René Bacot, né à Paris, 1782, mort à Vernou (I.-et-L.) le 29 mars 1853, fils de César Joseph, riche négociant de Tours, auditeur du Conseil d'Etat (24.1.1811) ; nommé sous-préfet de l'arrondissement de Tours (1<sup>re</sup> Restauration) ; au retour de Napoléon se rendit à Paris pour y attendre la rentrée du Roi ; préfet de Loir-et-Cher (ordonnance du 12 juillet 1815), installé le 18 juillet peu après l'entrée des troupes prussiennes en ce département. Si le collège électoral de l'arrondissement de Blois présenta sa candidature à la Chambre des Députés, le 14 août 1815, celle-ci ne fut pas retenue par le collège du département qui porta son choix sur Pardessus, de Salaberry et le Vendomois Josse Beauvoir. Mais au même moment le collège départemental d'Indre-

et-Loire l'élisait à la Chambre des Députés. Tant et si bien que le préfet Bacot siégea à la Chambre Introuvable au titre de représentant de l'Indre-et-Loire, non à celui de Loir-et-Cher comme nous l'avions inexactement rapporté dans un Bulletin précédent (1973, p. 70 et note 12 p. 74). En février 1816 il fut nommé préfet d'Indre-et-Loire où il s'illustra par la politique de répression féroce que l'on sait et dont Paul Louis Courier porte témoignage. (Voir Bull. Soc. archéo. du Vendomois, 1973, p. 74 note 12).

(4) Il s'agit de M. de Beaumont, sous-préfet de Vendôme à la première Restauration qui, comme son préfet, avait pareillement abandonné son poste, le 20 mars 1815, au retour de Napoléon, et le retrouva à la seconde. M. de Beaumont se montra le digne émule du préfet Bacot. Ce que nous avons dit de lui dans un précédent Bulletin (1973, p. 61 et suivantes) nous dispensera de revenir sur le personnage.

(5) Ballyer fils (1769-1826) comme son père (1735-1815) furent deux patriotes vendomois au sens révolutionnaire du terme. Le père, plus particulièrement, resta l'ami d'Hésine durant les séjours de ce dernier à Vendôme. Et il en fut selon toute vraisemblance de même pour le fils. Avocats « en parlement » les deux Ballyer figurèrent au nombre des défenseurs officiels des accusés devant la Haute Cour de Vendôme, en l'an V. Ballyer fils occupa successivement les fonctions de président de l'administration municipale de Vendôme au lendemain du 18 fructidor, puis celles de membre de l'administration centrale de Loir-et-Cher et à nouveau, en l'an VII de président de l'administration municipale vendomoise ; en l'an VIII il refusa celles d'adjoint au maire de Vendôme. Nommé commissaire du gouvernement près le tribunal de première instance de l'arrondissement, en l'an IX, il le resta jusqu'en septembre 1815, date de sa révocation mais sous le titre cette fois de procureur impérial. Un tel curriculum vitae ne pouvait manquer d'attirer sur lui les foudres des nouveaux représentants du gouvernement : préfet et sous-préfet. La correspondance échangée dans le courant d'août et de septembre 1815 entre le préfet Bacot et le garde des Sceaux au sujet de Ballyer, procureur du Roi à Vendôme, traduit, on ne peut mieux, les sentiments de vengeance qui animaient alors le personnel ultra. « Je ne profanerais pas ma plume, écrit le préfet Bacot, le 27 août 1815, en retraçant les expressions outrageantes dont cet individu s'est servi pour insulter publiquement la personne du Roi pendant son absence et qui sont d'ailleurs parfaitement d'accord avec les opinions et les principes qu'il a manifestés de tout temps. Le corps de la magistrature repousse un membre qui le déshonore... ». Le 14 septembre, Bacot revient à la charge déclarant à son ministre que le sieur Ballyer est indigne d'exercer plus longtemps ses honorables fonctions, et que son remplacement semble devoir passer (ainsi entre autres que celui de l'ex-conventionnel Venaille, substitut du procureur du Roi, à Romorantin) avant le résultat d'une réforme générale... » Ballyer fut donc écarté au profit de Bourgogne qui n'accepta pas, préférant conserver ses fonctions d'avoué. La candidature dès lors envisagée de l'avocat Deschamps, le fils de l'élu royaliste de l'an V, connu à Vendôme sous le nom d'avocat des émigrés, ne put elle non plus être retenue. Les fonctions de Procureur du Roi revinrent finalement à Barthélémi Bellenoue Villiers, fixé à Azé depuis l'époque impériale dont le passé blésois donnait toute garantie. N'avait-il pas été en particulier à l'origine en tant que procureur général syndic du département de toutes les poursuites intentées contre les hommes de la Révolution sous la Convention thermidorienne. L'installation de Bellenoue eut lieu le 16 décembre 1815.

(6) Série M. (A. D. Loir-et-Cher).

(7) Ce paraphe n'est autre que celui de Renaud Davène des Méloizes, conseiller de préfecture, délégué, le 20 septembre 1815, pour « remplacer le préfet pendant les absences nécessitées par sa qualité de membre de la Chambre des Députés ».

# *Un village nommé* **ROCHAMBEAU** *à CHINON*

par M. Raymond DREULLE

Des Chinonais furent parmi les premiers Acadiens. Le plus célèbre d'entre eux est l'amiral Isaac de Razilly qui vécut cette extraordinaire aventure d'un établissement français au Canada, au XVI<sup>e</sup> siècle.

Beaucoup de ces Tourangeaux fuirent la Nouvelle France lors du « Grand dérangement » pour aller en Louisiane.

Mais à la période de la Guerre d'Indépendance, il ne semble pas que des Tourangeaux du confluent de la Loire et de la Vienne se soient illustrés avec le corps expéditionnaire français au côté des Insurgents. Sans doute y eut-il dans ces régiments qui traversèrent l'Atlantique, quelques porteurs de tricornes originaires de Chinon. Toutefois l'histoire locale ignore jusqu'à leur nom.

C'est pourquoi on est quelque peu étonné lorsque venant de Tours, on atteint cette sous-préfecture d'Indre-et-Loire, de trouver un lieudit, et une petite cité moderne portant le nom de Rochambeau, dans cette ville qui se réclame des Plantagenet, de Jeanne d'Arc, de François Rabelais, bien plus que de La Fayette.

## AU GOUT AMÉRICAIN

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, dans le cadre du traité de l'OTAN, l'U.S. Army installa un très important dépôt de matériel au cœur de la forêt domaniale de Chinon, sur le territoire de la commune de Saint-Benoit-la-Forêt, et un peu plus tard, sur la commune de Chinon un grand hôpital militaire qui aurait reçu les blessés d'un éventuel conflit européen. Cet hôpital ne reçut que quelques malades et blessés légers. Par contre quantités de bébés, enfants des ménages américains basés dans tout le Val de Loire y virent le jour et furent déclarés à la mairie de Saint-Benoit.

Les G.Is étaient logés dans des casernements, tandis que les officiers et les sous-officiers habitèrent la ville ou des maisons à la campagne. A mesure que le Dépôt se peuplait ceux-ci éprouvèrent des difficultés à se loger et l'Administration américaine décida de construire une cité, puis une deuxième, chacune d'une quarantaine de logements.

La première s'éleva aux abords immédiats de Chinon au lieudit « Le Bois de la Grille ». Les pavillons, semblables, étaient disposés de part et d'autre d'une chaussée centrale. A l'entrée se trouvait l'installation de chauffage collectif, et l'abri pour les enfants attendant le bus scolaire.

Ces pavillons possédaient de grandes baies vitrées. L'architecte avait allié le goût du confort américain ainsi que la disposition des pièces à un aspect extérieur apparenté au style local.

Au début, cette petite cité de résidence fut appelée : « Essayons-Village ». « Essayons » — en français — est la devise du Génie militaire américain.

#### *Le sergent Durand*

Elle était fort coquette cette cité où logeait entre autres le colonel responsable du Dépôt. Elle ressemblait avec ses pelouses bien entretenues à celles qu'on rencontre dans les banlieues des U.S.A. A côté de l'allée cimentée allant de la chaussée à la porte principale de la maison était disposée une pancarte de bois portant le nom de l'occupant. L'une d'elle fut longtemps remarquée : « Sergeant-master Durand ».

Il y eut à ce sujet un petit jeu consistant à chercher les noms d'origine française de nos alliés. Un lieutenant Guertin, une miss Mugnier, secrétaire, se découvrirent ainsi une origine chinonaise.

#### *Le descendant du Maréchal*

Mais, l'U.S. Army chercha bientôt un nom évoquant directement l'histoire franco-américaine pour sa cité, et décida de la nommer : « ROCHAMBEAU-VILLAGE » en raison de la proximité, relative, de Vendôme.

Le comte de Rochambeau fut invité à Chinon et procéda au dévoilage du grand panneau placé à l'entrée. Ce fut une sympathique cérémonie au cours de laquelle on ne manqua pas d'évoquer la guerre d'Indépendance. Bon nombre de clichés furent pris par les Américains tout heureux de pouvoir rapporter aux States un portrait du descendant du célèbre maréchal français, vainqueur à Yorktown.

« Rochambeau » vivait à l'américaine : grosses voitures circulant silencieusement, contacts fréquents entre les habitants de ces pavillons entourés de pelouses, toutes clôtures et toutes haies étant exclues, éclairage abondant en toute saison, et à toute heure, afflux de communications téléphoniques, barbecues à la belle saison.



Les invitations à l'adresse des Chinonais étaient nombreuses notamment aux fêtes nationales et tout particulièrement à Noël et au jour de l'An. Les portes des maisonnettes étaient alors très décorées, elles s'ouvraient à quiconque venait sur invitation ou à l'improviste.

« Rochambeau », sur le cadastre

L'U.S. Army a quitté la France. Le Camp de Chinon a été démantelé dans sa majorité. Les deux cités : Rochambeau et La Durandière ainsi que l'hôpital ont été conservés. Cet établissement, devenu annexe du Centre Hospitalier Régional de Tours, héberge un millier de malades. Il emploie près de cinq cents personnes. Un certain nombre d'entre elles habitent Rochambeau dont le nom est resté et s'est même imposé sur les plans cadastraux.

Rochambeau s'est imposé dans le langage chinonais. Mais le facteur des Postes remarque souvent qu'il est « tourangisé » en Rochambault ou Rochambaud, terminaisons plus conformes à l'orthographe locale.

Juin 1976.



Cliché «Nouvelle République».

Le panneau de l'entrée. La gothique employée pour Rochambeau Village est une note française.

Dans cette « aire de maisons » la vitesse était strictement limitée, et respectée. Enclave américaine en Indre-et-Loire, elle était propriété du gouvernement des U.S.A. La « perquisition » menaçant toute personne » (sous-entendue étrangère) ne fut jamais appliquée.





# OUVRAGES EN VENTE AU SIÈGE DE LA SOCIÉTÉ

*Cloître de l'Abbaye*

---

- **Bulletins de la Société**, prix selon l'année.
  
- **Tables méthodiques du Bulletin** (1862-1911 et 1912-1926), ensemble ..... 10 F
  
- **Cartulaire de l'Abbaye Cardinale de la Trinité de Vendôme**, 5 volumes in-8, T. I à III, Cartulaire ; T. IV Bullaire, nécrologe, chroniques ; T. V, Table. Il manque l'index géographique et l'index onomastique ..... 300 F
  
- **Chartes Vendomoises** publiées par l'abbé Métals en 1905 (en cahiers non brochés sans couverture) ..... 50 F
  
- **Cartulaire de Marmoutier pour le Vendomois**, par M. de Trémault, 1893 (en cahiers non brochés sans couverture) ..... 50 F
  
- **Catalogue raisonné des Basidiomycètes** qui croissent autour de Mondoubleau, par L. Legué, 1908 ..... 15 F
  
- **Promenades au bord du Loir**, par J. Alexandre, 1910 ..... 3 F
  
- **Quelques particularités sur la vie de Ronsard**, par Rémy Fouquet, Saumur 1937 ..... 5 F
  
- **Ronsard. Les fêtes du IV<sup>e</sup> centenaire à Vendôme**, 1924 .... 10 F
  
- **Mémoires de Marie du Bois**, sieur de Lestournière et du Poirier, valet de chambre de Louis XIII et Louis XIV, publiés par L. de Grandmaison, 1936 ..... 25 F
  
- **Nouvel aperçu sur les causes de la mort de Gabrielle d'Estrées**, par Gustave Chanteaud, Vendôme, 1904 ..... 6 F

*(S'adresser par correspondance au Bibliothécaire de la Société).  
Société archéologique, scientifique et littéraire du Vendomois, Cloître  
de l'Abbaye, 41100 Vendôme, C.C.P. La Source 665-33 J. (Le port est  
toujours en plus).*